

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 62

MAI 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS**  
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

## SOMMAIRE

- Turquie : DESAFFECTION DES KURDES POUR LES PARTIS POLITIQUES ET LA PRESSE TURCS**
  - Bagdad : LA VISITE INFRUCTUEUSE DU PRESIDENT TURC**
  - Syrie : DES KURDES PRIVES DE LEUR NATIONALITE MANIFESTENT DEVANT LE PALAIS PRESIDENTIEL**
  - Autriche : ANNULATION D'UN CONTRAT DE VENTES D'ARMES A LA TURQUIE**
  - Ankara : DEMANDE DE LEVEE DE L'IMMUNITE PARLEMENTAIRE DE 4 DEPUTES KURDES**
  - Turqueries : TANDIS QUE LE CHEF DU PRINCIPAL PARTI DU PAYS DEMANDE L'OUVERTURE D'UN INSTITUT KURDE EN TURQUIE, LE RECENSEMENT OFFICIEL DE 1990 CONTINUE D'IGNORER L'EXISTENCE DES KURDES**
  - A SIGNALER**
  - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
- 

### **Turquie : DESAFFECTION DES KURDES POUR LES PARTIS POLITIQUES ET LA PRESSE TURQUE**

**L**es Kurdes qui n'ont pas la possibilité légale de créer leurs propres partis politiques se désintéressent de plus en plus des partis politiques turcs. La population est de plus en plus convaincue qu'au-delà de quelques discours ou promesses de circonstance ces partis restent tous prisonniers de la doctrine kémaliste de la négation des Kurdes en tant que peuple distinct et de leurs droits. Ce sentiment s'était manifesté avec force au moment de l'expulsion par le SHP (Parti populiste social démocrate) de 7 parlementaires kurdes qui avaient en octobre dernier assisté à la Con-

férence Kurde de Paris. Des milliers d'élus et militants kurdes de cette formation l'avaient alors massivement quittée.

L'adoption en avril dernier d'un décret-loi plaçant la plupart des provinces kurdes sous l'autorité d'un Super-préfet doté de pouvoirs illimités a considérablement creusé le fossé séparant la population kurde de l'établissement politique turc. Car c'est après consultation avec les chefs de tous les partis représentés au Parlement que ces mesures répressives d'un autre âge,

soumettant le destin de millions de gens au bon vouloir d'un pro-consul de fait, échappant au contrôle du Parlement, et des juridictions légales, ont été adoptées. Pour un nombre de plus en plus grand de Kurdes, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, les partis turcs sont «blanc bonnet et bonnet blanc».

Le signe le plus frappant de cette évolution a été le fiasco total de la visite que M. Erdal İnönü, président du S.H.P. a effectuée du 5 au 9 mai dans les provinces kurdes. Après un «accueil glacial» à Diyarbakir, le chef de la principale formation politique turque a été sifflé, conspué tout au long de son périple kurde. Ses déclarations en faveur de la légalisation de l'usage de la langue kurde, ses promesses d'abolition des lois punissant les délits d'opinion n'ont pas réussi à détendre l'atmosphère (cf. Revue de presse pp 69-88, les comptes-rendus de la presse turque). Le parti qui, il y a à peine un an, lors des élections municipales avait remporté un large succès dans les provinces kurdes où il avait gagné la plupart des mairies parce qu'il semblait, aux yeux des électeurs kurdes, représenter un espoir de changement démocratique a vu sa crédibilité se fondre comme

neige au soleil. Ses anciens sympathisants semblent lui en vouloir d'autant plus que ce parti se réclame de la social-démocratie et qu'à ce titre il joue de ses relations au sein de l'Internationale Socialiste pour justifier la politique anti-kurde de la Turquie. La visite dans la région de l'ancien Premier ministre Suleyman Demirel n'a pas eu davantage de succès non plus.

Cette désaffection générale à l'égard des partis touche également la presse turque. Depuis l'adoption du décret-loi n 413 en avril dernier, les journaux turcs, de crainte d'être saisis ou de voir leurs presses confisquées, n'osent plus publier le moindre reportage d'indépendant sur les provinces kurdes et se contentent de reproduire les communiqués de la «Préfecture de la région d'état d'urgence» sur les événements se déroulant dans les provinces kurdes. Dans les deux semaines qui ont suivi la promulgation de ce décret, les ventes dans la région des principaux journaux turcs ont chuté de plus d'un tiers et cette tendance ne fait que s'accroître. Plusieurs éditorialistes turcs ont appelé les hommes politiques à réfléchir sur ce «phénomène de rejet».

## Bagdad : LA VISITE INFRUCTUEUSE DU PREMIER MINISTRE TURC

**A** en croire la presse turque (cf. les quotidiens *Ter-cuman* et *Hürriyet* du 9 mai) les relations turco-irakiennes autrefois «excellentes» seraient actuellement au bord de la rupture. Au centre de la crise, le partage des eaux de l'Euphrate. L'usage des eaux des deux principaux fleuves du Kurdistan, le Tigre et l'Euphrate, qui après un long parcours au Kurdistan de Turquie, traversent le Kurdistan de Syrie et d'Irak pour aller se jeter dans le Golfe, empoisonne depuis quelques temps les relations entre ces trois pays. Au fur et à mesure de la croissance démographique l'eau devient, dans cette région du monde, une ressource rare dont le contrôle représente un intérêt vital. Manquant de pétrole, la Turquie a, au cours des 15 dernières années, mis en oeuvre un ambitieux programme de construction de barrages sur ces deux fleuves, programme connu sous son appellation turque du GAP (Projet d'Anatolie du Sud-Est). Quand ce projet sera mené à terme, elle pourra exercer un contrôle total sur les eaux de ces deux artères vitales de la région et d'emploie d'ores et déjà à s'en servir comme une arme dans la politique à l'égard des pays de la région.

Consciente de cette nouvelle donnée, la Syrie tente depuis près de 10 ans d'avoir quelques atouts face à la

Turquie. A cette fin, elle a encouragé et continue de soutenir divers mouvements kurdes et turcs d'opposition au régime turc de façon à pouvoir négocier le moment venu le retrait de cet appui. Quant à l'Irak, tout au long de la guerre du Golfe, il a évité d'exprimer le moindre grief à l'égard de la Turquie afin de ne pas pousser celle-ci dans les bras de l'Iran. La position de «stricte neutralité» a d'ailleurs permis à Ankara de développer un commerce très fructueux avec les deux belligérants et à conclure avec l'Irak un accord lui reconnaissant un «droit de poursuite contre les rebelles kurdes» à l'intérieur du territoire irakien. A présent l'Irak, qui s'estime «victorieux» dans la guerre du Golfe hausse le ton et par presse arabe interposée accuse la Turquie d'avoir «des visées impérialistes sur la nation arabe». La saisie par Ankara de certaines pièces destinées au fameux «super-canon» irakien n'avait fait qu'exacerber la tension.

C'est pour tenter de sésamorcer cette tension que le Premier Ministre turc Yildirim Akbulut s'est, début mai, rendu en Irak. Accueilli semble-t-il avec beaucoup de froideur et de sésinvolture par le n 2 irakien Taha Yassine Ramadane à l'aéroport de Bagdad où les Irakiens, contrairement aux usages diplomatiques, se seraient longuement fait prier pour l'accueillir au salon

d'honneur. M. Akbulut a ensuite été reçu par Saddam Hussein à qui il a remis un «message d'amitié» du président turc ainsi qu'une invitation officielle à se rendre en Turquie. D'après les informations de la presse turque, Saddam n'a pas daigné répondre ni au message ni à l'invitation et il a signifié dès le début à son interlocuteur turc que la Turquie devait signer rapidement avec ses voisins un traité indiquant avec précision la quantité des eaux de l'Euphrate qu'elle s'engageait à leur laisser, toutes les autres questions ne pouvant être discutées qu'après ce préalable. En particulier la requête turque de reconduction de l'accord turco-irakien donnant aux troupes turques un «droit de poursuite» en territoire irakien pour «extirper les terroristes du PKK» a reçu une fin de non recevoir, les Irakiens ne faisant guère mystère de leur bienveillance envers les partisans de ce mouvement kurde de Turquie. A chaque étape des négociations, ils auraient, selon la presse turque, réitéré «d'abord le problème des eaux, on verra les autres problèmes ensuite».

Réunie sous de telles augures la réunion de la commission mixte s'est vite trouvée dans l'impasse. La délégation turque, conduite par le ministre d'Etat Isin Çelebi a dû claquer la porte et quitter la table des négociations, en rappelant que son gouvernement ne pouvait laisser à l'usage commun de l'Irak et de la Syrie plus de 500 m. cubes/sec. d'eau et que ces deux pays devaient s'organiser pour éviter le gaspillage de ce liquide précieux.

Après le fiasco retentissant de cette visite du Premier ministre turc, alors que la presse turque évoquait la possibilité de rupture des relations turco-irakiennes, les deux parties ont finalement convenu de tenir en juin prochain à Ankara une réunion ministérielle consacrée au problème des eaux de l'Euphrate. La Turquie a par ailleurs annoncé qu'elle allait accorder un crédit de 400 millions de dollars à l'Irak afin de relancer ses exportations vers ce pays. Provisoirement ajournée la guerre des eaux va sans doute dominer les relations d'Ankara avec Damas et Bagdad dans la décennie en cours.

## Syrie : DES KURDES PRIVÉS DE LEUR NATIONALITE MANIFESTENT DEVANT LE PALAIS PRESIDENTIEL

**I**l y a une quinzaine d'années, dans le cadre du programme dit de «ceinture arabe» visant à arabiser les régions kurdes, 150000 kurdes syriens avaient été privés de leurs nationalité par décision du gouvernement syrien. Dépossédés de leurs droits civils, ils vivent depuis comme des étrangers dans leur propre pays. 300 de ces Kurdes déchus de la nationalité syrienne, ont organisé une manifestation devant le palais présidentiel le 28 mars dernier. Les manifestants ont pu arriver jusqu'au portes du palais malgré l'intervention de la police.

Une délégation a été formée par les manifestants afin de transmettre leurs revendications au président de la République mais l'accès du palais leur a été interdit. Ce refus a conduit les manifestants à distribuer des tracts expliquant leur situation. La garde présidentielle a réagi vivement, matraquant les manifestants dont trente ont été arrêtés et conduits dans une prison dans la banlieue de Damas.

La répression violente de cette manifestation pacifique et l'arrestation des manifestants ont suscité un mécontentement général dans la population kurde. Les organisations kurdes ont lancé un appel en faveur des victimes de la répression. De peur que la situation ne se dégrade davantage les autorités ont finalement été contraintes de relâcher les détenus.

Pour bien comprendre ce qui vient de se passer il faudrait remonter aux années soixante, pendant laquelle les Kurdes de Syrie ont été victimes de deux lois particulièrement iniques dont l'une est connue sous le nom de «recensement exceptionnel». Cette loi a enlevé arbitrairement la nationalité syrienne à 150000 Kurdes. L'autre loi portait sur l'instauration d'une «ceinture arabe» à savoir une bande territoriale de sécurité, longue de 320km et large de 30km dans les provinces kurdes situées le long de la frontière syro-turque.

La situation de ces Kurdes, n'a pas changé depuis. Ils vivent sur leur propre territoire comme «étrangers» et le gouvernement ne leur reconnaît aucun droit; leur refusant le droit d'envoyer leurs enfants dans les écoles de l'Etat, de faire carrière dans la fonction publique, de se procurer des produits de première nécessité dans les magasins de l'Etat (la plupart des produits de première nécessité font l'objet d'un monopole de l'Etat).

Le 22 Mars des élections législatives se sont tenues en Syrie. L'une des innovations est l'augmentation du nombre de sièges au Parlement, qui passe de 195 à 250. En outre, la proportion des sièges réservés aux candidats indépendants passe de 18 % à 40%, les 60% étant dévolus aux candidats du Front national progressiste (FNP), une coalition dominée par parti Baath. Ce parti

c'est arrogé 130 sièges, les indépendants ont obtenu pour leur part 80 sièges.

Une autre innovation qu'il faut signaler dans ce scrutin, c'est l'entrée des députés kurdes au nouveau Parlement. En effet, une quinzaine de candidats d'origine kurde ont été élus, 3 d'entre eux sur une liste commune

soutenue par les organisations kurdes de Syrie (M. Kemal Ahmed, président du Parti démocrate kurde de Syrie, M. Hamid Haj Derwiche, président du Parti démocrate progressiste kurde de Syrie, et M. Fuad Ekko représentant le parti populaire kurde). Les autres candidats kurdes, sont les élus de différentes régions kurdes en Syrie et de la communauté kurde de Damas.

## **Autriche : ANNULATION D'UN CONTRAT DE VENTES D'ARMES A LA TURQUIE**

Le gouvernement autrichien vient d'interdire à ses fabricants de vendre des armes et des munitions à la Turquie car «celle-ci pourrait les utiliser dans ses provinces orientales contre les Kurdes». Et conformément à cette décision, Vienne a annulé deux contrats portant sur la vente par les Firmes Hirtenberge et Arges de 450 000 balles de kolashmikof et de 400 000 balles de calibre 5,65 et de 17 000 bombes antipersonnelles de calibre 40 mm.

Les deux sociétés autrichiennes avaient répondu à un appel d'offres lancé fin 1989 par le ministère turc de la défense et avaient fini par emporter le marché face à

leurs concurrentes allemandes, américaines et françaises. La décision autrichienne, motivée officiellement par des «considérations de droits de l'homme» a suscité de vives réactions d'Ankara qui menace l'Autriche de «représailles économiques».

Le gouvernement turc craint que l'exemple autrichien soit suivi par d'autres pays européens (cf. revue de presse pages 70, 84 et 104 pour les réactions turques). En fait, le gouvernement autrichien qui tente depuis un an d'enterrer l'affaire de l'assassinat de trois personnalités kurdes à Vienne par des émissaires iraniens veut, par ce geste, montrer aux Kurdes qu'il ne leur est pas hostile.

## **Ankara : DEMANDE DE LEVEE DE L'IMMUNITE PARLEMENTAIRE DE 4 DEPUTES KURDES**

La commission mixte des affaires constitutionnelles et juridiques du Parlement turc a, lors de sa réunion du 10 mai, voté la levée d'immunité parlementaire de 4 députés kurdes coupables à ses yeux de «séparatisme». Les 4 parlementaires, Ibrahim AKSOY, Mehmet ALI EREN, Tefvik KOÇAK et Fikret SAGLAR, sont accusés d'avoir tenu des propos «portant atteinte à l'unité nationale et susceptibles d'affaiblir les sentiments nationaux turcs». Ils tomberaient de ce fait sous le coup de l'article 142 du Code pénal turc (emprunté dans les années 1930 au Code pénal de l'Italie mussolinienne) qui punit de 3 à 15 ans de réclusion de tels délits d'opinion.

Grâce à l'obstruction de députés de l'opposition et de quelques membres du parti gouvernemental pendant 4 semaines, la commission mixte n'avait pas pu se réunir faute de quorum requis. Son président a dû finalement convoquer un à un les membres de son parti, majoritaire dans la commission, et leur expliquer

que la demande de levée d'immunité «venait d'en haut» (terme désignant généralement soit la présidence de la république soit l'état major de l'armée) et qu'il fallait rapidement y obtempérer. Appelés à présenter leur défense, les députés kurdes ont refusé de parler devant une commission «ne jouissant d'aucune indépendance, présidée par quelqu'un qui agit sur ordre et qui a jusqu'à présent étouffé tous les scandales financiers du régime». Après la décision de la commission mixte dont les travaux se sont déroulés à huit-clos, la demande d'immunité sera présentée prochainement à la session plénière du Parlement.

Cette décision fait partie d'un plan d'ensemble conçu par les autorités politiques et militaires turques en vue d'interdire aux Kurdes toute possibilité d'expression autonome. Elle intervient après la promulgation en avril dernier d'un décret-loi autorisant le ministre de l'intérieur et le super-préfet des provinces kurdes à exercer une censure totale sur les programmes de

radio-télévision traitant de la situation dans le Kurdistan, à interdire toute publication susceptible «d'émouvoir la population de la région et de susciter des troubles» et à faire saisir les presses imprimant de telles publications sur l'ensemble du territoire de la Turquie. Grâce à leur immunité parlementaire les députés kurdes étaient les seuls à pouvoir enquêter dans la région et à évoquer à la tribune du Parlement les violations de droits de l'homme perpétrées en pays kurde. En raison de la censure, la presse turque s'abstient de rendre

compte de leurs témoignages mais ceux-ci pouvaient être répercutés par la presse étrangère et les organisations internationales de défense de droits de l'homme. Le régime turc qui s'emploie à étouffer la voix de ses victimes kurdes cherche à présent à supprimer ce dernier espace d'expression dont disposent les Kurdes. La Turquie, faut-il le rappeler est, avec l'Albanie, le seul pays d'Europe qui maintient encore le délit d'opinion y compris pour ses parlementaires.

### **Turqueries : TANDIS QUE LE CHEF DU PRINCIPAL PARTI DU PAYS DEMANDE L'OUVERTURE D'UN INSTITUT KURDE EN TURQUIE, LE RECENSEMENT OFFICIEL DE 1990 CONTINUE D'IGNORER L'EXISTENCE DES KURDES**

**A**u cours d'une conférence de presse donnée le 9 mai à Van, au terme de son périple dans les provinces kurdes, M. Erdal İnönü, président du SHP (Parti populiste social-démocrate) s'est prononcé en faveur de la création d'un Institut Kurde au sein des universités de Turquie. «Nous défendons le droit de chacun de pratiquer sa langue maternelle» a-t-il affirmé avant d'ajouter : «on peut faire des recherches sur le passé culturel, mais cela n'implique pas la sécession». İnönü a reconnu depuis sa dernière visite dans la région 9 mois auparavant, que la cote de confiance de la population locale dans l'Etat avait beaucoup baissé. Quant aux réactions hostiles des habitants de la région envers son parti, il est attribué à l'intérêt manifesté par les citoyens pour le SHP. «ils nous en veulent, car ils attendent de nous de solution».

Au-delà de cette «explication» tortueuse du fiasco de la visite du leader de l'opposition au Kurdistan on doit reconnaître une certaine évolution dans la position de son parti à l'égard du fait kurde. Car, faut-il le rappeler, que c'est le même İnönü qui avait, en 1988, exclu de son parti l'un de ses dirigeants régionaux, M. Turgut Atalay, actuellement maire de Diyarbakir, qui avait eu le «tort» de demander la traduction en kurde du programme du parti. C'est toujours le président du SHP qui demande maintenant la création d'un Institut Kurde en Turquie, qui avait, il y a quelques mois, expulsé de son parti 7 députés kurdes coupables d'avoir simplement assisté à une Conférence internationale sur l'identité kurde organisée par l'Institut Kurde de Paris. Sans doute l'effondrement de l'au-

dience de son parti dans les provinces kurdes l'amène-t-il à tenir un plus grand compte des aspirations kurdes. Mais même dans cette timide tentative d'ouverture sa marge de manoeuvre est singulièrement réduite. Par exemple le chanteur Bedri Ayseli qui avait, au cours d'un dîner offert en l'honneur d'Inönü dans les salons d'un hôtel de Diyarbakir chanté quelques chansons en kurde a été arrêté le 8 mai ainsi que les responsables de l'hôtel. La super-préfecture de Diyarbakir et le ministère de l'intérieur ne sont pas allés jusqu'à demander la levée de l'immunité parlementaire d'Erdal İnönü mais ils lui infligent un sérieux affront.

Presque au même moment, l'Institut national de la statistique (DIE) faisait savoir par la voix de son président Orhan Günener, lors du prochain recensement de la population qui sera effectué en automne 1990, il n'y aura pas de question sur la langue maternelle des citoyens turcs. Pour le quotidien à grand tirage Hürriyet du 11 mai qui publie cette nouvelle sous le titre «Pas de place au kurde dans le recensement de la population», l'attitude des autorités turques est dictée par la crainte que certains répondent à la question «quelle est votre langue maternelle» par : «c'est le kurde».

Les promesses du président turc de trouver «un règlement à l'espagnol à la question kurde» (cf. le numéro d'avril 1990 du bulletin) et les professions de foi d'Inönü restent donc fort éloignées de la pratique quotidienne de l'Etat turc qui continue de refuser le moindre droit de cité à la langue, à la culture et à l'identité kurde. Certains se demandent d'ailleurs qui exercent vraiment le pouvoir en Turquie.

## A SIGNALER

- LA TURQUIE «OFFRE» AUX PAYS-BAS LES REFUGIES KURDES D'IRAK. Lors de sa visite aux Pays-Bas, le ministre turc des affaires étrangères, interrogé par son homologue néerlandais sur le sort des réfugiés kurdes irakiens parqués dans les camps de Turquie a fait l'offre suivante : «Vous savez que les Nations-Unies ont collecté 13 millions de dollars pour la construction d'un village dans la province de Yozgat, destiné à accueillir les réfugiés vivant sous les tentes. Mais l'hostilité de la population locale (NDLR Yozgat est situé en plein coeur de l'Anatolie turque) a empêché la réalisation de ce projet. 13 millions de dollars, ce n'est pas grand chose. De plus, la question de ces réfugiés a d'autres dimensions. Si vous voulez, nous pouvons y ajouter 10 millions de dollars de notre poche et vous envoyer ces réfugiés qui vous préoccupent». Après

cette offre insolite, le «diplomate» turc a encore demandé, sans complexe, aux Pays-Bas de soutenir la candidature de son pays à la C.E.E. (cf. le quotidien *Turcuman* du 31 mai).

- LA TURQUIE DANS LE PELETON DE TETE D'ACHETEURS D'ARMEMENT. C'est ce que relève le rapport annuel de l'Institut international pour les recherches sur la paix (SIPRI) de Stockholm. Selon cette étude qui vient d'être rendue publique, dans la période de 1985-1989 la Turquie a dépensé 4 751 000 000 \$ pour l'achat des armes et munitions diverses en Europe (60 %) et aux Etats-Unis (40 %) et occupe de ce fait la dixième place dans le classement mondial, derrière les pays comme l'Irak, l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Egypte et le Japon.

## REVUE DE PRESSE

UN RAPPORT DES ETATS-UNIS SUR LE TERRORISME CITE LA SYRIE ET L'IRAN EN DEPIT DE LEUR AIDE POUR LES OTAGES. (*Herald Tribune* 2.05.90). p. 1.

NAISSANCE D'UNE NATION. «KURDISTAN !» POUR LA PREMIERE FOIS, CES DERNIERES SEMAINES, LE MOT A JAILLI DANS LES RUES DE VILLES KURDES SOULEVEES CONTRE LE JOUG TURC. «Nous n'avons plus peur» clament les jeunes Kurdes. (*L'Illustré* 2.05.90). p. 2 & 3.

APPEL DES FEMMES TURQUES ET KURDES. (*Cahier du Féminisme* n 52, mai 90). p. 4.

RENCONTRES GENEVOISES. Le prix Nourreddine Zaza décerné à Marc Kravetz. (*Coopération* 2.05.90). p. 4.

L'IRAN A UTILISE DES ARMES CHIMIQUES CONTRE UNE VILLE KURDE, D'APRES UNE ENQUETE AMERICAINE. (A.F.P. 3.05.90). p. 5.

ARMES CHIMIQUES : L'IRAN AUSSI ? TEHERAN DEMENT S'ETRE SERVI DE GAZ CONTRE LES KURDES. (*Dépêche du Midi, Le Monde, Le Quotidien de Paris, Herald Tribune*, 4 & 5.05.90). p. 6 & 7.

ACCROCHAGE ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET

REBELLES KURDES. (A.F.P. 5.05.90). p. 7.

POURQUOI PAS GARANTIR DES SANCTIONS A L'IRAK ? (*Herald Tribune* 5 & 6.05.90). p. 8.

LA CAMPAGNE DE MENSONGES SUBMERGE NOS APPELS A LA PAIX. LES TROUPES TURQUES TUENT 17 REBELLES KURDES. (*Herald Tribune* 5 & 6.05.90).

ANKARA S'ORIENTE VERS LE CHOIX MILITAIRE AVEC LES KURDES : POUR CONFRONTER LES HOMMES DE MONTAGNES. A CAUSE DE LEUR CARACTERE NATIONAL LES KURDES DE TURQUIE LUTTENT EN QUETE DE LEUR IDENTITE. (*Al-Aalam* 5.05.90). p. 10 à 14.

HUIT PERSONNES TUEES DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (*Le Monde* 8.05.90). p. 15.

PRISON, TORTURE ET PROCES POLITIQUES. Rapport d'Amnesty International sur la Turquie. (*L'Humanité* 9.05.90). p. 15.

L'IRAK PRESENTE CE QUE LES ETATS-UNIS APPELLENT UN DETONATEUR. (*Herald Tribune* 9.05.90). p. 16.

HISTOIRE D'EAUX... La question de la répartition des



eaux de l'Euphrate n'était toujours réglée, à l'issue de la visite du Premier ministre turc, M. Akbulut, à Bagdad le week-end dernier. (Gamk 10.05.90). p. 17.

SEPT ANS SEPARÉE DE L'AÎNÉ DES ENFANTS, UNE FAMILLE ENFIN REUNIE. (Ouest-France 10.05.90). p. 18.

COMMENT PEUT-ON ÊTRE KURDE DANS LA CREUSE ? Certains les appellent «les occupants». D'autres les trouvent tout à fait corrects. (Le Figaro 11.05.90). p. 19 & 20.

A PARIS QUATRE GARDIENS DE LA PAIX LÉGÈREMENT BLESSÉS LORS D'UNE MANIFESTATION KURDE. (A.F.P. 12.05.90). p. 21. (Le Monde 15.05.90). p. 28.

DE NOMBREUX KURDES RÉFUGIÉS EN TURQUIE SONT RETRENÉS EN IRAK à l'occasion d'une amnistie. (Le Monde 12.05.90). p. 21.

SYMPOSIUM SUR LE KURDISTAN. Union sacrée contre le Traité de Lausanne. (Gamk 12 & 13.05.90). p. 22.

LA PRESSE TURQUE MUSELÉE. Un communiqué signé par les correspondants à Paris de dix revues indépendantes turques dont l'impression et la publication sont mises en danger par les dernières mesures prises en Turquie. (Gamk 12 & 13.05.90). p. 23.

SUPER-CANON : INTRIGUE INTERNATIONALE. A Naples 4 containers de 75 tonnes de matériel embarqués à destination du Moyen-Orient. (Corriere della Sera 13.05.90). p. 24 & 25.

SADDAM, OBJECTIF FINAL : LA BOMBE ATOMIQUE. La guerre des espions autour du dictateur, dernier assassiné le scientifique Bull. (Corriere della Sera 13.05.90). p. 24

ANKARA QUALIFIÉE D'«ABSURDES» LES ACCUSATIONS DU PARTI DES VERTS DE RFA SELON LEQUEL LA TURQUIE UTILISERAIT DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES. (A.F.P. 14.05.90). p. 27.

DES PIÈCES ITALIENNES POUR UN «SUPER-CANON» IRAKIEN. (Herald Tribune 14.05.90). p. 28.

TURQUIE : ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES. (L'Humanité 15.05.90). p. 28.

PARLEMENT EUROPÉEN - DROITS DE L'HOMME. Une résolution commune concernant la Turquie. (Parlement Européen 17.05.90). p. 29.

LA TRAJECTOIRE DU «SUPER-CANON» PASSE

PAR L'ITALIE. (Le Monde 15.05.90). p. 29.

RÉSOLUTION CONTRE LES LIVRAISONS D'ARMES CHIMIQUES À L'IRAK adoptée le 5 avril au Parlement Européen. (Le Peuple Breton 05.90). p. 30.

LA PAIX D'ANKARA DANS LES RÉGIONS KURDES. Depuis le 9 avril, l'ordre a été rétabli dans les onze provinces kurdes de Turquie soumises à l'état d'urgence sous l'autorité absolue d'un super-préfet. Bilan peu réjouissant. (Libération 16.05.90). p. 31.

UNE SOIRÉE POUR LA TURQUIE POUR QUE CESSENT LES CRIMES. (L'Humanité 16.05.90). p. 31.

LE ROYAUME-UNI IDENTIFIE D'AUTRES PIÈCES DU «SUPER-CANON». (Herald Tribune 16.05.90). p. 32.

COMBATS AU KURDISTAN TURC. (Marseillaise 17.05.90). p. 32.

DANIELLE MITTERRAND. «Les actions de la Fondation France-Libertés ont un sens politique». «François m'a toujours encouragée à défendre la cause des exploités». «Je n'ai pas changé parce que j'ai passé le porche de l'Élysée». «François a le sens de la solidarité, même à ses dépens». (Le Figaro 18.05.90). p. 33 à 35.

LES TURCS VEULENT ENTRER. LE DESTIN D'UNE RÉGION ENTRE DEUX. DU BOOM ÉCONOMIQUE À LA FAILLITE. (Newseek 21.05.90). p. 36 à 41.

LE SOMMET ARABE DE BAGDAD. MAIGRE BILAN POUR UNE RÉUNION MARQUÉE PAR LA DESUNION. (Le Monde 31.05.90). p. 42.

UN MINISTRE TURC À PARIS. (L'Humanité 22.05.90). p. 42.

TURQUIE : UNE PRESSE EN DEUIL, DES JOURNALISTES EN DANGER. (L'Autre Journal 05.90). p. 43 & 44.

L'IRAK RENOUVELLE SES MENACES À ISRAËL. (Herald Tribune 29.05.90). p. 50.

LE KURDISTAN DE TURQUIE COUPE DU MONDE. PEUPLE EN DANGER DE MORT. Trois cent mille soldats turcs quadrillent la région. Le soulèvement populaire durement réprimé : des dizaines de morts et de blessés, des milliers d'arrestations. (Liberté 4.05.90). p. 51.

EN ATTENDANT OZAL. Lois scélérates anticommunistes en Turquie. (Liberté 4.05.90). p. 52.

LE DÉPUTÉ INDÉPENDANT D'ISTANBUL, KENAN SONMEZ, POURSUIVI PAR UNE AUTOMOBILE

MYSTERIEUSE. (Tempo 29.04 - 5.5.90). p. 53.

DEUX PERSONNES TUEES SUR LA FRONTIERE TURCO-SYRIENNE. (Cumhuriyet 1.05.90). p. 55.

MODIFICATIONS EVENTUELLES DES ARTICLES 141, 142 ET 163 DU CODE PENAL TURC. (Milliyet 2.05.90). p. 56 & 57.

LE RAPPORT PREPARE PAR LES ETATS-UNIS : C'EST LA SYRIE QUI SOUTIENT LE PKK. (Cumhuriyet 2.05.90). p. 58.

PAS DE CAMP POUR LES PESHMERGAS ALORS QUE LES 14 MILLIONS DE DOLLARS SONT REUNIS POUR LA REALISATION DU PROJET. (Cumhuriyet 2.05.90). p. 58.

L'IRAK SE DIT PRETE POUR UNE COOPERATION CONTRE LE PKK. (Türkiye 2.05.90). p. 59.

ANKARA VEUT SE DEBARASSER DES TUYAUX DESTINES A L'IRAK. (Cumhuriyet 3.05.90). p. 60.

SUR LES 2000 PERSONNES ARRETEES AU COURS DES MANIFESTATIONS DU 1er MAI 700 ONT ETE LIBEREES. (Cumhuriyet 3.05.90). p. 60.

LE SHP S'ADRESSE AU CONSEIL D'ETAT POUR L'ANNULATION DU DECRET N 413 RELATIF AU SUD-EST. (Cumhuriyet 4.05.90). p. 61.

MAI CHAUD POUR LA POLITIQUE : LES LEADERS DES PARTIS PARTENT EN COMPAGNE DANS TOUT LE PAYS. (Cumhuriyet 4.05.90). p. 62.

«L'UNION SACREE» CONTRE LA TURQUIE. (Milliyet 4.05.90). p. 63.

MESSENTENTE ENTRE LES MINISTRES SUR LES CHANGEMENTS PREVUS PAR LES ARTICLES 141, 142 ET 163 DU CODE PENAL. (Cumhuriyet 4.05.90). p. 63.

L'IRAN AURAIT-ELLE PARTICIPE AU MASSACRE DE HALABJA ? (Cumhuriyet 5.05.90). p. 64.

LE PREMIER MINISTRE EN VISITE OFFICIELLE DE TROIS JOURS EN IRAK. (Cumhuriyet 5.05.90). p. 65.

25 MEMBRES DU PKK TUES ET 17 AUTRES ARRETES LORS DES AFFRONTLEMENTS AVEC L'ARMEE PRES DE SIRNAK. (Cumhuriyet 5.05.90). p. 65.

UN AUTRE COUP DUR PORTE CONTRE LE PKK : 12 MORTS. (Hürriyet 5.05.90). p. 66.

LE MESSAGE DE L'IRAK AVANT LA VISITE DU PREMIER MINISTRE : «QUE LA TURQUIE NE SE

MELE PAS DE L'AFFAIRE DES TUYAUX». (Hürriyet 5.05.90). p. 67.

LES ACCORDS DE VENTES D'ARMES ENTRE L'URSS ET LA SYRIE MET ANKARA EN COLERE. (Hürriyet 5.05.90). p. 68.

İNÖNÜ DANS LE SUD-EST : «LA LEGALISATION DE LA LANGUE KURDE NE PEUT ETRE CONSIDEREE COMME UNE CONCESSION AU PKK». (Hürriyet 5.05.90). p. 69.

VISTE PROBLEMATIQUE D'İNÖNÜ DANS LE SUD-EST. (Cumhuriyet 6.05.90). p. 69.

L'AUTRICHE, CRAIGNANT SON UTILISATION DANS LE SUD-EST, ANNULE LE CONTRAT DE VENTE D'ARMES A LA TURQUIE. (Cumhuriyet 6.05.90). p. 70.

İNÖNÜ FAIT DES CONCESSIONS POUR AVOIR DES VOIX AUX ELECTIONS ET SE DECLARE FAVORABLE A L'UTILISATION DE LA LANGUE KURDE. (Tercüman 7.05.90). p. 70.

LE SECRETAIRE GENERAL DU SHP PROPOSE «L'OUVERTURE D'UN INSTITUT KURDE». (Tercüman 7.05.90). p. 71.

CEREMONIE DE PAIX ENTRE DEUX TRIBUS A SIIRT. (Tercüman 7.05.90). p. 71.

91 MEMBRES DU PKK MIS HORS D'ETAT DE NUIR EN UN MOIS. (Tercüman 7.05.90). p. 72.

LE PKK ATTAQUE UN CONVOI MILITAIRE : 2 SOLDATS TUES. (Tercüman 7.05.90). p. 73.

UN CONTREBANDIER IRANIEN TUE A ARALIK. (Tercüman 7.05.90). p. 73.

ACCUEIL FROID POUR İNÖNÜ A DIYARBAKIR. (Hürriyet 7.05.90). p. 73.

İNÖNÜ ACCUSE LE PARTI DU GOUVERNEMENT D'ETRE RESPONSABLE DU MALAISE DE LA POPULATION. (Cumhuriyet 7.05.90). p. 74.

DEMIREL : LES EAUX DU TIGRE ET DE L'EUPHRATE DOIVENT SUFFIRE POUR TOUT LE MONDE. (Cumhuriyet 7.05.90). p. 74.

TROIS PLAINTES DE L'IRAK LORS DE LA VISITE DU 1er MINISTRE TURC. (Cumhuriyet 7.05.90). p. 75.

İNÖNÜ S'ADRESSE A LA POPULATION DANS LE SUD-EST : «NOTRE DESTIN EST COMMUN AVEC LE VOTRE». (Cumhuriyet 8.05.90). p. 76.

ÖZAL DEFEND LES NOUVELLES MESURES APPLI-  
QUEES DANS LE SUD-EST DEVANT LA CONFE-  
RENCE DES TRIBUNAUX DE CONSTITUTION  
EUROPEENS. (Cumhuriyet 8.05.90). p. 76.

LA QUESTION DES EAUX AVEC L'IRAK RESTE EN  
SUSPENS. (Cumhuriyet 8.05.90). p. 77.

18 SOULEVEMENTS DE 1924 A 1938. (Cumhuriyet  
8.05.90). p. 78.

UNE DELEGATION ALLEMANDE DANS LE SUD-  
EST. (Tercüman 9.05.90). p. 78.

LE DECRET N 413 SERA A L'ORDRE DU JOUR DE  
L'ASSEMBLEE NATIONALE AVANT LES VACAN-  
CES D'ETE. (Cumhuriyet 8.05.90). p. 79.

LES RELATIONS TURCO-IRAKIENNES NOYEEES  
DANS «L'EAU». LA VISITE DU 1er MINISTRE EN  
IRAK A ETE UN FIASCOTOTAL. (Tercüman 9.05.90).  
p. 80.

VOISIN IRRESPECTUEUX. (Hürriyet 9.05.90). p. 81.

LES VERTS ALLEMANDS PRESENTS AU PROCES  
DES «KURDES». (Milliyet 9.05.90). p. 81.

LE MALAISE DU SHP AU SUD-EST : INÖNÜ SIFFLE  
LORS DE SON VOYAGE DANS LA REGION. (Mil-  
liyet 9.05.90). p. 82.

LES EXPULSIONS, LE SOMMET, LE DECRET ...  
(Cumhuriyet 9.05.90). p. 83.

LA PREMIERE APPLICATION DU DECRET N 413  
DANS LE SUD-EST DIRIGEE CONTRE LE DROIT DE  
GREVE. (Cumhuriyet 9.05.90). p. 83.

LA DELEGATION ALLEMANDE REND VISITE A  
CEUX QUI SONT REFUGIES AU MARCHE. (Cumhu-  
riyet 9.05.90). p. 83.

LE NOUVEAU RAPPORT D'AMNESTY INTERNA-  
TIONAL : «LA TORTURE CONTINUE A SEVIR».  
(Cumhuriyet 9.05.90). p. 84.

LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN : «LES VIOLA-  
TIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE  
NOUS INTERDISENT DE VENDRE DES ARMES A  
CELLE-CI». (Cumhuriyet 10.05.90). p. 84.

BAYKAL : «LE GOUVERNEMENT PUNIT L'EST».  
(Milliyet 10.05.90). p. 86.

LE LEADER DU SHP A LA FIN D'UNE VISITE DE 5  
JOURS DANS LE SUD-EST SE DIT PESSIMISTE  
POUR LA SITUATION DE LA REGION. (Cumhuriyet  
9.05.90). p. 85.

INTERDICTION DE BAISSER LES RIDEAUX POUR  
LES MAGASINS DU SUD-EST. (Hürriyet 10.05.90). p.  
87.

INÖNÜ : «ON NE PEUTS'OPPOSER A LA VOLONTE  
DU PEUPLE». (Tercüman 10.05.90). p. 87.

LE CHANTEUR, AYSELI, EN GARDE A VUE POUR  
AVOIR CHANTE EN KURDE AU COURS DU REPAS  
OFFERT PAR INÖNÜ LORS DE SA VISITE DANS LE  
SUD-EST. (Cumhuriyet 10.05.90). p. 87.

INÖNÜ SIFFLE A BITLIS. (Hürriyet 10.05.90). p. 88.

DEMIREL : «IL FAUT AVOIR HONTE DE LA PAU-  
VRETE QUI REGNE A HARRAN». (Hürriyet  
10.05.90). p. 88.

ANAP DIVISE EN DEUX SUR L'AFFAIRE DE SILOPI  
OU 6 VILLAGEOIS FURENT TUES. (Hürriyet  
10.05.90). p. 89.

6 GARDIENS DE VILLAGE TUES A HAKKARI.  
(Hürriyet 11.05.90). p. 89.

LE DROIT DE GREVE SOUMIS A LA PERMISSION  
DU PREFET DE LA REGION. (Tercüman 10.05.90). p.  
89.

FIN DE LA VISITE D'INÖNÜ DANS LE SUD-EST :  
«OUI A LA PROPAGANDE SEPARATISTE». (Tercü-  
man 11.05.90). p. 90.

LA CITE ANTIQUE DE HASANKEYF EST FINALE-  
MENT SAUVEE. (Hürriyet 11.05.90). p. 91.

PAS DE PLACE POUR LE «KURDE» DANS LES  
QUESTIONS DU RECENSEMENT. (Hürriyet  
11.05.90). p. 92.

INSTITUT KURDE : INÖNÜ SE DIT «POUR». (Mil-  
liyet 11.05.90). p. 92.

LE LEVEE DE L'IMMUNITE PARLEMENTAIRE  
POUR 4 DEPUTES. (Cumhuriyet 11.05.90). p. 93.

LE PKK ATTAQUE UN TRAIN : 3 MORTS. (Cumhu-  
riyet 11.05.90). p. 94.

CRISE DE FOURNITURE D'ARMES AVEC L'AUTRI-  
CHE. (Cumhuriyet 11.05.90). p. 94.

PAS DE POSSIBILITE DE SAISIR LE TRIBUNAL  
CONSTITUTIONNEL AU SUJET DU DECRET N 413.  
(Cumhuriyet 11.05.90). p. 95.

«LES DELAIS DE GARDE A VUE SONT TRES LONGS  
EN TURQUIE» DECLARE LE RESPONSABLE D'AM-  
NESTY INTERNATIONAL (Tercüman 12.05.90). p. 96.

- EMBARGO COMMERCIAL CONTRE L'AUTRICHE. (Cumhuriyet 12.05.90). p. 96.
- LA DEROUTE DE LA CROISADE KURDE D'INÖNÜ. LES GRANDS PARTIS S'EFFONDRENT AU SUD-EST. (Cumhuriyet 13.05.90). p. 97.
- LE RAPPORT DU SUD-EST DU SHP : «OUI A L'ENSEIGNEMENT DU KURDE» (Tercüman 13.05.90). p. 97.
- CE QUI N'EST PAS DIT DE LA VISITE D'INÖNÜ DANS LE SUD-EST. (Tempo 14.05.90). p. 98 à 100.
- «LE COMBAT DE L'EAU» PRENDRA BEAUCOUP D'AMPLEUR EN 1994. (Tercüman 14.05.90). p. 101.
- UNE GUERRE A CAUSE DE L'EAU AU MOYEN-ORIENT ? (Cumhuriyet 14.05.90). p. 102.
- LES GARDIENS VOLANTS CONTRE LE PKK. (Tercüman 15.05.90). p. 103.
- REACTION ENERGIQUE CONTRE L'AUTRICHE A LA SUITE DE L'EMBARGO CONTRE LES VENTES D'ARMES. (Tercüman 17.05.90). p. 104.
- IMMIGRATION DE L'EST : AU COURS DE L'ANNEE DERNIERE 100 000 PERSONNES, DE 3 VILLES SEULEMENT, ONTEMIGRE VERS L'OUEST, MAIS RIEN N'A CHANGE. (Tercüman 18.05.90). p. 105 & 106.
- LES DEPORTES KURDES : LES PARENTS DE LA PLUPART DES PERSONNALITES KURDES ACTUELLES ONT CONNU L'EXIL. (2000 Dogru 20.05.90). p.107 à 113.
- SIRNAK ET BATMAN SONT DEVENUES DES PREFECTURES. (Hürriyet 18.05.90). p. 113.
- SADDAM, VON BRAUN ET MOSSAD ... (Nokta 20.05.90). p. 114 à 116.
- STOCKHOLM : LA TURQUIE AIME BEAUCOUP LES ARMES ET FAIT PARTIE DES 10 PAYS QUI ACHETENT LE PLUS D'ARMES. (Cumhuriyet 22.05.90). p. 117.
- L'IRAK FAIT MONTER LA PRESSION A PROPOS DE L'EAU. (Cumhuriyet 22.05.90). p. 118.
- LES GREVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS SE REPANDENT. LE NOMBRE DES GREVISTES SE MONTE A 146 DANS LES 10 PRISONS. (Cumhuriyet 22 & 25.05.90). p. 119 & 121.
- SEANCE A HUIT CLOS AU PROCES DE CIZRE. (Cumhuriyet 22.05.90). p. 119.
- LA TURQUIE AU BANC DES ACCUSES A LA CONFERENCE DE LA SECURITE ET DE LA COOPERATION EUROPEENNE. (Cumhuriyet 25.05.90). p. 120.
- DEMANDE POUR UNE TELEVISION KURDE. (Tercüman 29.05.90). p. 122.
- CEMAL LE KURDE. (Cumhuriyet 30.05.90). p. 122.
- CENSURE : UN PROBLEME CRUCIAL DU CINEMA TURC. (Milliyet 31.05.90). p. 123 & 124.
- PROPOSITION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AUX HOLLANDAIS : «ON PEUT VOUS DONNER LES PESHMERGAS (REFUGIES). (Tercüman 31.05.90). p. 125.
- LE PREMIER PAS POUR FAIRE D'ISRAEL UN OTAGE OCCIDENTAL. (Felestin el-Tewra 29.04.90). P. 127.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, mai 2, 1990

# U.S. Report on Terror Lists Syria and Iran Despite Aid on Hostage

By George Lardner Jr.

*Washington Post Service*

WASHINGTON — The State Department has again labeled Iran and Syria state supporters of terrorism, even as President George Bush publicly thanked the two countries for their help in the release of another American hostage.

White House officials reportedly expressed concern to the State Department about releasing the terrorism report on the same day that Frank Herbert Reed was freed from captivity in Lebanon, the second U.S. citizen to be released within eight days. Department officials said they had no choice but to release it Monday because that was the deadline set by Congress for submission of the annual report.

The report designated six countries as state supporters of terrorism: Cuba, Iran, Libya, North Korea, South Yemen and Syria. The designations carry certain trading restrictions on nations "determined by the secretary of state to have repeatedly provided support for acts of international terrorism."

[The Bush administration will consider returning Iraq to the list, Secretary of State James A. Baker 3d told Congress on Tuesday, The Associated Press reported from Washington. Mr. Baker said efforts by Iraq to develop a nuclear program were "particularly disturbing." It was removed from the list in 1984.]

According to the report, which covered 1989, Iran was the most active state sponsor of terrorism, backing 28 attacks last year. That was a decline from 32 in 1988, but the report emphasized that the pattern had continued even after the death of Ayatollah Ruhollah Khomeini last year.

Among the incidents, the department's Office of Counterterrorism said, were the assassinations of "at least five Iranian dissidents," calls for the death of Salman Rushdie, the author of "The Satanic Verses," and attacks on publishers and distributors of the book.

Another leading Iranian dissident was shot to death in Switzerland last week.

"The events of 1989 indicate Tehran continued to view the selective use of terrorism as a legitimate tool to achieve foreign-policy goals," the report said.

It said Iranian-sponsored attacks against Saudi Arabian interests also increased in 1989 and traced them to Saudi restrictions on the number of Iranians permitted to make the annual pilgrimage to the holy city of Mecca. The restrictions were imposed after pro-Khomeini riots during the 1987 pilgrimage.

The report, "Patterns of Global Terrorism," said Iranian intelligence had been used to facilitate "and in some cases carry out the attacks." It also charged that Iraq was "probably involving itself with, if not organizing," terrorist operations of Hezbollah, the militant Party of God, in Europe, West Africa and elsewhere.

State Department experts said they had no evidence that Syrian officials were involved in attacks "outside Lebanon" since 1987, but "they continue to provide support and safe haven to a number of groups that engaged in international terrorism," like Hezbollah and the Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command.

Investigators suspect that the Front was involved in the December 1988 bombing of Pan American World Airways Flight 103 over Lockerbie, Scotland, in which 270 people were killed.

Worldwide, terrorism dropped sharply last year, to 528 incidents in 1989 from 856 in 1988, a decline of about 38 percent, the report said. There was only one so-called "spectacular" terrorist operation, it said: the unsolved bombing of a French airplane over Niger in September, which resulted in 171 deaths.

Terrorist attacks against U.S. targets dropped almost 15 percent, to 165 last year from 193 in 1988.

Syria was credited in the report with trying to secure the release of the remaining hostages in Lebanon and with helping to prevent death threats against Joseph James Cicippio, an American hostage, from being carried out.

Libya "continued to show public signs of moderation while maintaining its network of support for international terrorist groups," the report said. And South Yemen "has continually reduced" its involvement since the early 1980s although it continued to allow some radical Palestinian groups to maintain a presence in South Yemen.

# Naissance d nation

L'ILLUSTRÉ

2 mai 1990

**« Kurdistan ! »  
Pour la première  
fois, ces dernières  
semaines,  
le mot a jailli  
dans les rues de  
villes kurdes  
soulevées contre  
le joug turc.  
Voyage auprès  
d'un peuple  
étouffé qui  
se découvre  
nation.**

PAR ALAIN MAILLARD

**Z**EKIYE ALKAN ÉTAIT UNE BELLE FEMME de 24 ans au menton volontaire et aux lèvres charnues. Un soir, elle s'est immolée dans une ruelle de Diyarbakir, la « ville noire » aux anti-ques murailles de basalte. C'était le 21 mars, jour du printemps, jour de « Newroz ». Comme au 1er Août suisse, les Kurdes allument ce jour-là des feux en souvenir de celui qui avait signalé, voici 2602 ans, la victoire de Kawa le forgeron sur le tyran assyrien.

Cette année, la fête a été l'occasion d'un défi sans précédent au pouvoir turc : une douzaine de villes ont observé une grève générale, tandis que dans les rues des milliers de manifestants criaient : « Vive le Kurdistan ! ». Le brusque réveil collectif d'un sentiment national, chez ces Kurdes que l'histoire a toujours divisés.

Brûlée à 90%, Zekiye est décédée quelques jours après à l'hôpital. « Je vais fêter Newroz de cette manière », avait annoncé la militante kurde, raconte-t-on, avant de s'asperger de benzine, d'y mettre le feu, et de s'asseoir, digne et silencieuse. Selon de jeunes militants, la police voulait en faire une informatrice. Menacée d'arrestation et de torture, elle était acculée.

Zekiye a rejoint la galerie de ces martyrs de légende qu'aime à célébrer ce peuple sevré de son histoire, privé de son identité même, rayé de la carte lors d'un traité international signé en 1923 à... Lausanne. Rattachés au groupe indo-européen, les Kurdes n'ont pourtant rien de commun, dans leurs origines, avec les tribus turques arrivées des steppes d'Asie centrale au XI<sup>e</sup> siècle.

Depuis 1924, leur langue est interdite. « La langue maternelle des citoyens turcs est le turc », établit la loi : un peu comme si les Romands étaient alémanisés par décret. Chanter ou écrire en kurde sont passibles de huit à quinze ans de prison. Chaque matin, les enfants récitent à l'école : « Heureux celui qui peut se dire Turc. »

Mais beaucoup serrent les dents et prononcent sourdement : « ... se dire Kurde. » Ici, au fond de l'Anatolie, la politique d'assimilation a échoué. Tout le démontre : ces lycéens qui nous font le V de la victoire en pleine rue en se disant

# 'une

**« Nous n'avons plus peur », clament les jeunes Kurdes.**

tomates de leur nom kurde. Un militaire soupçonneux est pourtant assis à la table d'à côté. Quand il finit par partir, à peine a-t-il franchi la porte que fiévreusement, nos hôtes nous racontent le soulèvement de la ville.

Située au bord du Tigre, le fleuve biblique, Cizre est une ville plate aux rues poussiéreuses, parcourues de carrioles à

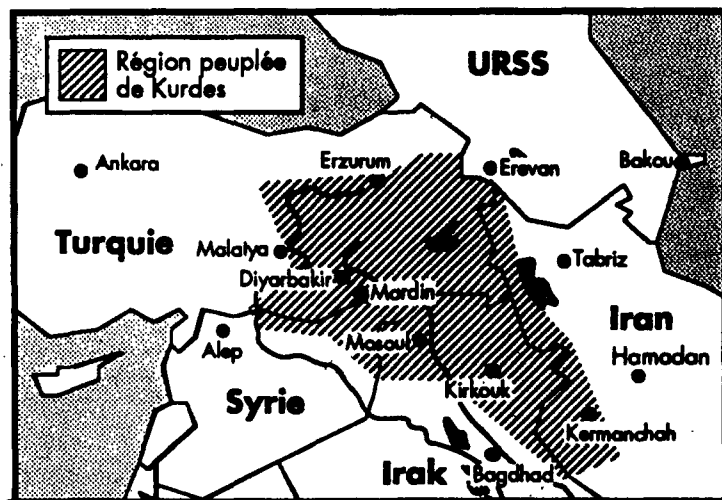
Kurdes, ce petit vendeur à l'œil pétillant qui clame sur l'avenue centrale de Diyarbakir: « *Persil du Kurdistan!* », ce chauffeur de bus qui, transportant une trentaine de passagers, diffuse soudain une cassette de chants à la gloire de résistants kurdes.

Scène inimaginable il y a deux ou trois ans à peine, dans un bistrot de Cizre, au cœur de la région rebelle: autour du « çai » (thé), des jeunes hommes au visage sombre nous désignent le pain, le fromage blanc, les

## Un peuple, quatre pays

Quatre Etats se partagent depuis 1923 les régions où les Kurdes constituent la majorité de la population. Selon les estimations, ils sont entre 10 et 15 millions en Turquie, 5 à 6 millions en

Iran, 3 à 4 millions en Irak et près de 1 million en Syrie. On peut y ajouter 300 000 Kurdes en URSS voisine. En Irak et en Iran, ils mènent une lutte armée depuis plusieurs dizaines d'années.



cheval. L'armée y patrouille en formation de combat, dans une atmosphère tendue. Au loin, on aperçoit les crêtes enneigées du massif de Cudi, symbole de la résistance: quelques milliers de guérilleros du PKK (Parti des travailleurs kurdes) y harcèlent l'armée. Leur lutte armée a fait plus de 2000 victimes depuis 1984.

Le 21 mars, jour de Newroz, des milliers de manifestants ont envahi les rues, brûlé des pneus, brandi le drapeau kurde, affronté la police à coups de pierres. Une véritable « intifada » à la palestinienne. La police n'a pas tiré dans le tas, mais a fait quatre morts. 139 manifestants ont été arrêtés et transférés à Diyarbakir pour les inévitables séances de torture.

**A**hmet était parmi eux: « *On m'a bandé les yeux et tabassé. J'ai passé huit jours sans manger, accroupi dans une cellule. Comme les autres, j'ai dit: je suis Kurde, je veux le Kurdistan, mais je ne suis pas responsable.* » N'obtenant rien de lui, la police l'a relâché.

C'est à Nusaybin, autre ville frontière avec la Syrie, que tout a commencé le 15 mars. L'enterrement d'un guérillero, fils du maire d'un quartier, a dégénéré en émeute. Un garçon de 18 ans a été tué, les magasins ont fermé quatre jours. Et le mouvement s'est propagé dans les autres villes.

« *La population veut l'indépendance* », ont constaté avec éfacement, sur place, des parlementaires turcs. Ce qui a changé les données du conflit, c'est que « *nous n'avons plus peur* », affirment des jeunes, persuadés que l'indépendance est « *proche* »: fruit d'un long travail de propagande du PKK, qui recueille un soutien quasi unanime malgré un discours dans la plus pure tradition marxiste-léniniste. Pour une population kurde écrasée par le joug militaire et persuadée que les Turcs sont responsables de tous leurs maux (pauvreté, chômage, etc.), tout ce qui est antitürk est bon à prendre.

La révolte atteint aujourd'hui son point crucial. Ankara ne parle plus seulement de « terrorisme », mais de « menace séparatiste » et prend des mesures sévères: censure et interdiction d'accès au Sud-Est pour la presse, déportation des suspects, peines doublées. « *Nous allons les écraser par les armes* », a proclamé le premier ministre Yildirim Akbulut.

Les arrestations arbitraires font pourtant déjà partie du quotidien. « *Dans chaque famille, soupire un comptable récemment libéré, au moins une personne a été torturée.* » L'avalanche de témoignages que nous entendons le confirme. Les rafles de nuit, les disparitions se multiplient, et des centaines de villages sont évacués de force.

Mais ça ne suffira probablement pas à enrayer le mouvement. Il reste à la Turquie le choix de moyens plus radicaux: l'arme chimique employée par l'Irak voisin contre ses Kurdes, ou les déportations de masse, comme, il y a septante-cinq ans, à l'encontre des Arméniens. L'été s'annonce chaud.

- A. M.

**« Nous allons les écraser par les armes. »**

**Yildirim Akbulut, premier ministre turc**



## Cahiers du Feminisme

N° 52, mai 1990

En bref

### Appel des femmes turques et kurdes

Cher(e)s ami(e)s,

Nous voulons vous informer d'une décision extrêmement grave des tribunaux turcs concernant le viol. En effet, après appel d'un tribunal local, la Cour suprême vient de décider que les peines de justice encourues par les violeurs seraient réduites de deux tiers lorsque le viol concerne une prostituée (article 438).

On crée ainsi deux catégories de femmes : les femmes « vertueuses » et les femmes « prostituées ». Le passage suivant de la décision de la Cour suprême le démontre : *« Le viol ou le rapt d'une femme vertueuse briserait son bonheur et causerait des dommages irréparables à sa situation dans la société et dans son entourage. En revanche, il est difficile de dire qu'une femme qui a choisi la prostitution comme profession et qui serait confrontée à la même situation subirait le même dommage. Un tel acte ne peut détériorer sa liberté personnelle et sexuelle autant que celle d'une femme vertueuse, dans la mesure où elle fait de la prostitution un métier et la considère comme un acte commercial. (...) Et en plus la résistance d'une femme prostituée ne peut pas être prise en considération par le violeur à bon droit. »* Il s'agit d'une attaque contre toutes les femmes

et d'un encouragement donné aux violeurs, qui sont ainsi encouragés à invoquer la « moralité douteuse » de leur victime pour obtenir une réduction de peine. De plus, il s'agit d'une discrimination à l'égard des femmes qui se prostituent.

Nous, les femmes turques et kurdes, condamnons cette décision. Nous sommes solidaires de toutes celles et tous ceux qui luttent en Turquie même, pour le retrait de cet article 438 qui est une expression sexiste et discriminatoire. Nous vous demandons à toutes et à tous de manifester votre solidarité et votre volonté d'agir contre toutes les sortes de discriminations.

Envoyez des télégrammes de protestation le plus vite possible à la Cour suprême : Anayasa Mahkemesi, Başkankigina, Ankara Turquie.

Faites connaître cette campagne dans vos journaux, vos bulletins. Les femmes turques et kurdes ont besoin de votre solidarité internationale.

Paris le 22 janvier 1990.  
Groupe des femmes/ ATT,  
67 rue de Dunkerque, 75010 Paris. (tél. 42 81 01 83)

Malgré le développement d'une campagne de protestation en Turquie et dans d'autres pays, la Cour suprême n'a toujours pas reculé. Les initiatives de solidarité doivent donc se multiplier.

Coopération, 2 mai 1990

LIVRES

## Rencontre genevoises

Double hommage pour terminer ce trop court survol d'un très riche salon: celui rendu au combat pour les Droits de l'homme et du peuple kurde que menait Noureddine Zaza, réfugié à Lausanne où il est décédé en octobre 1988 et qui survit par l'intermédiaire du Prix qui porte son nom. Décerné à un journaliste ayant sensibilisé l'opinion à la cause kurde, ce Prix a couronné Marc Kravetz, grand reporter et écrivain, qui dans les colonnes de *Libération* rend surtout compte des événements du Proche et Moyen-Orient.

Henri-Charles Dahlem

F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A

USA-Irak-chimiques  
L'Irak a utilisé des armes chimiques contre une ville kurde, d'après une enquête américaine

WASHINGTON, 3 mai (AFP) - L'Irak a bombardé en mars 1988 avec des armes chimiques la ville kurde de Halabja (Irak), causant ainsi la mort de nombreux civils, selon une enquête du département américain de la défense citée jeudi par le Washington Post.

Jusqu'à présent, des organisations des droits de l'homme et des groupes kurdes avaient accusé l'Irak de porter seule la responsabilité dans ce massacre. Mais le rapport affirme que l'Irak a une part de responsabilité égale dans l'affaire.

L'Irak a utilisé plus de cinquante bombes et obus d'artillerie chimiques dans ce qui devint son offensive finale contre l'Irak et a même peut-être été la première à avoir tiré sur Halabja des obus remplis de cyanure, selon l'enquête.

Selon les experts du Pentagone, il n'est pas possible de déterminer lequel des deux Etats est responsable du plus grand nombre de morts parmi les civils. Mais l'Irak s'est elle-même accusée sans le vouloir en rapportant le 20 mars dernier que la plupart des victimes étaient mortes par empoisonnement au cyanure, conclut le rapport.

"Nous savons en effet que l'Irak n'utilise pas de gaz à base de cyanure", a déclaré un responsable du Pentagone cité par le rapport. "Nous avons une très bonne connaissance du développement, de la fabrication et de l'utilisation des produits chimiques par l'Irak et nous savons que les Irakiens n'utilisent pas le cyanure. Nous sommes sûrs en revanche que l'Irak utilise des gaz à base de cyanure".

Après trois jours de combats autour de la ville, les gardiens de la révolution iranienne avaient mis en déroute les forces irakiennes à l'est d'Halabja le 15 mars 1988. Le lendemain, les maquisards kurdes irakiens alliés à l'Irak avaient pris position dans la ville et c'est à ce moment qu'elle fut l'objet d'une attaque à l'arme chimique. Les chefs kurdes pro-iraniens avaient conclu que les armes chimiques avaient été tirées des positions irakiennes et irakiennes, situées respectivement à l'Est et à l'Ouest de la ville, selon le journal.

jm/dt/ccd

AFP 031505 MAI 90

F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A

Dépêche du Midi, 4 mai 1990

## CONTRE LES KURDES

### Armes chimiques : L'Iran aussi ?

En mars 1988, l'Iran aurait bombardé avec des armes chimiques la ville kurde de Halabja en Irak, selon une enquête du département américain de la Défense. L'attaque aurait provoqué la mort de nombreux civils. Toujours selon l'enquête, plus de 50 obus d'artillerie chimique auraient été tirés. Certains contenaient du cyanure.

Le Monde, 5 mai 1990

□ IRAN : Téhéran dément s'être servi de gaz contre des Kurdes. - L'Iran a démenti, jeudi 3 mai, des informations publiées par le *Washington Post* affirmant que, selon le département américain de la défense, Téhéran avait utilisé des gaz de combat contre des civils kurdes dans la ville irakienne de Halabja, en mars 1988. Jusqu'ici, seul l'Irak était accusé de s'être servi d'armes chimiques - faisant un grand nombre de victimes dans la population civile - en représailles à l'aide fournie par des Kurdes aux forces iraniennes. - (Reuter.)

gamk, 4 mai 1990

*7 Organisations kurdes et turques opposants reconnaissant et condamnant le Génocide arménien appellent la Communauté arménienne à participer à une*

### **Soirée de Solidarité entre les peuples du Moyen-Orient**

le dimanche 6 mai à 14h00

au Cirque d'Hiver

*avec la participation*

*du chanteur arménien Aram Dicran d'Erévan*

Le Quotidien  
de  
Paris,  
4 mai 1990

### Armes chimiques : l'Iran accusé

L'Iran a bombardé en mars 1988 avec des armes chimiques la ville kurde de Halabja (Irak), causant ainsi la mort de nombreux civils, selon une enquête du Département américain de la Défense citée hier par le « Washington Post ».

Jusqu'à présent, des organisations des droits de l'homme et des groupes kurdes avaient accusé l'Irak de porter seule la responsabilité dans ce massacre. Mais le rapport affirme que l'Iran a une part de responsabilité égale dans l'affaire. L'Iran a utilisé plus de cinquante bombes et obus d'artillerie chimiques dans ce qui devint son offensive finale contre l'Irak, selon l'enquête.

# Iran, Too, Faulted in Gas Attack on Kurds

By Patrick E. Tyler  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — A Defense Department reconstruction of the final stages of the Iran-Iraq war has assembled what military analysts say is conclusive intelligence that one of the worst civilian massacres of the war in the Iraqi Kurdish city of Halabja was caused by repeated chemical bombardments from both belligerent armies.

The finding does not alter U.S. concern about the proliferation of chemical weapons, especially in Iraq's larger and more sophisticat-

ed chemical arsenal. But it calls into question the widely reported assertion of human rights organizations and Kurdish groups that Iraq bore the greatest responsibility for the deaths of hundreds of Iraqi Kurds — women, infants and elderly — who died at Halabja. It was described as a vindictive chemical strike ordered from Baghdad in mid-March 1988 for Kurdish assistance to Iranian forces.

Iran has insisted that Iraq was responsible, and while Iraq asserted at the time that Iran also had used chemical weapons in the bat-

tle, international condemnation has focused largely on Baghdad.

The Halabja massacre became the most horrifying symbol of Iraqi chemical warfare. Iran's religious leadership exploited the episode by helicoptering hundreds of foreign journalists into the city, about 240 kilometers (150 miles) north of Baghdad and just inside Iraqi territory, to photograph the piles of corpses.

At the time, some Defense Department officials asserted in Washington that Iran had also used chemical weapons in the battle, but the details to support this claim have only emerged with the completion of the internal Pentagon study.

The gas attacks occurred during about three days of fighting that began March 15, 1988, with the Iranian offensive known as Val Fajr-10. The offensive was Tehran's attempt to regain the momentum in the protracted war and penetrate deep into Iraq.

Defense Department officials who made available an account of how the massacre took place said they were not seeking to diminish Iraq's responsibility in first developing deadly chemical agents and employing them on a broad scale by the end of the war. But their internal history of the Gulf conflict notes that Iran's more modest and haphazard use of chemical weapons was at times equally devastating to civilians in the war zone.

The intelligence findings, included in an "operational history" of the decisive final stages of the eight-year war, indicate that Iranian forces used more than 50 chemical bombs and artillery shells during what turned out to be Iran's last offensive, before Iraq seized the momentum in a series of overpowering assaults that began the fol-

lowing month.

During the second day of the battle, according to the Pentagon reconstruction, an indeterminate number of Iranian chemical bombs or shells were dropped on Halabja, a Kurdish city on the verdant slopes between snow-capped mountains and the Dhar Bandikhan reservoir.

The study's authors would not discuss the highly classified sources that allowed them to reconstruct the battle. But U.S. officials and Western diplomats are known to have had access to intercepts of battlefield communications as well as accounts from participants and witnesses that reached Western intelligence agencies.

The study asserted that Iran may have been the first to fire artillery shells filled with cyanide gas into Halabja when Iranian commanders mistakenly believed that Iraqi forces were occupying the city, whose 70,000 prewar population was down to about 45,000.

"There is no way to determine which side caused the greater number of casualties" in the city, said a senior Pentagon specialist. But Iran's assertion on March 20 that many of the Halabja victims died from cyanide poisoning was considered a key piece of evidence indicating that Iran was covering up its own use of the gas, Pentagon officials said.

"We know Iraq does not use cyanide gas," the official said. "We have an excellent understanding of Iraq's development, manufacture and use of chemical agents, and we now who doesn't use what."

"We are sure that Iran uses cyanide," the official said. Thus, when the Iranian government said many deaths were from cyanide, "that is a piece of evidence that condemned them."



F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.

FRA 0233 4 1 0404 TUR/ AFP-AK70  
Breves-étranger  
5 mai 1990

Turquie-Kurdes  
ANKARA - Huit personnes ont été tuées vendredi soir dans le sud-est de la Turquie lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et rebelles kurdes et au cours d'une attaque contre un village, a annoncé samedi l'agence semi-officielle turque Anatolie.  
../hc

AFP 051653 MAI 90

SATURDAY-SUNDAY, MAY 5-6, 1990

OPINION

# Why Not Guarantee Some Iraqi Sanctions?

By William Safire

WASHINGTON — At 4:15 on a recent Friday afternoon — which, in the U.S. capital, is the news equivalent of the dead of night — the Department of Agriculture put out a short release: A team of its officials had left for Iraq to look into “possible irregularities” in U.S. government guarantees of bank loans to finance purchase of U.S. commodities.

When a bureaucracy protects its posterior with a phrase like “possible irregularities,” look out. Officials are now doing their best to put together a report that will not displease President Saddam Hussein, but there is this problem:

Thanks to America’s generous loan guarantees (now up to a billion dollars a year to Iraq), Baghdad has been buying U.S. farm products — but at considerably above world prices. In some cases — corn, for example — Iraq has often paid 10 percent to 15 percent above the market.

Why? The Iraqis are not babes in the woods when it comes to bargaining, and the sales are risk-free; payment to U.S. exporters is guaranteed by the United States. One possibility: Something about doing business with Iraq limits the field of sellers and makes possible the high pricing.

Another possible reason for the whopping difference in price is called “excess markup diverted for an improper purpose.” This translates to what Middle East traders call baksheesh — kickbacks to Iraqi government officials or businessmen, which the American taxpayer is not supposed to guarantee.

Moreover, from 1985 through 1987, a period during the Iran-Iraq war in which a billion dollars in U.S. guarantees went to our preferred

warriors, the cost of freight was not included in our guarantee. The full guarantee was supposed to help U.S. farmers, not foreign shippers.

But officials of the Department of Agriculture — prodded by hints of wrongdoing in this space and from the U.S. attorney’s office in Atlanta — have stumbled over some funny business in the files.

The cost of freight to Iraq can amount to one-fourth of the price of a ton of corn, and it seems that — contrary to law at the time — freight was being underwritten by the American taxpayer. We’ll get some of the details when Paul Dickerson’s report is made available to the Congress.

That’s where Senators Daniel Inouye and Bob Kasten of Senate Appropriations, and Representative Howard Berman of House Foreign Affairs, have put forward bills to stop all aid and technology transfer to the nation that gasses its Kurds, develops missiles to deliver binary poison gas warheads, and hangs a newsman who dared investigate a mysterious explosion.

Will the abuse of the loan guarantee appropriation in 1987, and the suspected skimming of “excess markups” by corrupt Iraqis and middlemen, help these legislators put through the Iraqi Sanctions Act of 1990?

Second question: Will the Justice Department and Federal Reserve investigations of Iraq’s abuse of the U.S. banking system — running a billion in secret financing through the Atlanta branch of Italy’s Lavoro bank — lead to indict-

ments in coming weeks, adding to the urgency of the need for sanctions? You might think so, but do not overlook the relentlessly pro-Iraq tilt of the Bush White House or Saddam Hussein’s new supporter, Senate Minority Leader Bob Dole of corn-producing Kansas.

What’s with the New Dole? It’s as if a combination of his Armenian defeat, old anti-Israeli resentments and Kansas corn interests suddenly let the dark out.

Nowhere can the mind-set of Mr. Dole better be seen than in the transcript of the meeting he and four other senators held with Saddam Hussein in Baghdad on April 12.

(Somebody should put that complete transcript, proudly broadcast by Baghdad radio as evidence of the dictator’s clout with U.S. leaders, into the Congressional Record.)

Mr. Dole assured the Iraqi strongman that the Voice of America had taken action against the staffer who had offended him recently: “That person was fired.” (Untrue: The writer of the pro-human rights editorial is still on the job.)

Mr. Dole also hastened to remind Mr. Hussein that “we condemned the Israeli attack in 1981” (a point he did not remind Americans of when running for president) and shared his assessment of pending legislation: “I assume Bush will object to the sanctions. He may veto them, unless something provocative occurs.”

Suspicion of scandal is minor provocation, not on a scale with gassings and hangings, but if serious investigations develop — ‘tis enough, ‘twill do.

The New York Times.

## INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

# Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

## The Campaign of Lies Drowns Our Calls for Peace

By Mohamed Mashat

*The writer is the Iraqi ambassador to the United States.*

WASHINGTON — Three related events concerning Iraq have recently attracted a good deal of attention in the United States.

There was the indictment in California of several people accused of seeking to obtain, illegally, certain electronic parts, with the assertion that they would be used for atomic bombs. There was the subsequent warning to Israel by President Saddam Hussein that if Iraq were attacked by Israel, it had the means and the resolve to launch devastating retaliation. Then came the story of the "super" pipes that, when assembled, make a "super" gun capable of launching "super" shells. The only super thing about this story is that it is a super lie.

Many lies have been told about Iraq. We have neither atomic bombs nor the intention to produce them. The "super" pipes made under British license are to be used in a petrochemical complex. And now even the Pentagon has concluded that Iran lied when it said that Iraq fired the cyanide gas used in the Halabja massacre during the Iran-Iraq war.

Current speculation about Iraq's weapons program is strikingly similar to, if not even stronger than, the propaganda campaign that preceded Israel's unprovoked attack on Iraq's nuclear research facility in 1981. This leads us to conclude that Israel once

again is preparing to attack us. President Hussein wants Israeli political leaders and military planners to know that Israel could not again attack Iraq with impunity.

Thus his warning to Israel was not a bluff or a bellicose threat but an effort to maintain peace and avoid the suffering that would result from such an exchange between Israel and Iraq. Israel has renewed its threats to attack Iraq, but we will not be cowed by Israel's vaunted military superiority into accepting permanent underdevelopment.

As to the indictment issued by the U.S. District Court in San Diego, it proceeded from the false assumption that the electronic parts were intended for use in a nuclear device.

But an "end-use certificate," prepared and signed by the president of Iraq's University of Technology in Baghdad, specified that the equipment was solely for use in a laser system at the university.

No source has produced any evidence, unsupported Israeli assertions aside, that Iraq possesses or is developing a nuclear device. Moreover, unlike Israel, which has nuclear weapons and is not a signatory to the Nuclear Nonproliferation Treaty,

Iraq has long adhered to the treaty and is fully cooperative with the International Atomic Energy Agency.

The agency's records of inspection of Iraqi nuclear research facilities — including the one destroyed by Israel in 1981 — show that Iraq does not have the capability to produce weapons-grade enriched uranium, without which an explosive device is impossible.

Setting aside the illusionary nuclear weapons issue, the key question seems to be: Did Iraqi officials or agencies violate U.S. regulations in seeking to purchase the electronic capacitors? The answer is no, and, I am confident, that will be proved should the case ever come to trial.

The most important issue for Iraq is achieving peace in the Middle East. Iraq does not border Israel, nor does it demand Israel's extinction, as it is sometimes accused of doing in the American press.

Iraq supports the Palestinians. It supports the Palestine Liberation Organization and has played a major role in moving it to accept U.S. conditions for opening a dialogue.

In many statements made by President Hussein, most recently to Senator Bob Dole on April 12, he

has said that Iraq will support any agreement reached by the PLO and Israel. Unfortunately, however, there has been no Israeli response.

Israel still refuses to negotiate with the PLO; indeed, Israeli law prohibits even private contact with the organization. How can peace be achieved when the Israelis will not talk with the organization that represents the majority of Palestinians?

We were at war with Iran for eight years. But despite UN Security Council Resolution 598, calling for a cease-fire and a comprehensive settlement, Iran has refused all our efforts to reach a real peace.

We have allowed Iranian civilian aircraft to fly over Iraq; we have proposed an exchange of prisoners and Iranian visits to holy shrines in Iraq. All overtures have been ignored or rejected. We would like to see the great powers exert pressure on Iran to start direct negotiations.

Finally, Iraq has proposed even more to insure a general peace in the Middle East. President Hussein has proposed the elimination of production, storage and use of all instruments of mass destruction; specifically, a ban on all chemical, biological and nuclear weapons in the region. These peace initiatives have been largely ignored in the U.S. press. We ask for a bit of balance.

*The New York Times.*

Saturday-Sunday, May 5-6, 1990

### Turkish Troops Kill 17 Rebel Kurds

ANKARA (Reuters) — Turkish security forces killed 17 Kurdish rebels Friday amid the biggest upsurge in separatist violence since fighting erupted in 1984. The 17 guerrillas of the Kurdish Workers Party were killed in a clash in rugged terrain near the Iraqi border, the semiofficial Anatolian News Agency said.

The toll was one of the highest in a single action since the party began its campaign six years ago to win independence for the estimated 8 million Kurds in eastern Turkey. Forty-eight rebels were reported killed in April, a record for any month.

Turkey tightened controls in the southeast in April after 93 people, including civilians, were reported killed in the first three months of the year, compared with 16 in the same period last year.

هجرة اليهود السوفيات خطر متعاظم يهدد المنطقة  
تحديات البيئة الشرق اوسطية تزداد اتساعا

Al-Aalam  
Issue No: 325

اسبوعية شاملة



المسلة السابعة - السبت ٥ ايار (مايو) ١٩٩٠م - ٩ شوال ١٤١٠هـ - العدد ٣٢٥  
5 May 1990 No. 325

حوار مع الشيخ الشعراوي



انقذت نتجه للخيار العسكري مع الاكراه

مواجهة رجال الجبال

استرداد كرمشاه واطرافها وهي منطقة كردية ضمت الى ايران منذ ذلك الوقت. وبقي القسم الاكبر من كردستان محتفظا بكيانه القومي واستقلاله الداخلي في امارات كردية. وقضت اتفاقية ارضروم التي عقدت بين الدولة الصفوية والدولة العثمانية عام ١٦٢٩ بتقسيم كردستان بين ايران وتركيا وكان هذا هو الثمن الاول الذي دفعه الاكراد لتنازل قوتين اقليميتين اسلاميتين بالمنطقة. وعلى الرغم من اقتسام كردستان الا ان وعمرة المنطقة ادت الى صعوبة السيطرة المركزية عليها مما ادى الى نشوء امارات كردية تتمتع بهامش من الحرية والاستقلال السياسي والحكم الذاتي اهم تلك الامارات:

البيانية، السورانية، البهدياتية، ارولات، برادوست، بوتان، تبليس. ثم انهزمت تلك الامارات عندما قرر السلطان محمود الثاني عام ١٨٢٩م اعادة توحيد الاقاليم الاسلامية ووضعها تحت اشراف الدولة العثمانية. ولكنها عادت للظهور ثانية في النصف الثاني من القرن الحالي واهم الحركات السياسية الكردية التي ظهرت: حركة الشيخ عبيد الله شيخ طاهر النهري النقشبندي ١٨٨٢م وانطلقت من محافظة حكاري الا ان اعطاء السلطنة العثمانية حق التصرف في كردستان لبريطانيا ادى الى انهيار الحركة. واصبحت الحركات الكردية تواجه القوى الاستكبارية التي استهدفت تقسيم العالم الاسلامي الا ان هناك حركات سجلها التاريخ قادها الصوفية: الشيخ عبد السلام البرزاني (١٩١٤) وحركة الشيخ سعيد بالو الذي دعا الى اعادة الخلافة الاسلامية عام ١٩٢٥. ثم ازدادت ثورة الاكراد بعد ان قسم الاستكبار العالم الاسلامي الى دويلات بعد الحرب العالمية الاولى واتفاقية سايكس بيكو تلك المشاريع التي شرذمت الاكراد بين عدة دول. فكانت انتفاضة الشيخ سعيد بيران في كردستان تركيا ضد مصطفى كمال اتاتورك الذي قتل ١٠٪ من الاكراد وارتكب مجزرة بشعة ضد الاكراد الذين ساعدوه في حربه ضد اليونان. وقد دعم الصوفيات اتاتورك ضد ثورة الشيخ سعيد بالو في ديار بكر. كما دعموا تركيا وايران للقضاء على ثورة اغراي داغ عام ١٩٣٠ وضد جمهورية مهاباد الكردية عام ١٩٤٦. والذين طلبوا مساعدة بريطانيا وفرنسا من الاكراد في العشرينات دفعوا الثمن في اتفاقيات لوزان عام ١٩٢٢.

#### جغرافية كردستان

ويمتد اقليم كردستان من بحيرة ارومية في الشمال الشرقي الى ملاطية في الجنوب الغربي. فيكون طوله حوالي ٩٠٠ كم وعرضه فيما بين ١٠٠ و ٢٠٠ كم ويقع بين الدرجة ٢٤ و ٢٩ عرضا وبين الدرجة ٢٧ و ٤٦ طولاً وتتوزع المساحة الكلية لكردستان التي تزيد عن ٤٠٨ الاف كيلومتر مربع على دول المنطقة كما يلي: تركيا ١٩٤ الف كيلومتر مربع، ايران ١٢٢ الف كيلومتر مربع، العراق ٧١ الف كيلومتر مربع، سوريا ٢٠ الف كيلومتر مربع، والباقي في جانب الاتحاد السوفياتي. وهو اقليم

## انقذتجبه للخيار العسكري مع الاكراد مواجهة رجال الجبال

وياتي هذا الهجوم التركي الجديد في اطار محاولات اوزال استئصال شوكة حزب العمال الكردي الماركسي الذي يقود العمليات العسكرية في جنوب شرق تركيا. ويعد اكبر ضربة توجه للثوار خلال السنوات الاخيرة، وشارك الحكومة التركية زعيم عشيرة جيريكي الذي ابغى الحكومة عن وجود الثوار في قريته. كما يكمل الهجوم حلقة اخرى من حلقات المواجهة التركية للثورة الكردية بعد ان نجح هجوم الخريف الماضي ضد الثوار الاكراد بالقرب من الحدود الدولية مع سوريا.

كما نجح اوزال في توفير الدعم الحزبي والشعبي والسياسي لجهوده في مواجهة النشاطات الكردية. فاجتمع مع رؤساء ثلاثة احزاب رئيسية وفي الحكومة حيث اعربوا عن تأييدهم لخطوات الحكومة التركية وطالبوا بكشف القوى الاجنبية التي تدعم الثوار الاكراد بعد تلقيهم مساعدات قوية. وتشير بعض المصادر الى دعم دولة عربية للثوار الا ان حكومة انقرت نفت ذلك في محاولة منها لحاصرة الثوار الاكراد وعدم فتح معركة مع الدول العربية في الوقت الحالي حتى تنتهي من هذه القضية التي تؤرق بالها وتسببت من قبل في رفض دول السوق الاوروبية المشتركة قبول عضوية تركيا.

#### ماذا يقول التاريخ؟

وحتى نفهم ابعاد المشكلة الكردية علينا ان نلقب اوراق التاريخ لنعرف من هم الاكراد. فقد ذكرت كل من دوائر المعارف البريطانية والالمانية والفرنسية انهم امة كانت تدعى «جوتو» ومعناها المحارب وتنطق بالاشورية «جودو» تسكن الجبال الشرقية المشرفة على سوريا. كما اثبتت بحوث علماء الانثروبولوجي والاثنولوجي ان الاكراد من الاريين. كما تتكون الامة الكردية من اربعة شعوب هم: كرماتنج، كوران، لور، كلهر. وكانت امبراطوريتها ممتدة من منابع دجلة والفرات حتى خليج فارس وعاصمتها اكياتان. وقد انتشر الاسلام في كردستان على ايدي خالد بن الوليد وعباد بن غنيم. وكان العصر الذهبي للاكراد في عصر صلاح الدين الايوبي مؤسس الدولة الايوبية الكردية الاسلامية التي كانت تعد من القوقاز شمالا الى صنعاء جنوبا ومن وادي دجلة شرقا الى طرابلس غربا وفي عهد الاجتياح التتري للعالم الاسلامي خضع الاكراد لسيطرتهم حتى استطاعت ايران

بيد ان الرئيس التركي تورغوت اوزال قرر اللجوء الى الخيارات العسكرية لمعالجة المشكلة الكردية، ونفذ الحلول السلمية في محاولة منه لبراز قوته، والتأكيد على انه له اظافر طويلة وانبايا قوية وذلك للرد على محاولات العنف السياسي التي تجتاح الشارع التركي وتستهدف احراج اوزال وابعاد ميرر للجيش للتدخل والقيام بانقلاب يطبع بالديمقراطية ويستأصل الحركة الاسلامية التي تنامت في عصر اوزال. لذلك كانت كردستان هي متنفس اوزال الوحيد خصوصا بعد تزايد عدد القتل بسبب عمليات الثوار مع بداية الربيع الحالي والذين وصلوا الى ٩٧ قتيلاً مقابل ١٦ فقط عن نفس الفترة من العام الماضي. وبذلك يصل عدد ضحايا الثورة الكردية التي اندلعت في تركيا عام ١٩٨٤ الى اكثر من الف شخص.

كما يستهدف الهجوم العسكري التركي الذي شنته القوات المسلحة ضد الثوار مؤخرًا وادى الى مقتل ٢٩ من الثوار، طبقاً لرواية وكالة انباء الاناضول شبه الرسمية، وهو اكبر عدد من القتل يسقط في اشتباك واحد منذ ٦ سنوات وذلك بالقرب من قرية اويماكايا جنوب شرق تركيا على مسافة ٢٥ كيلومترا من الحدود مع العراق، يستهدف هذا الهجوم القضاء على مخططات الثوار الاكراد العسكرية قبل تحسن الطقس وذوبان الجليد ووضعهم في موقف الدفاع بدلا من الهجوم. بالإضافة الى اجهاض انتصاراتهم السياسية التي حققوها مؤخرًا بعقد مؤتمرين حول القضية الكردية الاول في باريس في الفترة بين ١٤ و ١٥ تشرين الاول (اكتوبر) الماضي ليحث حقوق الانسان الكردي وهويته الثقافية وعقد المؤتمر تحت رعاية معهد باريس للدراسات الكردية وانتهى الى تشكيل هيئة من البرلمانيين مهمتها الدفاع عن الاكراد وفرض عقوبات سياسية واقتصادية على كل دولة تستخدم السلاح الكيماوي والجرثومي ضد الاكراد، وتبني القضية الكردية على المستوى الدولي، والاتفاق على عقد مؤتمر كردي في تموز (يوليو) ١٩٩٠ في السويد. والمؤتمر الثاني عقد في الفترة بين ١٩ و ٢١ كانون الثاني (يناير) الماضي في مدينة كولونيا بالمانيا الغربية. كما تنجح النية بعد عقد تلك المؤتمرات ونجاحها الى رفع قضية الاكراد الى الامم المتحدة بمبادرة سويدية قريبا.





اوزال: تأييد رسمي وشعبي لحملة ضد الاكراد اليساريين



ماساة الاكراد ظاهرة على وجوه اطفالهم قبل كبارهم

كما ان الدعم السوري للاكراد في تركيا سيتأثر بدون شك خصوصا بعد ان هددت انقرة دمشق ولوحت لها بورقة المياه ومنعت تدفق نهر الفرات حوالي الشهر. واعتقد ان سوريا فهمت الرسالة جيدا الا ان الرئيس السوري حافظ الاسد لن يلقي بالورقة الكردية بسهولة لانها ايضا احدى وراقات الضغط في يديه التي تضمن تدفق المياه.

اما العراق فهو يتفق مع تركيا على مطاردة الاكراد وبينهما اتفاقيات سابقة لمواصلة المطاردة في اراضي كليهما معا.

اما ايران فهي المرشحة لدعم الاكراد في مطالبهم بالاستقلال الا ان المشكلة تكمن في ان معظم ثوار اكراد تركيا من الماركسيين وان الشعب الكردي المسلم لا يرغب في الانفصال وان كان يؤيد الحركة الاسلامية التركية ويعمل معها من اجل اعادة الحكم الاسلامي الى تركيا. كما ان مساعدته لاکراد تركيا في الوقت الحالي ستفتح جبهة جديدة مع تركيا وستدعم روح بعض الانفصاليين الاكراد في ايران على الرغم من اختلاف انظمة الحكم في ايران وتركيا والعراق وسوريا حيث يقوم في الاولى على الاسلام الذي لا يفرق بين القوميات. اما في الدول الثلاث الاخرى فيقوم الحكم فيها على القومية الطورانية في تركيا والعربية في العراق وسوريا.

والحل الامثل لقضية القوميات التي صنعها الاستكبار الدولي يكمن في نظام الحكم الاسلامي الذي لا يفرق بين الجنسيات والقوميات الا ان تورغوت اوزال يخشى هذا الحكم الذي قد يؤدي الى انقلاب عسكري ضده اذا اخذ به. ولذلك كان قراره الاخير بمواجهة الاكراد وتجريد حملات عسكرية ضدهم مستغلا انتماء حزب العمال الكردي الى الفكر الماركسي مما يدعم موقفه على المستوى الشعبي. ولكن يبدو ان اوزال قد دخل الفخ الكردي ولن يخرج منه بسهولة لان حرب الثوار تختلف عن الحروب النظامية التي يجيها الجيش التركي □

القاهرة - محمد العباسي

رجل دول الحلفاء ففي معاهدة لوزان بين الدول الاوروبية واتاتورك لم يأت اسم الاكراد وتمت مذابح بشعة بحقهم.

وكانت القومية هي القنبلة الموقوتة التي زرعا الاستكبار في الاراضي الاسلامية قبل رحيله، واصلها بأسلاك الحدود التي مدها في احشاء الوطن الاسلامي، وامسك بتوصيلة الدائرة الكهربائية في يديه لتفجير تلك القنابل في الوقت الذي يريد له لاشغال النيران في الجسد الاسلامي. وآخر هذه القنابل التي انفجرت واصبح دويها يسمع في كل مكان هي القنبلة الكردية المدفونة في اراضي تركيا منذ عام ١٩٢٩، واصبح دويها يسمع في كل انحاء العالم عبر وكالات الانباء والاذاعات. وحاول الاستكبار الدولي توظيف القضية الكردية لتثبيت مصالحه. فالاتحاد السوفياتي حاول دعم حزب العمال الكردي بهدف ايجاد ثغرة في جدار الحلف الاطلنطي الا انه سيقفلص دعمه بالتاكيد بعد تبني موسكو سياسة البيريسترويكا والوفاق الدولي. وهي المرة الثالثة الذي سيبيع فيها الاكراد الماركسيين. كما حاولت «اسرائيل» ايضا اللعب بالورقة الكردية للضغط على تركيا في مقابل تحسين العلاقات معها. وقد تم ضبط اسلحة اسرائيلية من قبل مع بعض الثوار الاكراد. ولذلك لم يكن غريبا ما نشرته صحيفة معاريف الاسرائيلية مؤخرا بأن «اسرائيل» ستستورد من تركيا مياه الشرب، وستقوم بنقلها بواسطة مستودعات عائمة الى محطة خاصة جنوب «اسرائيل» وان اتفاقا بهذا الشأن سيوقع قريبا بين تركيا و«اسرائيل». ولوصدق هذا النبأ الخطير فسيكون ذلك محاولة تركية لابعاد «اسرائيل» عن المشكلة التركية او محاولة من انقرة للضغط على دول الخليج العربية لقبول مشروع انبوب السلام التركي الذي اقترحه اوزال لد المياه العذبة الى دول الخليج والذي رفضته تلك الدول خشية ان يستغل كورقة ضغط سياسي عليها مستقبلا.

جبل يضم هضابا تجري فيها العيون الدافقة وسهولا ترونها الانهار.

والقسم الجنوبي والجنوب الشرقي اكثر المناطق صلاحية للزراعة حيث حوض دجلة والفرات وروافدهما مثل الزاب الاكبر والاصغر، ونهر الخابور، وهو اقليم خصب جباله مكسوة بالغابات كما توجد به ثروات معدنية وبتترول، لذلك نجد الاهمية التي توليها له تركيا حيث يكون في يديها مفاتيح الحياة للعراق وسوريا ومفاتيح الثروة في البترول والمعادن.

ويتوزع السكان الاكراد الذين يبلغ تعدادهم بين ٢١ و٢٢ مليوناً كما يلي: ٩ ملايين في تركيا، ٧ ملايين في ايران، اربعة ملايين في العراق. اما في سوريا فيبلغ عددهم حوالي ٩٠٠ الف نسمة وما تبقى يعيشون في الاتحاد السوفياتي وبعض الدول العربية والاروبية التي هاجروا اليها.

وفي اثناء الحرب العالمية الاولى بدأ الاتراك تنفيذ مخططهم لتحقيق الفكرة الطورانية وتذويب العناصر غير الكردية. وكانت الخطة تقضي بتشتيت الاكراد حيث اصدر السلطان محمد رشاد مرسوما يقضي بنفي الاكراد من بلادهم وتشتيتهم في الولايات التركية بحيث لا يزيد عددهم في اية بلدة تركية عن ٥% من السكان. واجبار رؤساء العشائر على الاقامة في المدن والمراكز التركية وذلك لقطع الاتصال بينهم. واستمرت عملية التهجير حتى نهاية الحرب العالمية الاولى وعقد هدنة موندريس. ونصت معاهدة سيفر التي وقعت بين تركيا والدول الاوروبية في ١٠ آب (اغسطس) ١٩٢٠ على منح الاكراد حق تقرير المصير والانفصال عن تركيا على ان لا تعارض الدول الاوروبية اتحاد الاكراد المقيمين في جزء من اراضي كردستان الداخلة الى اليوم في ولاية الموصل بالعراق بمحض ارادتهم مع حكومة الاكراد المستقلة. الا ان ظهور مصطفى كمال اتاتورك على مسرح الاحداث غير كل الخطط وتم الغاء المعاهدة واتضح بعد انتهاء الحرب انه

## بسبب النعرات القومية اكرد تركيا يناضلون بحثاً عن الهوية

حاجزا منيعا ضد التهديدات الاجنبية. وعندما شكلت كتائب الفرسان ثم نشرها على جبهتين الاولى في مواجهة الروس والثانية لمواجهة الانكليز. وبمرور الوقت كان السلطان عبد الحميد الثاني يزداد اعتمادا على هذه الفرق. وحتى بعد عزله ابقى الضباط الاتراك الذين استولوا على الحكم على هذه الكتائب التي بلغ تعدادها عام ١٩١٠، ٦٤ كتيبة تضم حوالي ٥٢ الف فارس كردي.

ويؤكد بعض الكتاب ان تشكيل هذه الكتائب كان له مزايا جيدة واخرى سيئة ومنها انتشار الوعي الكردي والاعتزاز بالهوية والدور الكردي في حماية الدولة العثمانية وبروز الحركة الكردية كقوة يعتمد عليها. ومن السلبيات في هذا المجال ظهور التفرقة المذهبية بين الاكرد بسبب اعتماد العثمانيين على طائفة معينة من المسلمين واضطهاد الطوائف الاخرى. ولم يكابد الاكرد من هذه الامور التي فرقت المسلمين واقتدتهم قوتهم وحدهم وانما عانى العرب الكثير منها وخاصة في العراق وسوريا وغيرها. وساهم وجود هذه الكتائب في الفترة بين ١٨٩١ حتى ١٩١٤ في انتشار الوعي القومي لدى الاكرد خاصة وان العديد من ضباطهم تعلموا في المدارس الحربية التركية وقت انتشار المد القومي التركي كما حارب البعض منهم في حرب البلقان وتأثروا بالمطالب القومية لشعوب البلقان. ومع بروز حركة الاتحاد والترقي التركية والثورة على عبد الحميد الثاني في ١٩٠٩ انتشرت المطالب القومية الكردية في الدولة العثمانية وتم انشاء منظمات القوميين الاكرد في العاصمة اسطنبول. (راجع، ظهور القومية الكردية وثورة الشيخ سعيد، تاليف روبرت اولسون طبعة ١٩٨٩).

وبعد عام ١٩٢٢ حينما تم القضاء على الدولة العثمانية بواسطة كمال اتاتورك شعر الشيخ سعيد بخيانة مصطفى كمال للاسلام فاعلن الجهاد عليه. وحاول البعض مسخ الصفة الاسلامية لثورة الشيخ سعيد وتلويها بلون قومي وعشائري. ولكن الهتافات التي كان الشعب الكردي يرددتها في ذلك الوقت مثل «تحيا الشريعة» و«الموت للملحد في انقرة» يعني كمال اتاتورك، تظهر ان الشيخ سعيد قام بثورة من خلال تعبئة الجماهير الكردية لممارسة واجبها في الجهاد المقدس ضد اعداء الاسلام والخلافة الاسلامية. فقد كان علماء المسلمين هم قادة الاكرد في هذه الثورة والقرآن هو الرمز الذي يجمعه المقاتلون مع الاعلام الاسلامية الخضراء. ويؤكد بعض الكتاب بان «هذه الثورة الاسلامية التي كلفت الاكرد نصف مليون شهيد، هزت النظام الكمالي من الاعماق وانه ما كان بوسع مصطفى

المؤثرة في كردستان. ورغم القوانين العلمانية الجائرة في تركيا والتي دفعت السلطات التركية الى استخدام اساليب القمع والقسوة ضد الاكرد واتبعها بالغاء هويتهم اللغوية وتدمير الاعراف الحضارية الكردية بل تحريم تسميتهم بالاكرد، واستبدلت الكلمة التي اصبحت من المحرمات في قاموس العلمانيين وحتى وقتنا الراهن بعدة كلمات من اترك الجبال ومنها القضية الشرقية او اهالي جنوب شرقي الاناضول. فان الاكرد كانوا من السباقين الى نصرته القضايا الاسلامية ولم تكن حركة الشيخ سعيد الان حركة اسلامية ارادت التعبير عن رفض المسلمين للعلمانية في تركيا.

يرى مؤرخو الحركة الكردية بان الوعي الوطني الكردستاني مر في تركيا بأربع مراحل تبدأ بحركة الشيخ عبيد الله ومشروع الجامعة الكردية. وخلال ظهور هذا الشيخ برزت زعامة العلماء على الاكرد وتلاشت زعامة الاغوات ورؤساء القبائل. وانتهت هذه المرحلة بوفاة الشيخ عبيد الله عام ١٨٨٢. والمرحلة الثانية هي مرحلة فرق الفرسان الحميدية الخفيفة التي كان الاكرد عمادها والتي بدأت عام ١٨٩١ حتى اندلاع الحرب العالمية الاولى. والمرحلة الثالثة بدأت بحوادث الحرب العالمية الاولى وانتهت بتوقيع اتفاقية سيفرز في آب (اغسطس) ١٩٢٠. والمرحلة الرابعة كانت انعكاسات الحرب على كردستان وثورة الشيخ سعيد التي حدثت عام ١٩٢٥.

كان الشيخ عبيد الله اول من اثار الوعي الكردي بمطالبته باستقلال كردستان الامر الذي لم يكن موجودا لدى سلفه الامير بدرخان بيك الذي حكم في كردستان تركيا والعراق في العشرينات حتى الاربعينات من القرن الماضي. وبعد فشل حركة الشيخ عبيد الله عمد السلطان عبد الحميد الثاني الى جذب القبائل الكردية وتشكيل قوات الفرسان الخفيفة الكردية التي اراد من ورائها تحقيق عدة اهداف منها زيادة مركزية السلطة العثمانية والعودة الى الجذور الاسلامية للدولة العثمانية وتوحيد الشعوب الاسلامية تحت راية الخلافة وتقوية الدولة العثمانية تجاه اعدائها وخاصة الروس والارمن الذين كانوا يتحينون الفرص للاستيلاء على اراضي الدولة العثمانية وكذلك الانكليز الذين بذلوا جهودا مكثفة خلال النصف الثاني من القرن التاسع عشر للتغلغل في شرق الاناضول (كردستان). ولكون الاكرد يستطيعون القتال بحماس كبير فقد اعتمد السلطان العثماني عليهم كثيرا خلال هذه الفترة باعتبارهم يشكلون

تحمل قضية الاكرد في تركيا اتماما يتزايد بتزايد الحوادث الدامية في منطقة كردستان الواقعة في جنوب شرقي تركيا، التي تشهد تطورات كثيرة، بسبب زيادة الوعي الكردي من جانب ورد الفعل تجاه الانتظمة القومية من جهة اخرى. فالشعب الكردي المسلم عانى كثيرا من التقلبات السياسية والاجتماعية التي شهدتها المنطقة الاسلامية خلال القرن الماضي والقرن الحالي، وخصوصا منذ تصاعد الطرح السياسي القائم على الاساس القومي.

والشعب الكردي احد الشعوب الاسلامية التي تعزز كثيرا باسلامها وبقوميتها الكردية. ولا يطالب الا بالحقوق الاساسية التي تتمتع بها شعوب العالم وهي المحافظة على هويتها اللغوية والتاريخية. وحينما تتعرض الحقوق الاساسية لشعب من الشعوب ومنها الشعب الكردي للضياع فلا بد من توقع الرفض والثورة لمثل هذه الانتهاكات. ورغم تعلق الكرد بالاسلام وجهادهم في سبيله واعتماد بعض عهود السلطة العثمانية وخاصة زمن السلطان عبد الحميد الثاني ١٨٦٧ - ١٩٠٨ على الاكرد في جهاد الاعداء الذين كانوا يتربصون الفرص لتفتيت الدولة العثمانية، فان هذا الامر لم يكن مانعا لهم من الاعتزاز بهويتهم كشعب كردي والدفاع عنها عند الضرورة ولو باستعمال القوة المسلحة.

فقد جاهد الاكرد مع الجيش العثماني ضد الغزو الروسي وساهموا الى حد بعيد في منع الامبراطورية الروسية من الاستيلاء على كردستان رغم المذابح التي ارتكبها الروس ضد مناطق كردستان وخاصة في راوندوز الواقعة في كردستان العراق. وكان السلطان عبد الحميد يعتمد عليهم في حفظ حصون المسلمين كقناتلين اشداء ومخلصين. وحتى كمال اتاتورك الذي قضى على الخلافة الاسلامية وعلن تركيا دولة علمانية عام ١٩٢٢ كان يحظى بدعم كردي منقطع النظير بل خيانتها الظاهرة للاسلام، وحينما كان يتظاهر بالدفاع عن الكيان الاسلامي وخدمة السلطان العثماني. وعندما زار كردستان عام ١٩١٩ كان يحث الاكرد على مساعدة الدولة العثمانية ضد غزوات الروس واليونانيين والارمن. وقد لعب الاكرد دورا مهما في تقوية حكم اتاتورك قبل اقدمه على الغاء الخلافة. فهذا العمل المشين هو الذي دفع الاكرد الى الانتفاض عليه ومحاربه مما كان حصيلته ارتكاب ايشع المجازر ضد الشعب الكردي بعد ثورة الشيخ سعيد الزعيم الكردي والاسلامي وشيخ الطريقة النقشبندية وهي احدي الطرق الصوفية الاسلامية



اكرد على الحدود الايرانية - التركية

المعارضة (الحزب الاشتراكي الديمقراطي الشعبي) هو محمد علي ايرين وأعلن في البرلمان التركي انتقاده للحكومة التركية لاضطهادها الاكراد وذكرهم لأول مرة باسمهم الصريح «الاكرد» دون الاشارة الى تسمية «اتراك الجبال» او غيرها من المصطلحات التي كانت سائدة خلال السنوات الخمسين الماضية.

وفي هذه السنة تصاعدت الامور التي تنذر بتصاعد انتفاضة الاكراد مما دفع الحكومة التركية الى زيادة القمع فقد اعلن ١٩ نائباً تركياً انهم على توسيع صلاحيات المفوضية العليا للشرطة في منطقة الاناضول (كردستان). وتم توسيع صلاحيات الشرطة التي تشرف على ١١ مقاطعة جنوب شرقي تركيا بحيث يصبح في مقدورها فرض رقابة خاصة على المعلومات الصحفية حول تحركات الاكراد وتعليق الاضراب وفتح المحاكمات والمعارضين. واتخذت هذه الاجراءات بعد اجتماع تم برئاسة الرئيس التركي تورغوت اوزال يوم ٩/٤/٩٠ حيث قرر «زيادة عقوبات السجن بحق المتواطئين مع الانفصاليين» وأوضح مسؤول تركي ان شبكة التلفزيون والاذاعة التركية ستعمل بالتعاون مع وزارة الداخلية ومع مجلس الامن القومي في ما يتعلق بنشراتها حول جنوب الاناضول. وانه تم توظيف ٩٠ الف شخص من القطاع العام «لتفادي انتشار البطالة في تلك المنطقة المحرومة».

ورغم تأكيد زعيم حزب العمال الكردستاني عبد الله اوكلان بانه «سيواصل عملياته المسلحة جنوب شرق الاناضول طالما استمرت الحكومة التركية في تمعها الدامي»، لكنه ابدى في الوقت نفسه استعداداً لوقف اطلاق النار والجلوس الى طاولة التفاوض.

هذه التطورات التي تقع على الساحة الكردستانية ليست منفصلة عن التطورات التي تعيشها المنطقة بأسرها، فتركيا تجاور المعسكر الشرقي الذي يعيش حالة التغيرات الكبرى وتجاوز الشرق الاوسط حيث الثورة الاسلامية المتصاعدة وحيث ان الشعب التركي يتجه اكثر فلكثر لتحقيق هويته الاسلامية التي حاول ائتاتورك مسحها. بل ان العديد من الاتراك يرى ان انقشاع الظلمة الشيوعية ربما يؤدي بدوره الى زوال الدكتاتورية الاتاتورية المفروضة على الشعب المسلم في تركيا. وعليه فان تركيا مرشحة للعديد من التغيرات على الصعيد الداخلي وعلى صعيد الاكراد الذين تتوسع اعمالهم ونشاطاتهم وتوجهاتهم الاسلامية وعلى صعيد العلاقات المحلية المؤثرة بدرجة كبيرة داخل تركيا.

ورغم ان القضية الكردية تحظى بحساسية خاصة لا في تركيا وحدها وانما في دول اخرى مثل العراق وايران، فانها قد تكون محورا مهما في تحديد طبيعة النظام التركي خلال العقد الحالي وطبيعة العلاقات التركية مع العالم الاسلامي. وهي قضايا تحظى باهتمام انقرة كثيرا هذه الايام □

لندن - عبد المنعم حسن

الخاصة بهم باعتبار ان اليسار التركي غير مستعد للاعتراف بالحقوق المشروعة لهم. وان الاكراد وحدهم قادرون على قيادة النضال وضمان استقلال كردستان.

ففي عام ١٩٧٤ تزعم عبد الله اوكلان حزبا كرديا يساريا هو «حزب العمال الاكراد» وهو حزب يساري ماركسي نفذ عددا كبيرا من العمليات العسكرية في كردستان تركيا (جنوب شرق الاناضول). واستمر في نشاطه حتى الوقت الراهن مسببا للحكومة التركية مصعب عديدة ومهددا بتنمية الوعي الكردي في تركيا الى الحدود التي لا يمكن ضبطها في بلاد تعتبر من العناصر الاساسية في التحالف الغربي وتشكل جناحه الجنوبي في تطبيق الاتحاد السوفياتي.

ان ميل الاكراد الى تشكيل الاحزاب اليسارية في السنوات الاخيرة ربما يعود الى عدة اسباب منها ان التشكيلات اليسارية التركية هي اول من تبني الدفاع عن الحقوق الكردية في تركيا وان هذه الاحزاب حظيت بدعم واسع من المعسكر الاشتراكي مما ساعد الاكراد في تركيا على نشر قضيتهم عالميا. كما ان الفكر الماركسي اليساري يحمل شعارات جذابة تلائم قلوب الشعب المعهور. من جانب اخر كانت الاحزاب والحركات الاسلامية لا تنظر الى مسألة الشعب الكردي النظرة المطلوبة فكانت اما تتبع النظرة التي تلغي هوية الشعب الكردي او تنظر بعين الشك الى تطعات الشعب الكردي باعتبارها بؤادر «تمزيق». وادى فقدان الوعي المطلوب الى صعوبة ملاحظة النشاط الاسلامي لاكرد تركيا.

غير ان الوضع تغير في الثمانينات وخاصة في نهايتها. فقد توسعت اعمال الاكراد العسكرية وانتشرت الصحوة الاسلامية وضعف المعسكر الشيوعي وتخلي الشيوعيون الاوروبيون عن شيوعيتهم. وهذه العوامل ساعدت على نشوء تجمعات اسلامية كردية في كردستان جذبت وتجذب اليها العديد من الشباب الكردي. كما ان تلاشي الشيوعية اضعف كثيرا من الاحزاب اليسارية التي يتوقع لها المزيد من التراجع خلال السنوات المقبلة. مع هذه التطورات كانت القضية الكردية في تركيا تتطور وتبرز في المحافل الدولية. ففي حزيران (يونيو) ١٩٨٧ انتقد المجلس الاوروبي الحكومة التركية كونها لا تعترف بوجود قضية كردية داخل اراضيها. وفي بداية عام ١٩٨٨ تجرأ نائب تركي من

كمال ان يقضي عليها لولا انه تلقى مساعدة من الخارج» (راجع صحيفة الهلال الدولي ١ - ١٥/١٠/١٩٨٧).

في الثلاثينات مرت القضية الكردية في تركيا بمصائب كبيرة. فقد سادت النزعة العنصرية لاتاتورك متشيا مع النزعات العنصرية الشوفينية والنازية التي كانت تطفئ على القارة الاوروبية. وتمادي حزب اتاتورك في تجريد العنصر التركي ونسب اليه كل شيء وترتب على ذلك الغاء اي اعتبار للقوميات الاخرى. وكانت الاقلية الكردية هي اكبر اقلية تعيش في الاراضي التركية عانت من هذه النزعة العنصرية. فلم يعترف بوجود الاكراد كشعب ولم تدرس لغتهم في المدارس وتم مسح العديد من عادات الشعب الكردي بالقوة الغاشمة. اضافة الى ذلك فان الشعب الكردي كالشعب التركي حرم من التعبير عن طموحاته كشعب مسلم يعترف باسلامه ويريد المحافظة على قيمه الاسلامية. ولم يستطع الشعب الكردي بذلك ممارسة حقوقه كاقليّة عرقية ولا حقوقه كشعب مسلم فحرم من الاثنين.

في الخمسينات اتجه بعض السياسيين الاتراك الى تشجيع بعض الزعامات العشائرية للاكراد طمعا في الكسب السياسي وزيادة الاصوات في الانتخابات، فتم تشجيع الاغوات الاكراد والامتمام باولادهم واختالهم سلك الخدمة المدنية. وفي بداية الستينات اتجه بعض الاكراد الى تاليف الاحزاب القومية الكردية مثل الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة الاكرو مصطفى البارزاني (في كردستان العراق) والذي امتد نفوذه الى كردستان التركية. ويمارس هذا الحزب بعض العمليات المسلحة في كردستان تركيا ولكن نشاطه لم يستمر كثيرا بسبب سياسة القمع التي اتبعتها الحكومة التركية آنذاك.

وخلال السبعينات حيث كانت الحكومة التركية تعاني من الضعف، تنامي بسبب ذلك العديد من الحركات اليسارية المسلحة التركية والكردية وكان نشاط هذه المجموعات في اوجها خلال الفترة ٧٤ - ١٩٧٨. وتشكلت مجموعات يسارية عديدة في تركيا تتبنى الفكر الماركسي وتدعو الى تبني قضية (الشرق). وبذلك انضم عدد كبير من الاكراد الى هذه المنظمات والاحزاب مثل حزب العمل التركي والجمعية الثورية الديمقراطية وهي مجموعة طلابية ماركسية. وتطورت الامور في منتصف السبعينات فشكل الاكراد احزابهم اليسارية

Le Monde 8. 05. 1990

□ **TURQUIE : huit personnes tuées dans le sud-est du pays.** - Deux gendarmes ont été tués, vendredi 4 mai dans la province de Midyat, frontalière avec l'Irak et la Syrie, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes, a annoncé l'agence semi-officielle turque *Anatolie*. Un

homme, appartenant à la milice armée pro-gouvernementale, et sa femme, ainsi que leur quatre enfants, ont par ailleurs été tués à leur domicile par des « terroristes séparatistes kurdes » lors de l'attaque d'un village près de Diyarbakir, selon *Anatolie*. - (AFP.)

*L'Humanité*, 9 mai 1990

Rapport d'Amnesty International sur la Turquie

## PRISON, TORTURE ET PROCES POLITIQUES

**A**MNESTY International publie aujourd'hui un nouveau rapport sur la Turquie, d'où il ressort que les droits de l'homme y sont toujours aussi systématiquement violés. Selon l'organisation internationale citant l'Association des droits de l'homme en Turquie, au moins 5.000 personnes restent en prison pour raison politique, parmi lesquelles des centaines de ce qu'Amnesty appelle des « prisonniers de conscience » : membres d'organisations politiques ou syndicales, de groupes religieux ou ethniques (kurdes), intellectuels et journalistes emprisonnés pour leurs seules idées. 267 condamnés à mort sont en instance d'exécutions. Les promesses faites par le gouvernement d'Ankara devant les instances européennes de supprimer la peine de mort et de modifier les articles de la législation turque (notamment le Code pénal) incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'homme n'ont toujours pas été suivies d'effet. Ainsi les articles 141, 142 du Code pénal restent-ils en vigueur, ce qui a conduit des dizaines de militants ou sympathisants communistes devant les tribunaux militaires et les cours de Sûreté de l'Etat. Amnesty cite le cas de 60 personnes accusées de communisme qui comparaissent devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, et, parmi elles, celui de Cicek

Yagci, épouse du secrétaire général du PCUT, emprisonnée depuis le 6 janvier (alors que son mari vient d'être libéré).

Amnesty note encore l'arrestation, le 12 mars dernier, d'un sociologue et écrivain turc, Ismail Besikci, accusé de « propagande séparatiste » pour son dernier ouvrage intitulé « Kurdistan : une colonie entre des Etats ».

Amnesty affirme en outre que des plaintes pour torture continuent de lui parvenir et cite, pour la seule ville d'Ankara, plusieurs témoignages de cas recensés entre mars 1989 et mars 1990 concernant notamment une ouvrière, un journaliste, deux étudiants, deux professeurs : tous racontent avoir subi des tortures sexuelles, électriques, avoir été battus, suspendus des heures par les bras et laissés sans sommeil et sans nourriture pendant leur garde en vue.

Le rapport note que c'est dans les provinces kurdes que les atteintes aux droits de l'homme sont les plus graves, les plaintes pour torture les plus nombreuses de même que les décès inexplicables en détention. Il donne de très nombreux exemples de traitements inhumains, dégradants et de sévices infligés aux prisonniers et aux suspects dans ces régions et cite même le cas d'enfants victimes de tortures.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE May 9, 1990

# Iraq Displays What U.S. Says Is a Nuclear Trigger

Reuters

**BAGHDAD** — President Saddam Hussein said Tuesday that Iraq had acquired a sample of a U.S. electronic device that Washington has said could be used as a trigger for nuclear weapons and that it was now making its own.

The United States and Britain said in March that officials at Heathrow International Airport in London had seized a shipment of the U.S. capacitors bound for Iraq.

Mr. Hussein told political leaders that only five days after the U.S. announcement about the nuclear triggers, scientists at the Ministry of Industry and Military Industrialization "succeeded in producing

similar capacitors to those so-called triggers."

Mr. Hussein displayed two of the Iraqi-made devices and what he said was a U.S. sample.

"Can this detonate a nuclear bomb?" he asked. He said he had not seen a nuclear bomb, "but this is one of the capacitors they talked about, of which they did not capture all."

Five people and two British companies were accused in the United States in late March of conspiring to smuggle top-secret nuclear equipment to Iraq from the United States. The indictment was handed down after an 18-month "sting" operation involving the capacitors.

Iraq denied that it was making nuclear weapons and said it wanted the capacitors for laser research. Relations between Baghdad and London fell further in April when customs officers seized steel tubes that military experts said could be used for the barrel of a giant gun.

Mr. Hussein repeated on Tuesday that Iraq and the "Arab nation" would not give up their resolve to acquire sophisticated technology for national security and self-defense.

The dispute over the capacitors touched off fears in Iraq that Israel might stage a raid similar to its 1981 attack that destroyed the Osiraq nuclear reactor near Bag-

dad. Mr. Hussein warned that if the Israelis attacked Iraq again, he would use binary chemical weapons to destroy half of Israel.

Iraq bombed a nuclear reactor being built near Baghdad in 1981 because it believed the plant would be used to manufacture nuclear weapons. Iraq has said that its nuclear program is purely for peaceful purposes and that it has only one small reactor in operation.

Mr. Hussein accused the major Western powers of having tried to prevent Iraq from acquiring modern technology to improve its military potential.

Referring to the Arab confrontation with Israel, Mr. Hussein said

the struggle would be a long one. But he added, "I tell them we are confident that the result of the battle will be victory for the Arab nation against its enemies and the defeat of those enemies."

In Vienna, United Nations inspectors said Tuesday that they had found no evidence that Iraq was diverting material from its nuclear energy program to military use.

A statement issued by the International Atomic Energy Agency said its inspectors had carried out routine safeguard inspections of Iraq's nuclear plants in early April and informed Baghdad of its findings last week.



10 mai 1990

**TURQUIE—IRAK****HISTOIRE D'EAUX...**

*La question de la répartition des eaux de l'Euphrate n'était toujours pas réglée, à l'issue de la visite du Premier ministre turc, M. Akbulut, à Bagdad, le week-end dernier.*

La question de la répartition des eaux de l'Euphrate n'est toujours pas réglée, la Turquie et l'Irak ayant décidé d'organiser en juin une réunion des ministres de l'irrigation des pays riverains pour trouver une solution à ce problème. C'est ce qui est apparu lundi à l'issue de la visite en Irak du Premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut.

*«Il faut examiner dans les détails la question de la répartition des eaux de l'Euphrate, afin de parvenir à un accord définitif garantissant les droits communs des pays riverains»,* indique le procès-verbal de la commission mixte irako-turque, qui s'est réunie à l'occasion de la visite de M. Akbulut.

L'Euphrate, long de 2 000 kilomètres, dont 1 000 en Turquie, où il prend sa source, traverse le nord de la Syrie avant d'entrer en Irak pour se jeter dans le golfe persique.

Ankara avait interrompu pour un mois, à partir du 13 janvier, le cours de ce fleuve, pour remplir le barrage Ataturk, pièce maîtresse du projet GAP de mise en valeur du sud-est anatolien. Bagdad avait alors demandé, en vain, la réduction à 15 jours de la période de rétention des eaux et appelé à la conclusion d'un accord entre l'Irak, la Syrie et la Turquie sur le partage de ces eaux. Damas avait de son côté adressé une note de protestation, les eaux de l'Euphrate étant essentielles pour l'irrigation du désert syrien.

M. Akbulut était arrivé samedi à Bagdad. Au cours de sa visite, il a rencontré le président irakien M. Saddam Hussein, et le premier vice-

Premier ministre, M. Taha Yassine Ramadan. Les entretiens avaient porté sur la nécessité de trouver une solution à la question de l'Euphrate dans les meilleurs délais, afin d'assurer à toutes les parties une juste répartition des eaux du fleuve pour l'agriculture et l'industrie.

Avec le Tigre, qui prend sa source lui aussi dans l'Est de la Turquie, l'Euphrate est ce fleuve antique qui fit la richesse de la Mésopotamie (littéralement : «le pays entre les fleuves»), autrement connue sous le nom de «croissant fertile», situé sur le territoire de l'actuel Irak. Depuis l'antiquité, les deux fleuves n'ont jamais cessé de rythmer la vie agricole de cette région, même si les pétroles de l'Irak en ont considérablement modifié le paysage économique.

En limitant le débit des eaux de l'Euphrate, la Turquie met sérieusement en danger les économies irakienne mais aussi syrienne, en même temps qu'elle se donne les moyens d'exercer des pressions politiques sur ses voisins, devenant tributaires du barrage Ataturk. Ce danger est perçu avec d'autant plus d'acuité à Damas, dont une normalisation des relations avec Ankara achoppe toujours sur le contentieux concernant le Sandjak d'Alexandrette (Hatay) cédé à la Turquie par la France en 1939 et que la Syrie n'a cessé depuis de revendiquer.

**Un barrage pour les Kurdes**

La Turquie de son côté compte sur la mise en valeur du sud-est anatolien pour redresser la situation éco-

nomique d'une région déshéritée et délibérément laissée dans le sous-développement par les gouvernements successifs. Vivier d'un chômage qui vient grossir les faubourgs tentaculaires des villes de Turquie occidentale, le sud-est anatolien a été oublié par l'industrialisation. Du même coup, Ankara vise à réduire le nationalisme kurde par le biais de l'économie : le maintien de la région dans le féodalisme, le gouvernement turc exploitant les rivalités entre chefs de clans kurdes, a montré ses limites avec la reprise de la guérilla, en août 1984 ; l'argument économique contenu dans le projet de mise en valeur du sud-est anatolien amorce à cet égard une nouvelle offensive contre le nationalisme kurde.

Il n'est pas sûr pourtant que les Kurdes, qui se voient refuser par Ankara le droit à assumer leur identité culturelle, sauront se contenter de compensations économiques, dont rien ne dit d'ailleurs qu'ils en seraient les seuls bénéficiaires. La guérilla en tout cas, a gagné d'intensité depuis quelques mois. Vendredi 4 mai, deux gendarmes ont été tués dans la province de Mydiat, frontalière avec l'Irak et la Syrie, lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et militants kurdes. Un homme, appartenant à la milice armée pro-gouvernementale, et sa femme, ainsi que leurs quatre enfants, auraient par ailleurs été tués à leur domicile par des «terroristes kurdes», lors de l'attaque d'un village près de Dيارbakir, annonçait l'agence Anatolie.

# Sept ans séparée de l'aîné des enfants Une famille enfin réunie

Il existe encore à notre époque de longues histoires de séparation dictées par les événements qui finissent bien. Mayenne vient d'en vivre une : le 24 décembre 1987, Ouest-France présentait la famille Ari, réfugiés politiques à Mayenne, qui, depuis plusieurs années, tentaient de faire venir du Kurdistan turc leur fils Mayir. C'est chose faite depuis le 30 avril.

## Un travail stable et l'enfant arrive

Il ne leur restait plus qu'à trouver les 8 000 F nécessaires à l'achat du billet d'avion pour Mayir. Ce fut vite réglé grâce à un emprunt et une aide du Secours catholique.

Le 30 avril, Mayir était conduit par son grand-père à Istanbul où il prit l'avion pour la première fois de sa vie. Quelques heures plus tard, il débarquait à Orly où, après sept ans, il put enfin retrouver ses parents. L'émotion fut difficile à contenir. Les amis venus les accompagner les mitrillèrent de leurs flashes, de telle manière que des policiers vinrent s'enquérir de la « vedette » ainsi accueillie.

Mayir, devenu Michaël, a retrouvé toute une famille, sans oublier le petit Yves qu'il ne connaissait pas. Il a découvert Mayenne et l'a trouvée bien petite à côté de Gaziantep. L'adaptation devra se faire lentement car il ne parle que le turc, et ses frères, même s'ils comprennent cette langue, ne parlent que le français.

Dès le 7 mai, Mayir faisait ses premières armes à l'école du Pommier. Il a son diplôme de fin d'études primaires mais il devra consacrer une année à l'apprentissage du français. Son premier étonnement : la gentillesse des enseignants à l'égard des élèves car, reconnaît-il, en Turquie, lorsque l'on ne connaît pas ses leçons, les instituteurs manient la règle avec virtuosité...

Apparemment, la barrière de la langue sera vite franchie car Mayir a envie de comprendre « tous ces enfants qui lui parlent et à qui il ne peut pas répondre ». Pour l'été, un séjour à Erquy est envisagé : ce sera les premières vacances de la famille au complet depuis sept ans.

Bien sûr, il ne faut pas oublier la tristesse des grands-parents restés en Turquie et qui ont déjà téléphoné à l'enfant à plusieurs reprises depuis son arrivée... Une page d'histoire tourmentée se tourne ; une autre plus sereine s'ouvre.



Mayir et ses frères dans l'appartement familial.

Le peuple kurde se partage entre cinq pays d'Asie occidentale.

Sans patrie, il est le plus souvent victime de son statut de minorité et la fuite constitue le plus sûr moyen d'échapper à la vindicte des gouvernements en place. Mehmet Ari, Kurde et syndicaliste, avait deux bonnes raisons de fuir la Turquie en 1983. Son épouse et ses deux plus jeunes enfants parvenaient à le rejoindre en France où il s'était réfugié, plus précisément à Mayenne. Mais l'aîné, Mayir, n'était pas du voyage. Depuis lors, les Ari n'ont eu de cesse de récupérer leur enfant. Pratiquement sept ans de démarches ont été nécessaires pour

qu'enfin, le 30 avril dernier, la famille se retrouve au complet.

Une longue séparation due, en particulier, à l'absence d'un emploi stable offert au père. C'est chose faite depuis que Mehmet travaille sur une chaîne de montage chez Moulinex. Parfaitement intégrés, les Ari sont en passe d'être naturalisés Français. Mayir, qui va hériter du prénom de Mickaël, fréquente déjà l'école du quartier et partage les jeux de ses trois frères puisqu'un petit Yves est venu, entre-temps, agrandir le cercle de famille.

Le Figaro, 11 mai 1990

# ① Comment peut-on être Kurde dans la Creuse ?

*Certains les appellent « les occupants ». D'autres les trouvent tout à fait corrects. Bref, un excellent sujet de conversation. Sans plus...*

**MAINSAT (Creuse) :**  
de notre envoyé spécial  
**Lucien MIARD**

Connaissez-vous Mainsat, en pays limousin ? Un tout petit village de la campagne creusoise, enraciné dans sa terre. Quelque six cents âmes y égrenent le temps de tous les jours. Des braves gens, avec leurs joies et leurs peines, leurs élans de cœur et leurs indifférences. Ainsi vivait-on dans la paix agreste, à Mainsat, avant l'arrivée des « étrangers ». Quelques-uns disent : « les occupants ». Neuf familles du Kurdistan, sauvées d'une mort à petit feu, qu'on installait dans le pays. Soixante hommes, femmes et enfants de tous âges, des Kurdes rescapés du camp militaire turc d'Erbil, où, sur un kilomètre carré cerné de barbelés et de miradors, sont encore parqués seize mille réfugiés.

Ils étaient sans espoir lorsqu'en mai 1989, à l'occasion d'une mission humanitaire de France Liberté, découvrant leur misère, Danièle Mitterrand offrit l'asile à quelque trois cents d'entre eux. Ils étaient sans bagages. On les répartit entre la Corrèze, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, l'Ariège et la Creuse. Au nom de la France, Gaston Rimareix, député maire de Mainsat, fit bien les choses en accueillant sa part d'exilés.

La commune para au plus pressé en les logeant dans le village-vacances. On leur donna le statut de réfugiés politiques, on scolarisa les enfants, tandis que les adultes suivirent des cours d'alphabétisation. Sans heurts, les Kurdes de Mainsat entraient dans le système de notre société occidentale.



Les soixante réfugiés se sont intégrés sans heurts dans le petit village de Mainsat. (Photo Archambault/Le Figaro)



Bien sûr, ce n'est pas parce qu'on découvre une autre civilisation, que l'on passe de l'état féodal à la civilisation industrielle, qu'on abandonne pour autant ses coutumes de vie ancestrales. Bien que dis-ent, les Kurdes de la Creuse irritent toujours certains villageois. Car il y a, ici, le clan des « pour » et le clan des « contre ».

## Turbans sur la tête

Les premiers vous font un récit noir de cette cohabitation forcée. « Que voulez-vous, ils ne sont pas comme nous. Ils portaient des turbans comme les ayatollahs. » C'est formulé sans violence, mais en grinçant des dents. L'intolérance irraisonnée alimentée de propos communs. Le rejet engendré par la rupture du quotidien. Surprenante réaction de ce bourg où l'on vote socialiste, où les dons du sang sont spontanés, où il fait bon vivre. « L'entraide, oui. Mais entre soi ! »

Jean-Marc, homme de la terre et honnête citoyen, tient la chronique d'un racisme ordinaire. « Dans notre village, il y aura bientôt autant de Kurdes que de Français, car ils se reproduisent, ces gens-là. » Il a

neuf ans, est en tête de sa classe et, au terme d'un stage probatoire, Karim, vingt-sept ans, a déjà trouvé un emploi d'électricien à Montluçon.

À la veille de Noël, la ru-meur avait couru : « Nous serons privés de dinde au réveillon. Ils les auront toutes volées. » Étrange, les poulaillers ne furent pas visités et les villageois ripaillèrent dans la tradition. Alors, les opposants trouvèrent autre chose, déclarant, entre autres griets, que ces « hôtes » ne faisaient pas beaucoup marcher le commerce local.

## « Un jour, nous rentrerons »

Ce n'est pas la femme du garagiste qui vous dira le contraire. Pas une méchante femme, cette mère de trois enfants qui veille sur les comp-teurs de ses pompes à essence en débattant ses ran-cœurs. Non, elle ne ferait pas de mal à un de ces gamins qui jouent avec les siens, « mais que ceux qui sont alliés les chercher s'en occupent ». Ar-mée des habituels clichés, elle vous affirme « qu'avant de s'occuper des étrangers, il faut d'abord s'intéresser aux Français... Non, ces Kurdes de

procheinent. Vice-président de l'Association Mainsat-Kurdistan, que préside le notaire, M<sup>e</sup> Tixier, il tente d'expliquer à qui veut l'entendre que ces Kurdes ne sont pas des immigrants comme les autres. « Ils ne sont pas venus chez nous pour manger notre part du gâteau, ils repartiront lorsque leur pays sera libre... Notre dignité d'hommes libres veut qu'on donne un peu de chaleur humaine à ces survivants de la guerre chimérique, qui ont vu leur univers anéanti parce qu'ils refusaient de devenir Ira-kiens. »

Et ces Kurdes, qui tiennent leur salut de la France, qu'en pensent-ils ? Pour me répon-dre, Rashid Mohammed a sorti un carré de papier de son carnet. Il y exprime sa recon-naissance traduite dans notre langue. « O peuple français, que votre patrie soit bénie. Vo-tre liberté, votre indépendance vous honorent. Nous ne sou-mes pas ici pour prendre votre travail. Nous sommes des re-capés de la barbarie. Un jour, nous rentrerons dans notre pays libéré. En attendant, nous voulons apprendre votre science, vos traditions. Nous n'oublierons jamais que vous nous avez sauvés de la mort en nous ouvrant votre vil-lage... »

L. M.

Mainsat ne seront jamais comme nous... ils ont de drôles de mœurs... Les femmes au boulot, les hommes aux re-pos... Le gouvernement leur a offert des machines à laver, et un petit car pour les promener (NDLR : il s'agit d'un véhicule de ramassage scolaire), c'est pas une chose à faire. »

La pompiste ne cache pas son indignation. « Nous avons un bon maire, mais là, il a fait une grosse bêtise... Le prési-dent a dû lui dire : « Tu vas prendre ça. » Il s'est laissé faire... » La peur de la diffé-rence anime certains Mainsa-tois. Vous entendez dire que ces gens-là vont « coloniser » la commune, qui se dépeuple. Et puis, on se méfie de ces Kurdes qui ne mangent pas de cochon, ne boivent pas de vin, vous saluent dans la rue, se tiennent bien et traitent en silence leur lassitude. « Ils ne me gênent pas, ils ne m'inté-ressent pas, je les ignore... Moi, à leur place, je serais resté dans les camps... » La xénophobie des « anti-Kur-des » est épidémique. Mainsat ne s'habitue pas vite aux visa-ges nouveaux qui dérangent ses habitudes.

André Jouhanique, soixante-quatre ans, bouilleur de cru de son métier, veut, lui, être l'un des artisans du rap-

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A

FRFR

FRA0156 4 G 0138 FRA /AFP-VR87

Divers-Manifestation

Quatre gardiens de la paix légèrement blessés lors d'une manifestation kurde

PARIS, 12 mai (AFP) - Quatre gardiens de la paix ont été légèrement blessés et cinq personnes interpellées samedi matin devant le consulat de Turquie à Paris, à l'issue d'une manifestation de Kurdes, qui ont lancé des projectiles sur la façade du consulat.

Une centaine de manifestants, armés de pierres et d'autres projectiles, ont opéré vers 11h40 un raid surprise en lançant des projectiles contre la façade du consulat de Turquie, 184 boulevard Malesherbes (17e).

Quelques voitures ont été endommagées par les pierres.

Un des quatre gardiens de la paix blessés a été transporté à l'hôpital Bichat.

Les cinq manifestants interpellés ont été conduits au siège de la 1ère division de Police judiciaire.

pr/bd idf

AFP. 121304 MAI 90

**Le Monde** 12 mai 1990

A l'occasion d'une amnistie

## De nombreux Kurdes réfugiés en Turquie sont rentrés en Irak

ISTANBUL

correspondance

Profitant d'une amnistie décrétée par le président Saddam Hussein - jusqu'au 15 mai -, plus de mille réfugiés kurdes irakiens ont quitté le camp de Mus, en Turquie, ces derniers jours et sont retournés dans le pays qu'ils avaient fui précipitamment en août 1988. Selon des sources diplomatiques, au moins quinze cents Kurdes irakiens avaient déjà répondu à l'appel de Bagdad, lancé en février, et plusieurs centaines d'autres s'appêtent à faire de même au cours des prochains jours.

Après un an et demi passé dans des camps en Turquie sans avoir obtenu le statut officiel de réfugiés, de nombreux Kurdes irakiens ont perdu l'espoir de voir leur situation s'améliorer. Bien que, selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les autorités turques aient déployé des efforts considérables pour accueillir cette population déplacée, les conditions de vie des quelque vingt-cinq à trente mille réfugiés sont loin d'être satisfaisantes.

Le gouvernement turc a notamment annoncé la semaine dernière la suspension, en raison de « l'opposition de la population locale », du projet de construction par le HCR, dans la province de Yozgat, d'un village préfabriqué qui aurait

dû abriter la population du camp de Mardin, logée sous tente depuis son arrivée en Turquie.

Pour certains réfugiés, le retour en Irak n'est toutefois pas exempt de risques si l'on en croit les « inquiétudes » manifestées en février dernier par Amnesty International. Dans une déclaration devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, Amnesty avait fait état de « rapports » lui étant parvenus et faisant état d'arrestations ainsi que de « disparitions » de personnes qui auraient dû bénéficier des différentes amnisties prononcées par Bagdad à la suite du cessez-le-feu conclu avec Téhéran, en juillet 1988 (*le Monde* du 21 février).

Les autorités turques affirment que tous les réfugiés ont quitté la Turquie de leur plein gré, ce qui est confirmé par les agences d'aide aux réfugiés, qui précisent que les conditions dans les camps sont loin d'être intolérables. Cependant, des observateurs étrangers ayant récemment visité les camps rapportent que la tension y est élevée. Ils mentionnent des restrictions de nourriture ainsi que des coupures d'eau et d'électricité qui durent parfois plusieurs jours et qui seraient destinées à faire pression sur les réfugiés pour qu'ils retournent chez eux.

NICOLE POPE

12-13 mai 1990

# SYMPOSIUM SUR LE KURDISTAN

## Union sacrée contre le Traité de Lausanne

(De notre correspondant à Genève)

Le symposium sur le Kurdistan a réuni à Lausanne plus de 500 personnes dont un grand nombre d'experts internationaux et de responsables politiques kurdes de Turquie, d'Irak, d'Irak et de Syrie (voir *GAMK* du 27 avril). La résolution finale condamne les gouvernements de ces quatre pays pour leur politique d'opposition au peuple kurde et y ajoute la République soviétique d'Azerbaïdjan, tandis que la Géorgie et l'Arménie sont citées comme les seuls pays où les droits nationaux et culturels des kurdes sont respectés.

«La situation de la question kurde, poursuit la résolution, réside dans la décolonisation du Kurdistan et le libre exercice par le peuple kurde de son droit à disposer de son sort et des ressources de son pays».

### S'unir pour être crédible

La résolution «reproche aux Nations Unies de ne pas s'être occupées jusqu'ici de la question kurde» et reprend l'appel lancé en octobre 1989 par Sakharov pour la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire de l'ONU en vue de traiter cette question. Elle reconnaît toutefois qu'en dépit des sacrifices consentis par le peuple kurde pour sa liberté, «il n'est pas encore parvenu à constituer une organisation propre à le représenter en tant que nation et de manière crédible».

### Le 70<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Lausanne

Une seconde résolution fait la synthèse des travaux des neuf ateliers d'experts dont l'un était consacré aux minorités et peuples voisins (voir le *texte intégral* ci-après). A ce propos le symposium a constaté «une communauté de destin entre les Kurdes, les Arméniens et les Assyro-Chaldéens ainsi que la nécessité d'un rapprochement entre ces peuples».

Enfin, au cours de la dernière séance plénière il a été proposé de marquer le 70<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Lausanne, le 24 juillet 1923, par un Congrès réunissant à Lausanne les représentants des peuples qui en subissent jusqu'à ce jour les effets pervers et iniques : Kurdes, Armé-

niens, Assyro-Chaldéens, Grecs d'Asie mineure...  
 cide arménien le cinéaste Yilmaz Güney a déclaré notamment : «Si la Société des Nations avait jugé et sanctionné sévèrement ce crime contre l'humanité, il est probable que les dirigeants Kémalistes n'auraient pas tenté de faire subir aux Kurdes le sort des Arméniens : massacrer et déporter, entre 1925 et 1940, plus du tiers de la population kurde de Turquie...».

Quant aux kurdes d'Arménie soviétique, ils jouissent des droits culturels plus étendus que partout ailleurs. Actuellement, les Kurdes d'URSS demandent la reconstitution de leur région autonome créée en 1923 et dissoute en 1929 par Staline, entre l'Arménie soviétique et le Karabagh (District de Latchine actuellement en Azerbaïdjan).

Dans le débat, les points suivants ont été mis en évidence :

- Dans l'optique de l'établissement des droits légitimes des peuples de la région, il y a deux

écueils : l'extrémisme religieux et l'extrémisme nationaliste.

- Actuellement, différents nationalismes, dont le nationalisme turc, essaient d'exploiter le facteur religieux à leur avantage.

- D'autre part, la question des minorités se pose dans le cadre du mouvement nationaliste kurde. Le nationalisme kurde saura-t-il accorder aux minorités du Kurdistan ce que les autres nationalismes n'ont pas su accorder aux kurdes ?

- Des structures fédérales et supra-nationales seraient une réponse à ce risque.

- En outre, un grand travail reste à faire pour sensibiliser toutes les communautés à la nécessité du respect et de la compréhension des autres.

L'atelier a retenu comme mot de la fin l'expression «communauté de destin» qui figure dans le message du rapporteur assyro-chaldéen empêché de venir.

niens, Assyro-Chaldéens, Grecs d'Asie mineure...

Armand GASPARD

### Atelier 7 : (SYMPOSIUM KURDISTAN) Minorités et peuples voisins

Le Kurdistan comprend plusieurs communautés religieuses et ethniques : les Kurdes qui se subdivisent en Musulmans sunnites et alévites, ainsi que Yezidis ; les Assyro-Chaldéens, les Arabes, les Turcs et les Juifs ainsi qu'autrefois, les Arméniens.

Deux communautés seulement ont fait l'objet d'une présentation : Yezidis et Arméniens (Hiwa Mahmod, Paris et, Armand Gaspard, Genève).

Les Yezidis se distinguent par une religion dualiste dérivant des anciennes zoroastriennes. Du point de vue culturel et linguistique ils sont considérés comme Kurdes. On estime leur nombre total à 150 000 répartis en Turquie (Hakkari- lac de Van), en Irak (région de Mossoul où se trouve leur lieu saint) et en Arménie Soviétique.

Les Arméniens ont coexisté avec les Kurdes pendant 25 siècles jusqu'au génocide de 1915, auquel des Kurdes ont participé. La négation du droit à l'auto-détermination des deux peuples au Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 les a rapprochés. Ce rapprochement s'est manifesté par des accords entre organisations nationalistes en diaspora. Ainsi, devant le Tribunal permanent des peuples réuni à Paris en 1984, pour se prononcer sur le géno-

**garn**  
**gamk**

QUOTIDIEN ARMÉNIEN

12-13 mai 1990



ՕՐԱԿԵՆՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄՈՒՅՑՈՒՄ  
QUOTIDIEN ARMENIEN

## LA PRESSE TURQUE MUSELEE

*Nous publions ci-dessous le communiqué signé par les correspondants à Paris de dix revues indépendantes turques dont l'impression et la publication sont mises en danger par les dernières mesures prises en Turquie.*

### Turquie : encore un coup d'Etat

Non, il n'y a pas d'erreur : après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, la Turquie vient de connaître son quatrième coup d'Etat de l'ère républicaine. C'est ce que confirment plusieurs journalistes turcs (cf par exemple Y. Dogan, Milliyet, 12/04/90 et A. Woymen. id., 15/04/90).

Depuis quelques années on parlait de «retour à la démocratie». Nous constatons aujourd'hui que même ce simulacre de démocratie est remis en cause par ses instigateurs. Car nous nous trouvons face à un «coup d'Etat civil».

A la suite de plusieurs réunions du Conseil National de Sécurité (instance constitutionnelle composée des chefs des armées, des principaux ministres, chargée de «conseiller» le gouvernement) et autres «sommets» et rencontres, le Président de la République, le gouvernement, le parti au pouvoir (ANAP), mais aussi les deux partis d'opposition représentés au parlement (SHP et DYP), ont donné carte blanche à l'armée : «Nous vous accordons les pleins pouvoirs pour anéantir la guérilla kurde». Ainsi, l'armée turque a pu mettre en pratique sa solution basée sur la force militaire. Mais il fallait pour cela faire taire la presse indépendante. Qu'à cela ne tienne !

### Non au décret-loi 413

Par le décret-loi 413 mis en vigueur début avril 1990, le ministre de l'Intérieur est investi des pleins pouvoirs pour interdire, faire saisir

toute publication, censurer toute information et commentaire, faire fermer toute imprimerie. Sur son ordre, toute personne, même un député, peut être arrêtée (lourde menace pour la vingtaine de députés kurdes, mais aussi pour les députés syndicalistes). Il peut également expulser des régions à prédominance kurde «toute personne susceptible de troubler l'ordre public».

Ce décret-loi «très spécial» a été promulgué en «état d'urgence» et ne sera donc pas présenté au Parlement. En outre, aucun recours constitutionnel ne pourra être engagé contre ce décret. Comme on ne peut non plus formuler de recours contre les décisions administratives prises en vertu de ce décret, le Conseil d'Etat, comme le Parlement et la Cour Constitutionnelle, est également mis hors-jeu. Ainsi l'Armée et le ministre de l'Intérieur, seules autorités compétentes, ont les mains libres : la Turquie est une nouvelle fois en état de siège.

### La presse muselée

Police et Cours de Sûreté d'Etat se sont mises au travail :

- Menacé par la police de fermeture de son imprimerie, le Hürriyet Holding (l'un des premiers de la presse turque) a rompu unilatéralement le contrat le liant à l'hédomadaire 2000'e Dogru (Vers l'an 2000). Pour la première fois depuis sa parution en janvier 1987, ce journal n'a pu paraître dimanche 15 avril.

- La Cour de Sûreté d'Etat de Diyarbakir (Sud-est) a lancé un mandat d'arrêt contre D. Perincek, directeur

de la publication de ce même journal, pour avoir publié une série d'entretiens avec A. Ocalan, secrétaire général du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes) en octobre 1989 (1).

- Plusieurs autres publications indépendantes (Birikim, Deng, Medya Günesi, Yeni Demokrasi, Yeni Oncu...) risquent également, selon le même processus, de se trouver sans imprimerie. Ces publications ont déjà payé un lourd tribut depuis leur création voici deux ans (plusieurs saisies, plusieurs journalistes emprisonnés et plusieurs procès).

Ces mêmes mesures répressives visent également à stopper les mouvements de grève et manifestations ouvrières. Depuis quelques jours, plusieurs mouvements de grève ont été suspendus par le gouvernement pour raison de «sécurité nationale». Fidèle à son habitude, l'Etat turc veut encore une fois empêcher la commémoration de la Fête du Travail. Rappelez-vous que le 1<sup>er</sup> mai 1989 la police turque s'est particulièrement illustrée en ouvrant le feu sur la foule et en assassinant un apprenti menuisier de 18 ans.

Aujourd'hui, l'Etat turc veut de nouveau déclarer zone militaire les régions à prédominance kurde (à l'est d'une ligne Adana-Samsun) et interdire ainsi cette partie du pays aux journalistes refusant les informations officielles et l'autocensure.

Correspondants à Paris de :

DENG, DUNYA SOLU, EKIN-BELLELEN, EYLEM, HEDEF, 2000'e DOGRU, MEDYA GUNESI, THORI, TOPLUMSAL KURTULUS, YENI DEMOKRASI.

CORRIERE DELLA SERA Domenica 13 maggio 1990

A Napoli quattro container con 75 tonnellate di materiale bellico stavano per essere imbarcati su una nave per il Medio Oriente

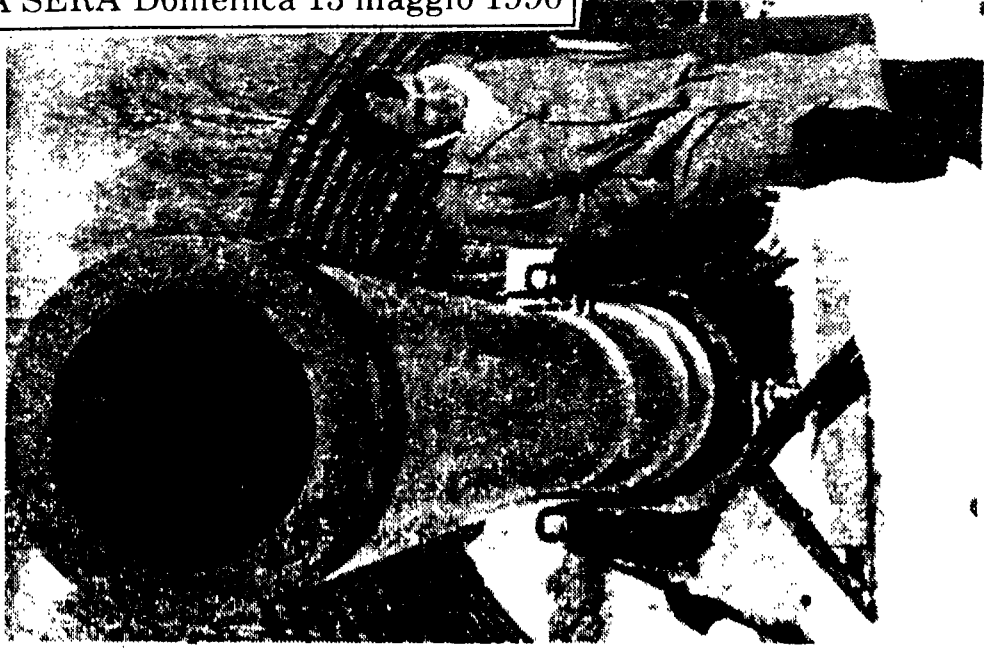
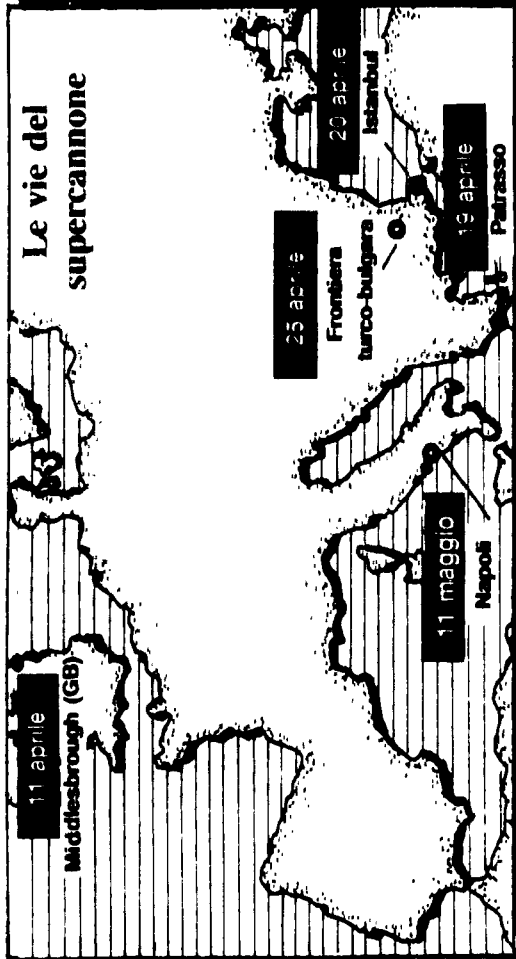
# Supercannone, intrigo internazionale

Il progetto militare «PC-2» del governo di Bagdad prevede la costruzione di strutture in grado di lanciare ordigni a testata nucleare. Il blitz è scattato venerdì mattina, sono stati sequestrati manufatti metallici a Brescia e a Terni, perquisizioni nella capitale - Il contratto per la fornitura di «elementi in acciaio speciale» era autorizzato dal nostro ministero per il Commercio Estero

ROMA — Doveva partire venerdì mattina per l'Irak. I carabinieri sono arrivati quando i quattro container — peso di 75 tonnellate — erano già sul molo, pronti per esser sollevati dalla gru e sistemati nella stiva della motonave «Jolly Turchese» diretta in Irak. «Manufatti in acciaio fucinati», c'era scritto sulle bolle color ocra incollate alle casse.

Invece erano i pezzi posteriori (la «culatta» in linguaggio tecnico) del supercannone che il governo dell'Irak sta facendo costruire in alcune delle maggiori acciaierie europee. I pezzi sequestrati a Napoli combacerebbero perfettamente con i tubi d'acciaio (le «canne») costruiti da una acciaieria britannica e sequestrati in Inghilterra l'11 aprile scorso. L'intero progetto militare per la costruzione della super-arma ha un nome in codice, hanno scoperto i carabinieri: si chiama «programma PC-2». Prevede la costruzione in punti diversi del mondo di un cannone da assemblare poi in Irak, in una fabbrica alle porte di Bagdad: un capolavoro di balistica, che può sparare un proiettile (anche a testata nucleare) fino a 300 chilometri di distanza.

Il blitz di venerdì matti-



Gerald Bull, inventore del supercannone, nel centro di ricerca spaziale del Quebec nel 1965. Il progettista è stato assassinato lo scorso marzo a Bruxelles (Foto Ap)

## L'allarme sulla trama è partito da Londra

La trama del supercannone si estende attraverso l'intero Vecchio Continente ed è cadenzata dai sequestri compiuti dai servizi di sicurezza di diversi Paesi. Il primo blitz è scattato in Gran Bretagna l'11 aprile quando le autorità confiscano un carico di «tubi per oleodotti» che stava per essere imbarcato su una nave noleggiata dal ministero dell'Industria di Bagdad.

Esaminando le carte confiscate in due società inglesi e quelle della Sre di Gerald Bull gli inquirenti hanno accertato che il materiale per il supercannone è rinvenuto sui moli di Middlesbrough tra solo la parte di una spedi-

zione più ampia. Altre componenti della gigantesca arma erano infatti già partite per l'Irak via terra.

Da Londra è stato lanciato l'allarme. La segnalazione non ha tardato a dare i suoi frutti: il 19 aprile, nel porto greco di Patrasso, è stato individuato e confiscato un altro carico. Dopo appena 24 ore un altro grosso Tir è stato fermato a Istanbul (all'interno i soliti tubi). Cinque giorni più tardi nuova sorpresa al confine tra Turchia e Bulgaria dove i doganieri hanno scoperto un altro segmento della «Irak Connection». Venerdì l'ultimo blitz — ma non ne siamo certi — in Italia.

na dei carabinieri della Legione Roma è scattato contemporaneamente, oltre a Napoli, anche a Terni, Roma e Brescia. A Terni, nella sede della «Società delle Fucine» (l'ex «Terni Acciai speciali spa») sono stati sequestrati 15 tonnellate di manufatti in acciaio e molti incartamenti, lettere, documenti tecnico-amministrativi.

E' qui alle «Fucine» che le parti del supercannone sono state costruite, su regolare commissione del ministero dell'Industria iracheno: la commessa parlava di «elementi in acciaio speciale combinanti fra loro a coppie per raccordi dell'industria petrolifera». In altre parole, pezzi per un oleodotto particolarmente sofisticato. A Brescia, in una piccola fabbrica metallurgica, sono stati invece sequestrati altri pezzi in acciaio — elementi minori, del peso totale di 1,5 tonnellate — facenti parte del medesimo progetto. A Roma, invece, i militari hanno eseguito numerose perquisizioni domiciliari sequestrando molta documentazione attualmente al vaglio degli esperti dell'Arma: si tratta di materiali che dovrebbero mettere a punto l'organigramma di tutte le società italiane coinvolte nella costruzione del supercannone e i rapporti intercorrenti tra loro.

L'inchiesta è coordinata dal procuratore della Repubblica di Terni, Adriano Rosellini, dal suo sostituto Carlo Maria Zampi, dai colonnelli Cenniccola, comandante della Legione Roma e Conforti (reparto operativo). Le indagini hanno avuto inizio quando il 19 aprile scorso nel porto greco di Patrasso vennero sequestrati dalla polizia ellenica due camion inglesi che trasportavano uno un gigantesco tubo d'acciaio dal peso di 31 tonnellate, l'altro dei componenti particolari sempre nello stesso tipo d'acciaio particolarmente sofisticato. Era il supercannone. I due camion erano appena sbarcati da un «cargo» proveniente dall'Italia: c'era dunque il legittimo sospetto che persone e società italiane fossero coinvolte nell'attuazione del «programma PC-2». Di qui le indagini, iniziate dai cara-

binieri con la collaborazione dei servizi di sicurezza militari. Il carico diretto a Bagdad è giunto da Terni due giorni fa, i container sono ora custoditi presso i depositi della società «Cemat» nel porto di Napoli.

Proprio i carabinieri della Legione Roma erano già intervenuti, nel marzo 1988, interrompendo un traffico illegale di armi tra l'Italia e l'Irak. Si trattava, in quel caso, di componenti per bombe «Cluster»: un ordigno di terrificante potenza che, sganciato da un aereo, esplose a mezz'aria «innaffiando» il terreno intorno con biglie d'acciaio arroventate. I carabinieri sequestrarono tra l'aeroporto di Fiumicino, la Toscana e la Lombardia 60 tonnellate di componenti per bombe «Cluster»; le società che le avevano prodotte, con regolare contratto del governo iracheno, credevano si trattasse di innocue parti per macchine industriali che le fabbriche irachene avrebbero poi provveduto ad assemblare.

Nell'ambito dell'inchiesta sul supercannone costruito dalle acciaierie di Terni, dunque, non vi sono per ora né arresti né invii di comunicazioni giudiziarie. Si tratta di accertare, sostengono gli inquirenti, se i responsabili tecnico-amministrativi delle società interessate al megacontratto con l'Irak fossero o meno in buona fede, visto che il rapporto col ministero dell'Industria di Bagdad era regolare e autorizzato dal nostro ministero del Commercio con l'Estero. In altre parole: i dirigenti delle «Fucine» e quelli di Brescia sapevano che stavano in realtà costruendo un cannone dalla straordinaria gittata e non degli innocui tubi per oleodotto?

I rapporti con l'Irak, sulle commissioni industriali di «parti in acciaio» hanno molti precedenti.

Ora si tratta di verificare se vi siano implicate altre persone. I carabinieri hanno interrogato alcuni tecnici italiani che erano in contatto con Gerald Bull, l'ingegnere canadese genio della balistica e inventore del supercannone destinato all'Irak, assassinato il 22 marzo scorso a Bruxelles.

Cesare De Simone

## Il capolavoro Babilonia nell'arsenale di Hussein

Oggetto: supercannone. Nome in codice: Babilonia. Località di dispiegamento: Mosul e Kerbala (Irak). Inventore: Gerald Bull (assassinato). Committente: il presidente iracheno Saddam Hussein. Sono questi i protagonisti del progetto destinato a dotare la già possente macchina da guerra di Bagdad di un nuovo strumento bellico.

Il primo capitolo dell'intricata vicenda risale alla fine dell'87 quando gli iracheni, timorosi di un'offensiva iraniana, chiedono a Gerald Bull, ambizioso scienziato d'origine canadese, ex consulente del Pentagono e titolare della Space Research Corporation, di studiare nuove armi. Bull, infaticabile e uomo dalle mille risorse — ha lavorato con gli USA, ha venduto cannoni a Sudafrica, Cile e Israele — non ha difficoltà a soddisfare la richiesta del ricco cliente.

Attraverso un complesso «giro», lo scienziato fornisce agli iracheni (ma anche agli iraniani) un potente pezzo d'artiglieria (il G5) e promette lo sviluppo di un proiettile auto-propulso. Ma a Saddam non basta. Così gli uomini della Src rispolverano un vecchio progetto — lo Harp — che era stato messo a punto per conto degli americani, elaborando quanto avevano fatto i tedeschi con la famosa «Grande Berta». Si tratta di un gigantesco cannone — lungo 150 metri — in grado di sparare proiettili che si comportano come missili: Bull, in base alle indicazioni giunte da Bagdad, deve modificarlo in modo che possa essere usato per lanciare — a basso costo — satelliti, testate nucleari o chimiche.

La canna, che deve resistere a forti sollecitazioni,

è composta da cromo, molibdeno e vanadio. Tutti materiali che gli iracheni e i loro complici hanno dovuto acquistare all'estero. Per la precisione in Gran Bretagna — dove sono stati sequestrati nello scorso aprile — e in Italia.

Per sparare i suoi proiettili, «Babilonia» richiede speciali cariche. Anche per queste Bull mette a frutto le sue vaste conoscenze nel mondo delle armi. I servizi di sicurezza inglesi hanno accertato che gli iracheni si sono rivolti alla società belga «Astra». I funzionari della società, chiaramente imbarazzati, hanno ammesso: «Nell'88 abbiamo firmato un contratto con Bull per fornire alla Giordania, uno stretto alleato dell'Irak, un proiettile per un inusuale tipo di cannone».

E la prova che i materiali sono finiti nell'arsenale dell'ambizioso Saddam Hussein, è venuta dalle rivelazioni degli 007 di Sua Maestà. Una parte dei «prodotti» è stata consegnata al centro supersegreto «Saad 16», nei pressi di Mosul, dove vengono messe a punto armi speciali (dai gas alle armi batteriologiche). Un'altra nella base di Kerbala dove viene sviluppato il «Progetto 395», che dovrebbe dotare l'Irak di un missile terra-terra (il Tammuz 1) con un raggio d'azione di 2000 chilometri.

Sempre secondo i britannici, i famosi «tubi per oleodotto» bloccati a Middlebrough sono serviti — almeno in parte — a realizzare un tunnel per test missilistici. Altre componenti, invece, potrebbero essere state usate per realizzare tre piccoli supercannoni celati all'interno di bunker sotterranei.

G.O.

Dopo la conclusione del conflitto contro l'Iran, l'Ovest ha frenato le mire del regime che ha organizzato i traffici clandestini

# Saddam, obiettivo finale è l'atomica

## Guerra di spie attorno al dittatore, ultimo ucciso lo scienziato Bull

Saddam Hussein sogna di rinverdire i fasti di Nabucodonosor, vuole far rivivere gli splendori di Babilonia e brucia dall'ambizione di assumere il titolo di rais dell'intero mondo arabo. Per questo il dittatore non ha esitato a spendere milioni di dollari in progetti faraonici: dai giardini pensili alle super-armi.

Nella corsa a quest'obiettivo Saddam ha potuto contare sull'aiuto indispensabile e interessato dell'Occidente. Agli inizi degli anni '80, il governo americano (come quelli europei) non ha lesinato armi e finanziamenti a un regime dalla fedina non certo immacolata. Chiusi gli occhi davanti ai crimini compiuti da Bagdad — migliaia di curdi sterminati con i gas, centinaia di oppositori svaniti nelle segrete di Saddam — tutti i Paesi dell'Ovest hanno fatto a gara nel fornire missili,

navi, e tecnologia sofisticata. La ragione era semplice: puntellare uno Stato — l'Irak — che faceva da bastione contro l'espansionismo degli ayatollah insediati a Teheran. Per anni un fiume di soldi e armi ha irrobustito Saddam che agitava lo spauracchio della minaccia khomeinista.

Ma con la fine del terribile conflitto del Golfo e l'affievolirsi del fuoco rivoluzionario all'ombra delle moschee di Teheran, Europa e Stati Uniti, almeno a livello ufficiale, si sono mostrati più tiepidi nei confronti di Bagdad. E forse con l'intenzione di riequilibrare la loro posizione nello scacchiere del Golfo hanno posto un freno alle esose richieste dello scatenato Saddam.

Il profilo assunto dall'Ovest ha costretto gli iracheni a correre ai ripari. È nata la cosiddetta «Irak Connection», un sistema articolato di società di co-

modo, personaggi ombra e agenti segreti incaricati di procurarsi a ogni costo tecnologia e strumenti bellici sofisticati.

La tecnica usata dagli emissari di Saddam, coordinati dall'influente Hussein Kamal Al Majid (cugino del presidente), aveva uno schema fisso: 1) come primo passo gli iracheni tentano di acquistare il materiale direttamente; 2) se l'approccio non dà risultati si ricorre ad azioni clandestine.

La spesa bellica ha investito campi diversi. Innanzitutto il regime ha voluto dotarsi di un arsenale chimico. Con la cooperazione di società tedesche sono stati realizzati i centri di Samarra e di Mosul (impianto «Saad 16») che hanno dotato Saddam dell'atomica. La dogana italiana, imbeccata da quella americana, ha stroncato un traffico di detonatori nucleari destinato al centro «Saad 16», e qualche

colmare l'inevitabile gap tecnologico gli iracheni si sono rivolti alle principali industrie aerospaziali europee (anche l'italiana Snia, che ha sempre smentito, è stata coinvolta in una inchiesta).

Società, con base in Lussemburgo, Montecarlo e Svizzera hanno formato una sorta di «cartello», conosciuto come «Consent Group», nell'intento di mettere a punto un missile terra-terra. Inizialmente anche argentini ed egiziani erano associati al progetto («piano Condor» o «Project 395») ma difficoltà economiche e pressioni internazionali li hanno indotti a ritirarsi.

Più di recente gli eredi di Nabucodonosor hanno puntato all'arma assoluta, l'atomica. La dogana egiziana, imbeccata da quella americana, ha stroncato un traffico di detonatori nucleari destinato al centro «Saad 16», e qualche

settimana dopo è esplosa la vicenda del supercannon.

I contrattempi non hanno spaventato Saddam che ha subito sfruttato l'occasione per indossare le vesti della vittima e chiamare a raccolta gli altri Paesi arabi. Poi, per dare uno schiaffo ai suoi ex benefattori, il dittatore è comparso in tv ed ha mostrato alcuni detonatori nucleari: «Lì ho comprati regolarmente» ha commentato beffardo.

Ma tanta sfrontatezza tradisce anche l'apprensione del capo del regime che sa di avere molti nemici. Una lunga serie di episodi misteriosi quanto violenti è collegata ai traffici iracheni. Uno scienziato egiziano coinvolto nel progetto Condor è volato dal terrazzo della sua abitazione. Un altro esperto arabo è stato assassinato a Parigi dopo una notte d'amore con una splendida

modella. Una settimana più tardi la giovane è morta investita da una macchina pirata. La vettura di un ingegnere del «Consent Group» è saltata in aria in Costa Azzurra. Un'autobomba è esplosa al Cairo davanti alla residenza di alcuni tecnici tedeschi al servizio di Bagdad. L'impianto militare iracheno di Al Hillal è stato devastato da un'esplosione.

L'ultimo nome comparso sulla lista di sangue è quello, guarda caso, di Gerald Bull, il padre del supercannon «liquidato» a Bruxelles il 22 marzo. Il figlio della vittima ha accusato senza mezzi termini l'intelligence israeliana, ma qualcuno, ricordando i rapporti dello scienziato con la Cia, ha avanzato ipotesi che fosse un agente doppio. Resta il fatto che dal giorno della sua morte la «Irak Connection» ha subito un colpo micidiale.

Guido Olimpio

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A

GL6L  
 FRA0442 4 I 0232 TUR /AFP-LC28  
 RFA-Turquie  
 Ankara qualifié d'"absurdes" des accusations d'utilisation d'armes chimiques  
 contre les Kurdes

ANKARA, 14 mai (AFP) - Ankara a qualifié lundi d'"absurdes" des accusations du parti écolo-pacifiste ouest-allemand des Verts selon lesquelles l'armée turque aurait utilisé des armes chimiques contre les Kurdes du sud-est de l'Anatolie.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole adjoint du ministère turc des Affaires étrangères, Ferhat Ataman, a déclaré que "ces affirmations absurdes étaient sans fondement" et que l'armée turque "n'avait jamais utilisé d'armes chimiques" contre la population du sud-est anatolien, en grande majorité kurde. Il a rappelé que la Turquie avait accueilli depuis août 1988 plusieurs dizaines de milliers de Kurdes d'Irak qui fuyaient leur pays.

Quelque 100.000 Kurdes d'Irak s'étaient réfugiés en Turquie pendant l'été et l'automne 1988, fuyant de violentes attaques de l'armée irakienne. 35.000 environ sont toujours hébergés dans des camps de "résidence temporaire" dans l'est et le sud-est du pays, sans avoir le statut de réfugié politique.

Un général responsable de la sécurité dans le sud-est anatolien avait proposé en août dernier à Hakkari (sud-est) "l'utilisation d'armes chimiques contre les indépendantistes kurdes réfugiés dans les grottes dans les montagnes de cette région "pour résoudre radicalement le problème".

ym/plh/hcs

AFP 141920 MAI 90

FRA0288 4 I 0144 RFA /AFP-JH23  
 RFA-Turquie

La Turquie utiliserait des armes chimiques contre les Kurdes, selon les Verts

BONN, 14 mai (AFP) - L'armée turque utiliserait des armes chimiques contre les Kurdes dans le sud-est de l'Anatolie, selon le parti écolo-pacifiste ouest-allemand des Verts.

Dans un communiqué diffusé lundi, les Verts citent le président du parti social-démocrate turc (SHP), M. Erdal Unonu, attendu en RFA dans les prochains jours, qui s'est récemment rendu à Uledere, dans le Kurdistan turc.

Selon les Verts, M. Unonu a reçu un rapport écrit d'un maire de la région, qui affirme que des armes chimiques sont utilisées contre les Kurdes dans le sud-est de l'Anatolie, et qui demande une enquête sur cette affaire.

M. Unonu doit notamment rencontrer mardi et mercredi en RFA le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

fd/bd

AFP 141554 MAI 90

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A



International Herald Tribune, May 14, 1990

## Italian Parts Linked To Iraqi 'Supergun'

Reuters

ROME — A state-owned Italian steel company implicated in the Iraqi "supergun" dispute said Sunday that it believed components ordered by Baghdad were for a petrochemical plant and that it had no idea they might have a military use.

An earlier part of the 4.8 billion lire (\$3.9 million) order had been delivered, according to a spokesman for the Societa delle Fucine steelworks in Terni.

Italian policemen seized more than 90 tons of parts on Saturday that they suspected could make up the breech of a giant cannon capable of firing nuclear or chemical weapons several hundred kilometers.

The seizure followed the discovery in Britain, Turkey and Greece in the last month of sections of steel pipe that customs officials said could be components of a 40-meter (130-foot) gun, able to bombard Israel, Iran or Syria.

In London, a customs spokesman said that British and Italian officials would consult this week and that a British customs officer might travel to Italy to examine the seized parts.

Societa delle Fucine, which made the components, 75 tons of which were seized in the port of Naples, said they had been ordered by the Iraqi Industry Ministry eight months ago.

"The indication from the Iraqi ministry was that they were for a petrochemical plant," a spokesman said for the company said. "It did not seem possible that they could be used for any suspicious machinery."

Officials at the company, a subsidiary of the giant Italian industrial group Istituto per la Ricostruzione Industriale, said the parts were shaped like prisms, rather

than the giant metal tubes that were seized in other countries.

Policemen seized an additional 15 tons of forged steel components from the Fucine steelworks, and also confiscated documents. One and a half tons of metal parts were impounded in a warehouse in the northern city of Brescia.

No arrests have been made. Investigating magistrates said they would question managers at Fucine.

Four containers holding the impounded components were guarded Sunday by paramilitary policemen in the Naples port area. The Italian merchant ship Jolly Turchese had been due to sail for Baghdad on Sunday morning with the cargo.

### ■ Iraq Is Said to Seek Talks

*Caryle Murphy of The Washington Post reported from Cairo:*

President Saddam Hussein of Iraq, seeking to transform his country's uneasy truce with Iran into a formal peace, has proposed direct talks with President Hashemi Rafsanjani of Iran, a Tehran newspaper reported.

Iran's acceptance of the proposal would signal a major breakthrough in resolving the conflict between the two countries, principally over the Shatt-al-Arab waterway.

A dispute over control of the strategic channel led to the devastating eight-year Gulf War between Iraq and Iran. The conflict ended in a United Nations-sponsored cease-fire 21 months ago.

The Tehran Times, a newspaper that reflects Mr. Rafsanjani's views, said Mr. Hussein's proposal, made in a letter dated May 1, indicated that "Iraq wishes to hold direct talks with Iran, but out of the framework provided by the United Nations-sponsored peace resolution, at the presidential level."

A Kuwait newspaper, As Seyassa, reported that Mr. Hussein had proposed meeting Mr. Rafsanjani in Mecca to discuss the Shatt-al-Arab dispute on the basis of an 1975 accord dividing the waterway down the middle.

An Iraqi deputy foreign minister, Nizar Hamdoon, called Baghdad's proposal "an opportunity for a comprehensive settlement to the border conflict."

L'Humanité, 15 mai 1990

## TURQUIE : ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES

Le parti des Verts allemands, dont une délégation vient de se rendre en visite au Kurdistan de Turquie, a fait état lundi d'informations selon lesquelles l'armée turque utiliserait des armes chimiques contre les Kurdes dans le sud-est de l'Anatolie où le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a repris la lutte armée depuis 1984. Ces informations figurent dans un rapport remis par un maire de la région à Ismet Inonu, président du Parti social-démocrate turc (SHP), attendu à Bonn. Il y rencontrera notamment le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, Hans-Dietrich Gensher.

Le Monde, 15 mai 1990

### □ Quatre gardiens de la paix blessés lors d'une manifestation kurde.

— Une centaine de manifestants kurdes, armés de projectiles divers, ont bombardé la façade du consulat de Turquie à Paris, boulevard Malesherbes (XVII<sup>e</sup>), samedi 12 mai. Au cours de cette attaque surprise quelques voitures ont été endommagées, quatre gardiens de la paix ont été légèrement blessés, — l'un d'eux a dû être transporté à l'hôpital Bichat —, et cinq personnes ont été interpellées.

17 mai 1990

## PARLEMENT EUROPEEN

Direction générale de l'information et des relations publiques  
Division centrale de presse

### DROITS DE L'HOMME

#### TURQUIE

(Résolution commune)

17.1 - Dans une résolution commune des groupes socialiste, DE, GUE et CG, le Parlement procède en quelque sorte à un bilan des atteintes et des progrès que l'on peut constater en Turquie quant au respect des droits de l'homme. Côté critiques, il demande la suppression des articles 141, 142, 163 du code pénal qui touchent à la liberté d'organisation et à la liberté d'opinion. Il réprovoque la sanglante répression qui s'est abattue sur les manifestants du 1er mai. Il condamne la décision gouvernementale du 9 avril dernier qui atteint la liberté de la presse et interdit le droit de grève.

D'un autre côté, il note avec satisfaction la suppression des mesures d'isolement des détenus, la libération de KUTLU et SARGIN, dirigeants du parti communiste. Il conclut en demandant au gouvernement turc de cesser de réprimer et de considérer comme des actes délictueux les manifestations pacifiques de l'identité kurde et souhaite des progrès entre les parties en présence afin qu'elles renoncent à la violence et envisagent une solution pacifique et démocratique au problème de la minorité kurde.

Le Monde 15 mai 1990

#### IRAK

## La trajectoire du « supercanon » passe par l'Italie

ROME

de notre correspondant

Esquissée le 22 mars dernier en Belgique avec le mystérieux assassinat de Gerald Bull, un ingénieur canadien surnommé le « Von Braun de l'artillerie lourde », relancée le 11 avril suivant après la saisie par les douanes britanniques d'une cargaison de gigantesques tubes à Middlesbrough, enrichie huit jours plus tard par l'arrestation en Grèce d'un poids lourd britannique en provenance d'Italie et chargé d'un autre énorme tube de 31 tonnes à destination de l'Irak, la grande intrigue internationale dite du « supercanon irakien » a connu, samedi 13 mai, un nouveau et spectaculaire rebondissement à Naples et Terni : 90 tonnes de composants d'acier, à destination de Bagdad, ont été mises sous séquestre par les carabinieri.

Officiellement, comme en Angleterre, le matériel saisi a été commandé, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Irak à Rome, au nom du ministère de l'industrie de son pays, il y a huit mois. Cette commande, dont une partie a déjà été livrée, et qui porte sur un montant d'environ 5 milliards de lire (22 millions de francs), est en principe destinée au secteur pétrochimique. Fabriquées par la société des Forges de Terni, filiale de l'IRI, le grand groupe nationalisé italien, et par deux autres sidérurgistes privés de Brescia, une partie des pièces en cause (75 tonnes) ont été interceptées alors qu'elles étaient déjà chargées dans quatre immenses conteneurs en partance cette semaine pour l'Irak. Le cargo sur lequel ces conteneurs devaient être embarqués appartient à un armateur

attaqué il y a deux ans dans le golfe Persique par l'Iran, précisément parce qu'il était suspecté de transporter du matériel de guerre à destination de l'Irak...

Des indices donc, mais aucune certitude. Selon un ingénieur anonyme des Forges de Terni, cité par l'agence Ansa, « les matériels commandés ne se rapportent à aucun dessein d'ensemble ». Pour l'heure, nul ne sait donc vraiment si les éléments confisqués étaient bel et bien destinés à concrétiser les rêves bellicistes du président Saddam Hussein. Selon les enquêteurs transalpins, les pièces saisies (cylindres, mécanismes hydrauliques et mécaniques, notamment) pourraient, une fois assemblées, former la partie postérieure du canon, la culasse.

PATRICE CLAUDE

□ Bagdad aurait proposé à l'Iran un dialogue au sommet. - Le président irakien Saddam Hussein a proposé, dans une lettre adressée à Téhéran, une rencontre avec son homologue iranien, M. Rafsandjani, pour relancer les négociations de paix entre les deux pays, a rapporté, samedi 12 mai, le quotidien *Teheran Times*. Mercredi, le président iranien avait assuré qu'il voyait chez les Irakiens « certains signes » de bonne volonté. De son côté, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, devait rencontrer lundi à Rome le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. - (Reuters, AFP.)

**Le Peuple  
Breton,**  
mai 1990

**Europe**

**Résolution contre  
les livraisons d'armes  
à l'Irak**

**Adopté le 5 avril 1990, à l'unanimité, moins 5 abstentions.**

Le Parlement européen,

A. considérant la politique de massacres pratiquée par le régime irakien à l'encontre du peuple kurde et rappelant notamment les bombardements chimiques effectués par l'aviation irakienne sur la population civile d'Halabja, le 17 mars 1988, qui causèrent la mort de 5.000 personnes ;

B. considérant la responsabilité qui incombe aux Etats étrangers qui ont équipé et équipent encore l'armée de Bagdad de matériels offensifs destructeurs dans la politique de massacre dont est victime le peuple kurde ;

C. profondément choqué par le décret du Conseil du commandement révolutionnaire irakien, publié le 28 février 1990, qui abolit tout châtement pour les hommes qui tueraient des femmes adultères faisant partie de leur famille (mère, filles sœurs, tantes, nièces ou cousines) ;

D. rappelant l'exécution, le 15 mars 1990, de M. Farzad Bazoft, journaliste de la presse britannique, sur ordre de Saddam Hussein ;

E. considérant avec gravité la tentative irakienne d'importer des composants d'armes nucléaires, révélée à Londres le 28 mars 1990, qui confirme les intentions du régime irakien de se doter de l'arme nucléaire bien qu'il soit partie prenante du traité international de non-prolifération nucléaire.

F. dénonçant la déclaration de Saddam Hussein, en date du 2 avril 1990, où il est fait mention de la menace d'utiliser des armes chimiques contre la population de l'Etat d'Israël ;

G. rappelant ses nombreuses résolutions précédentes sur les violations des droits de l'Homme en Irak ;

1. condamne le régime de Saddam Hussein pour son attitude agressive à l'égard des pays étrangers et de la population irakienne, particulièrement pour les massacres perpétrés à l'encontre du peuple kurde ;

2. insiste sur le fait que les Etats-membres doivent impérativement, par l'intermédiaire des ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne, étudier des moyens d'empêcher l'Irak de se doter d'armes nucléaires, au mépris des engagements qu'il avait pris aux termes du traité de non-prolifération nucléaire, et présenter des propositions en ce sens lors du contrôle de l'application du traité qui doit avoir lieu en août 1990 ;

3. invite tous les Etats-membres à interdire immédiatement l'exportation et la livraison à destination de l'Irak de tout matériel nécessaire à la production d'armes de destruction massive ;

4. invite le Secrétaire général des Nations Unies à engager les démarches pour que soit convoqué dans les meilleurs délais le Conseil de sécurité, pour étudier les modalités d'une réponse adaptée de la Communauté internationale aux dangers que fait peser le régime irakien sur la sécurité du monde ;

5. invite instamment, dans ce contexte, les Etats-membres à promouvoir une coopération avec d'autres Etats, en particulier des membres du Conseil de sécurité, disposés à envisager des mesures communes pour empêcher l'Irak, d'acquiescer de nouvelles armes de destruction massive ;

6. demande au Conseil et au ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne de prendre les mesures appropriées à l'égard de l'Irak ;

7. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne, au Secrétariat général des Nations Unies et au gouvernement irakien.



Village rasé du Kurdistan en Irak (Photo Institut Kurde)

LIBÉRATION, 16.05.1990

TURQUIE

# La paix d'Ankara dans les régions kurdes

Depuis le 9 avril, l'ordre a été rétabli dans les onze provinces kurdes de Turquie soumises à l'état d'urgence sous l'autorité absolue d'un superpréfet. Bilan peu réjouissant.

**Siirt, sud-est de la Turquie, AFP**  
**U**n mois après la promulgation de mesures de sécurité destinées à lutter contre les « séparatistes » dans le sud-est anatolien, la population à majorité kurde de cette région est encore sous le choc des restrictions imposées par Ankara.

Le décret-loi 413 du 9 avril « pour combattre le terrorisme séparatiste » a été promulgué après les incidents de la fête du printemps (Newruz) célébrée par les Kurdes qui avaient fait 6 morts. Son application est contestée par les élus locaux, de l'opposition comme de la majorité qui demandent un débat au Parlement mais admettent néanmoins l'effet « dissuasif » de la menace d'exil ou de poursuites pour « complicité » avec les « séparatistes » kurdes.

Le retour au calme constaté reste précaire, selon des notables qui s'inquiètent de la méfiance croissante de ce qui vient d'Ankara et du rejet des partis qui ont marginalisé leurs élus. Ils rappellent l'exclusion du Parti populiste social-démocrate (PPSD, opposition) des 7 députés kurdes qui s'étaient rendus en octobre à la conférence kurde de Paris. L'accueil froid, avec sifflets et jets de pierres, réservé par la population la semaine dernière au président du PPSD a alarmé la classe politique.

Mais pour les Kurdes, « Ankara », c'est aussi bien le gouvernement que l'opposition. Ils reprochent à cette dernière, qui s'en défend, d'avoir donné son aval au décret. Sous le choc des mesures, dont la censure qui les isole, ils accusent Ankara d'avoir « sous-estimé la gravité des problèmes et de ne pouvoir proposer de nouvelle politique réaliste ».

Le décret du 9 avril donnant pleins pouvoirs au superpréfet de région siégeant à Diyarbakir, a eu pour effet de stopper les grèves des commerçants et les manifestations qui « faisaient le

jeu » des « séparatistes ». Mais les mesures de maintien de l'ordre ont intensifié la crise politico-économique soulignent les notables rencontrés sur place. La population kurde réclame un équilibre économique entre l'ouest industrialisé et le sud-est aride et pauvre, et la reconnaissance de son identité culturelle.

Une minorité est sensible aux thèses des « séparatistes » qui pourraient forcer Ankara, par réaction, à développer la région. Rien cependant n'est moins sûr depuis la déclaration début avril du chef des rebelles marxistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK en lutte armée depuis 1984

contre le pouvoir central) selon lequel « l'indépendance n'est pas souhaitable avant 40 ans ».

A ce désarroi observé d'un passé proscrit et d'un avenir incertain s'ajoute les difficultés présentes de l'état d'urgence et de l'exode rural. Encouragé par les autorités, il est devenu une « évacuation forcée » aux frontières de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie, pour couper les « rebelles » de leurs bases arrière. Selon des pétitions recueillies sur place, 1,5 million de villageois auraient été « évacués » et 500 000 autres devaient l'être en 1990. « La peur d'une radicalisation du mé-

contentement des Kurdes n'est exprimée qu'entre les lignes dans la presse en raison de la censure », selon une personnalité proche du PKK. Selon cette même source, le gouvernement a opté pour la « solution militaire » basée sur « la violence et la négation des droits élémentaires du peuple kurde ». Les nouvelles mesures « ne serviront qu'à aiguïser les contradictions entre les Kurdes et Ankara », ajoutait cet interlocuteur, reprenant des craintes exprimées par des notables qui ne peuvent être soupçonnés de « complicité » avec le PKK.

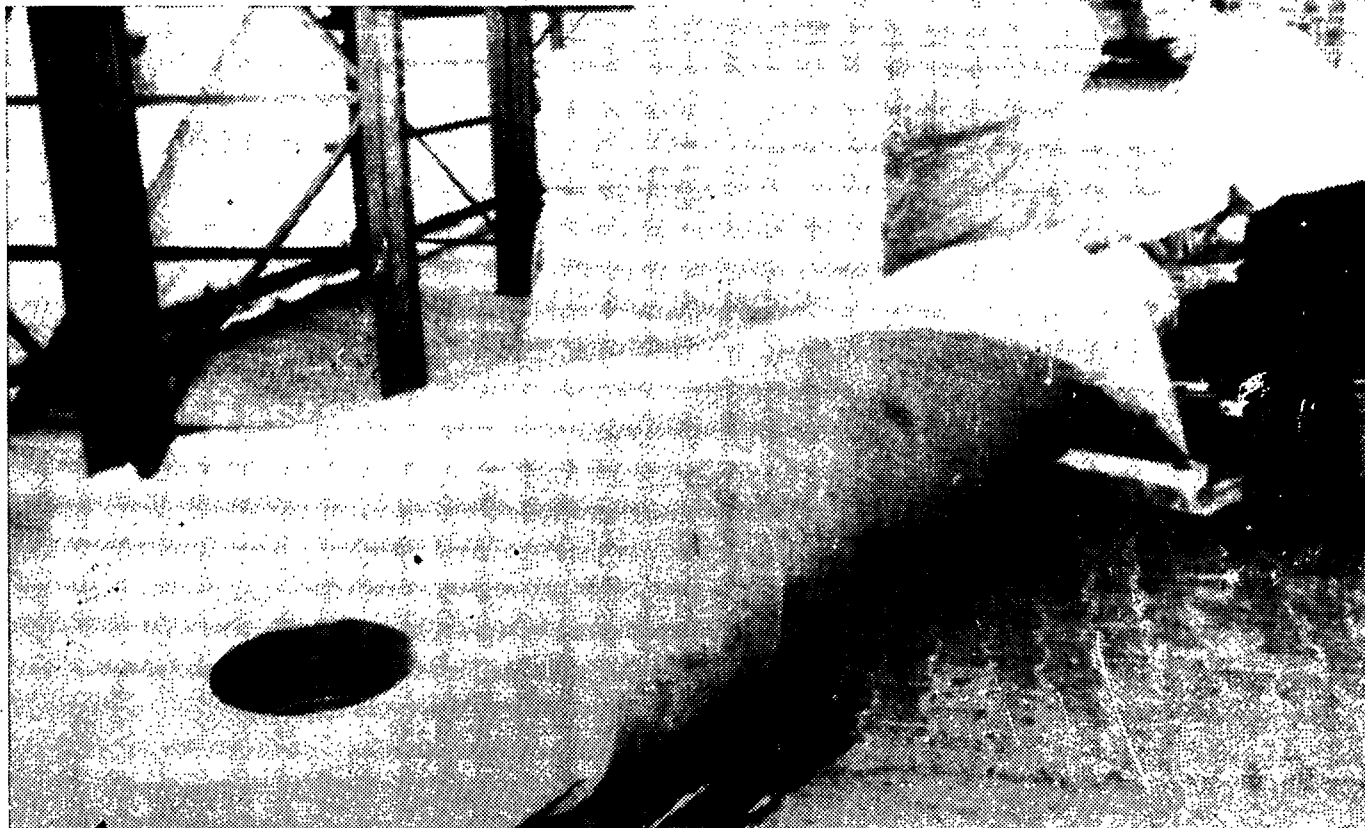
D'après Ragip DURAN

L'Humanité, 16 mai 1990

## UNE SOIRÉE POUR LA TURQUIE

En dépit de la mise en liberté provisoire, le 4 mai, de Kutlu et Sargin, les deux dirigeants du Parti communiste unifié de Turquie, leur procès et ceux de milliers de prisonniers politiques continuent. L'épouse d'Haydar Kutlu, Cicek Yagci, est toujours prisonnière. Mardi, un sociologue turc, Ismail Becigci, comparaisait devant un tribunal d'exception pour avoir écrit un livre sur le Kurdistan, où l'armée turque emploie des armes chimiques. Pour que cessent ces crimes, le Comité Turquie-Liberté et la Ligue des droits de l'homme appellent les démocrates à la soirée de soutien qui aura lieu, vendredi 18 mai, à 20 heures, au Théâtre Déjazet, 41, bd du Temple, Paris-3<sup>e</sup>.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, May 16, 1990



Agence France-Presse

Part of the 37-ton consignment destined for Iraq at a customs shed at Frankfurt airport on Tuesday.

## U.K. Identifies More 'Supergun' Parts

Reuters

FRANKFURT — British military experts say that machine parts seized at Frankfurt airport are probably part of a planned Iraqi cannon, a spokesman for the Frankfurt customs office said Tuesday.

Experts from the British Ministry of Defense had examined some of the shipment and discovered that the parts matched other parts seized in Britain. "It is clear that the parts fit together exactly," the spokesman said.

Malik Radif Ubaidi, counselor at the Iraqi Embassy in Bonn, said he had no details of the goods seized at Frankfurt airport in April.

But he repeated Baghdad's denials that Iraq is building a cannon and that the items are for the oil industry.

"The parts that have been seized in London, in Turkey and now in West Germany are not parts of a supergun, but for the petrochemical industry," he said.

The seizures will continue the debate on whether Iraq is building a 40-meter (130-foot) cannon capable of reaching targets in Israel, Iran or Syria, rival nations in the Middle East.

In the past month officials have confiscated pipes and other parts in Britain, Italy, Turkey and Greece. Defense experts say the parts probably are destined for a giant gun.

The 17 crates of machine tools seized in Frankfurt weighed 37 tons and were destined for the Iraqi capital, Baghdad. Pictures of one item showed a large steel pipe about four meters long with a diameter of about 60 centimeters (24 inches).

The crates were sent from Bel-

gium and Switzerland marked as oil industry equipment.

The spokesman said parts seized by West German customs included hydraulic pumps. Although these could be used for other purposes, investigators said they were certain they were parts of a giant gun.

The spokesman said that "looking at the measurements and the criteria we already have, the parts were 'obviously designed to build a supergun in Iraq.'"

At the West German state prosecutor's office, a spokesman said investigations into the customs' seizure were under way and likely to last for some time.

Investigations centered on a possible breach of West German restrictions on arms exports. West German law prevents the export of arms to war zones. Members of the opposition Social Democratic Party have contended that such export rules are frequently breached.

Some of the crates bore markings from the West German industrial giant Mannesmann AG and a subsidiary, Brueninghaus Hydraulik GmbH, the spokesman said.

In London, meanwhile, the Foreign Office announced that Britain's ambassador to Iraq, who was recalled in March to protest the execution of a British-based journalist, Farzad Bazoft, would return to Baghdad this week.

Relations between the two countries were damaged after Britain condemned the execution of the Iranian-born Mr. Bazoft as barbaric and summoned its ambassador, Harold Walker, for consultations.

A Foreign Office spokesman said Foreign Secretary Douglas Hurd had made it understood that Mr. Walker's recall to Britain would be temporary.

Marseillaise, 17 mai 1990

### Combats au Kurdistan turc

Cinq personnes ont été tuées et deux autres blessées dans une fusillade qui s'est produite au cours de la nuit de samedi à dimanche dans la province d'Elazig, au Kurdistan de Turquie, au cours d'affrontements entre turcs et kurdes.

Toutes les informations sur la provenance du Kurdistan sont soumises à la censure et plus d'un millier de personnes ont été arrêtées depuis le 8 mars.

Le Figaro, 18 mai 1990

La femme du président de la République au-delà du protocole

## Danielle Mitterrand : « Ce qui me séduit chez François : sa tolérance et sa générosité »

- « Les actions de la Fondation France-Libertés ont un sens politique. » ● « François m'a toujours encouragée à défendre la cause des exploités. » ● « Je n'ai pas changé parce que j'ai passé le porche de l'Élysée. »
- « François a le sens de la solidarité, même à ses dépens. »

Au quatrième étage du palais de Chaillot, face aux jardins du Trocadéro et de la tour Eiffel, tout est clair. La lumière inonde les pièces par de grandes baies vitrées. C'est là que Danielle Mitterrand a choisi d'établir le siège de sa fondation France-Libertés. Elle vous y accueille sans aucun protocole : « Un instant, j'arrive. ». Upsilon, son énorme bouvier bernois la devance. Et elle est là. Un peu tendue, réservée au début, mais très vite on trouve la femme d'action, passionnée, engagée, et voulant avant tout convaincre. Il y a l'interview, bien sûr. Et puis il y a les anecdotes, les confidences. Elles donnent de Danielle Mitterrand une image plus attachante que celle des portraits ou des biographies officielles.

La fondation ? C'est sa vie, ou presque. « Ma façon de lutter pour tout ce que je crois, pour tout ce qui est important. » 22 millions de francs de capital depuis sa création il y a quatre ans, 17 millions de francs d'actions réalisées en 1989 dans une quarantaine de pays à travers le monde. « Et nous allons faire encore mieux. »

François Mitterrand ? « Un être exceptionnel, sensible. Avant tout fidèle en amitié. Critique sur les hommes au plan politique,

incapable de les attaquer au plan personnel. Un grand travailleur, mais qui sait remarquablement organiser son temps. »

La presse ? « Que ne dit-elle pas sur nous ! Elle nous connaît très mal. Nous sommes avant tout des gens simples, sans fortune. Jamais dans notre vie nous n'avons essayé de faire de l'argent. Nous avons notre maison de Latché et notre appartement de la rue de Blèvre. Celui-là, quand nous l'avons acheté, certains disaient que c'était une rue mal famée parce qu'il y avait des arabes qui y habitaient... »

Moi ? « Je dois tout à François, c'est lui qui m'a formée. J'avais vingt ans quand je l'ai connu, pendant la guerre. Il m'a tout appris. Mais l'Élysée ne m'a pas changée, je dis ce que je pense. Ma façon de vivre n'a pas varié : je fais moi-même mes courses, je vais au cinéma, je flâne dans les rues. »

Les Français ? « Pourquoi ne peuvent-ils s'entendre pour faire notre pays plus juste, plus égal... »

Ces réflexions de Danielle Mitterrand donnent à son interview un éclairage particulier même si celle-ci ne les estime pas essentielles par rapport à l'action qu'elle mène avec sa fondation France-Libertés.



Prise d'un fou rire lors d'un voyage officiel à Quito sous le regard d'un François Mitterrand interrogateur : toute la complicité d'un couple... (Photo Janin/AFP.)

**LE FIGARO.** — Pourquoi avoir créé la Fondation France-Libertés ?

**Danielle MITTERRAND.** Je vous précise que son nom exact est : France-Libertés — Fondation Danielle Mitterrand.

Elle doit permettre à ceux qui m'ont suivie et soutenue dans ma démarche pour les droits de l'homme et les libertés de disposer d'une structure autonome permettant de redistribuer dans leur intégralité

Or ce n'est pas faire la charité que de permettre, comme nous le faisons par notre soutien, à des individus ou à des populations démunies de recouvrer leur dignité et de prétendre au respect.

Comment voulez-vous dissocier les droits de l'homme de toute politique, dans le vrai sens du terme ? Les droits de l'homme sont multiples, indivisibles et, bien sûr, indissociables : droit à la vie, à la nourri-

par exemple, qui lutte pour sa survie contre les éléments ; sa défense du droit à l'assistance humanitaire à l'encontre du devoir de non-ingérence ; la dénonciation de l'emploi de l'arme chimique à l'ONU (Halabja en Irak) ; l'abolition de la peine de mort.

Toutes ces mesures, mon mari les a exprimées publiquement en sa qualité de président. Elles ont permis à la fondation d'associer le mot France à celui de libertés.

— **François Mitterrand s'intéresse-t-il beaucoup à la Fondation France-Libertés ?**

— Cette fondation porte le nom de Mitterrand, François sait que j'en ai conscience et que j'en assume la responsabilité.

Lorsque la fondation a repris les actions des associations que j'animais ou présidais précédemment (21 Juin, Cause commune), nous avons demandé l'avis de François avant de décider de lui donner mon nom.

Nous menons des centaines d'actions dans le monde entier. Vous pensez bien que je ne l'entretiens pas de chacune d'elles au quotidien. Mais il est très informé de nos grands engagements : je pense aux rencontres historiques de Dakar en 1987, poursuivies par la semaine de Marly-le-Roi en 1989, qui ont permis à des Sud-Africains de toutes opinions de préparer l'avenir de leur pays dans la perspective d'une démocratie multiraciale. Je pense au colloque international à Paris en octobre dernier sur les conditions des minorités kurdes, et en décembre 1988, pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, où il a lui-même développé le droit à l'aide humanitaire.

Dans maintes circonstances, il suit le parcours, de France-Libertés, informé par moi-même ou par d'autres qui partagent nos engagements.

Naturellement, les démarches de France-Libertés ne peuvent s'identifier aux prises de position officielles de la France.

— **Peut-on être femme du président de la République sans perdre une partie de sa liberté d'action ?**

— J'ai tout à fait conscience que, épouse du président de la République, durant tout le temps consacré à cette tâche, je m'interdis de m'exprimer dans les domaines qui concernent ma fondation, à moins que l'on ne m'y invite. Au cours des voyages ou réceptions officiels, je m'en tiens au rôle d'invitée ou d'hôtesse attentive.

Cela ne m'empêche pas de garder mon indépendance d'esprit et ma liberté d'action qui me permettent d'inscrire ma fondation dans sa volonté de dénoncer les violations, de défendre les libertés et d'agir en conséquence. Ce n'est pas parce que j'ai passé le porche de l'Élysée en 1981 que je devais endosser un costume qui ne m'aurait pas convenu. J'avais cinquante-six ans à l'époque, je n'allais pas changer.

Je peux même ajouter que cette position m'a ouvert un champ d'action plus vaste, une audience plus large dont j'ai saisi l'opportunité.

— **Vous arrive-t-il de n'être pas d'accord avec certaines initiatives ou prises de position du président de la République ?**

Non, je ne l'ai jamais pris en défaut sur le terrain des droits de l'homme.

Et même si le gouvernement, pour respecter des engagements diplomatiques ou économiques, prend des mesures qui ne se conjuguent pas avec les interventions de France-Libertés, François m'a toujours encouragée à défendre la cause de ceux qui sont exploités ou exterminés parce qu'elle est juste et parce que nos arguments humanitaires sont incontestables.

## « Comme tous les Français »

Les grands thèmes qui président aux engagements que François Mitterrand préconise, comme « Il n'y a pas de liberté sans une justice indépendante », sont les nôtres.

## Interview recueillie par Gérard NIRASCOU

tous les financements et collectes recueillis.

Son objectif ? D'abord mobiliser les hommes et femmes de bonne volonté. Tous ceux qui refusent la fatalité qui voudrait que les affamés aient toujours faim, que les bâillonnés n'aient jamais la faculté de prendre la parole, que les autres soient toujours exclus et marginalisés. Mobiliser aussi tous ceux qui n'acceptent pas de renoncer à vivre de manière plus conviviale et de subir de plus en plus de violences.

Ensuite, cette fondation permet d'avoir une tribune reconnue pour transmettre les témoignages qui nous sont confiés, et acquérir une crédibilité pour convaincre les instances au pouvoir que certains principes reposant sur nos valeurs sont incontournables.

Nous nous engageons dans tous les pays où notre aide est sollicitée, sans nous spécialiser dans un domaine d'intervention ; nous nous efforçons de répondre aux atteintes aux libertés, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, car l'arbitraire, on le sait, a de nombreux visages.

— **A l'inverse des femmes des précédents présidents qui avaient fondé des associations caritatives, vous avez choisi une approche plus politique. Pourquoi ?**

— Pour moi, l'appellation « caritative » a un sens précis : elle traduit les modalités et l'esprit dans lequel se manifeste l'aide apportée aux autres.

ture, à l'éducation, à l'expression, à la santé, au développement, à la sauvegarde de son environnement, à la culture, etc.

Si politique veut dire organisation de la société, dans notre engagement pour une plus grande justice, un réel partage, dans le respect de l'autre, vous comprendrez alors que toutes les actions de ma fondation ont un sens politique.

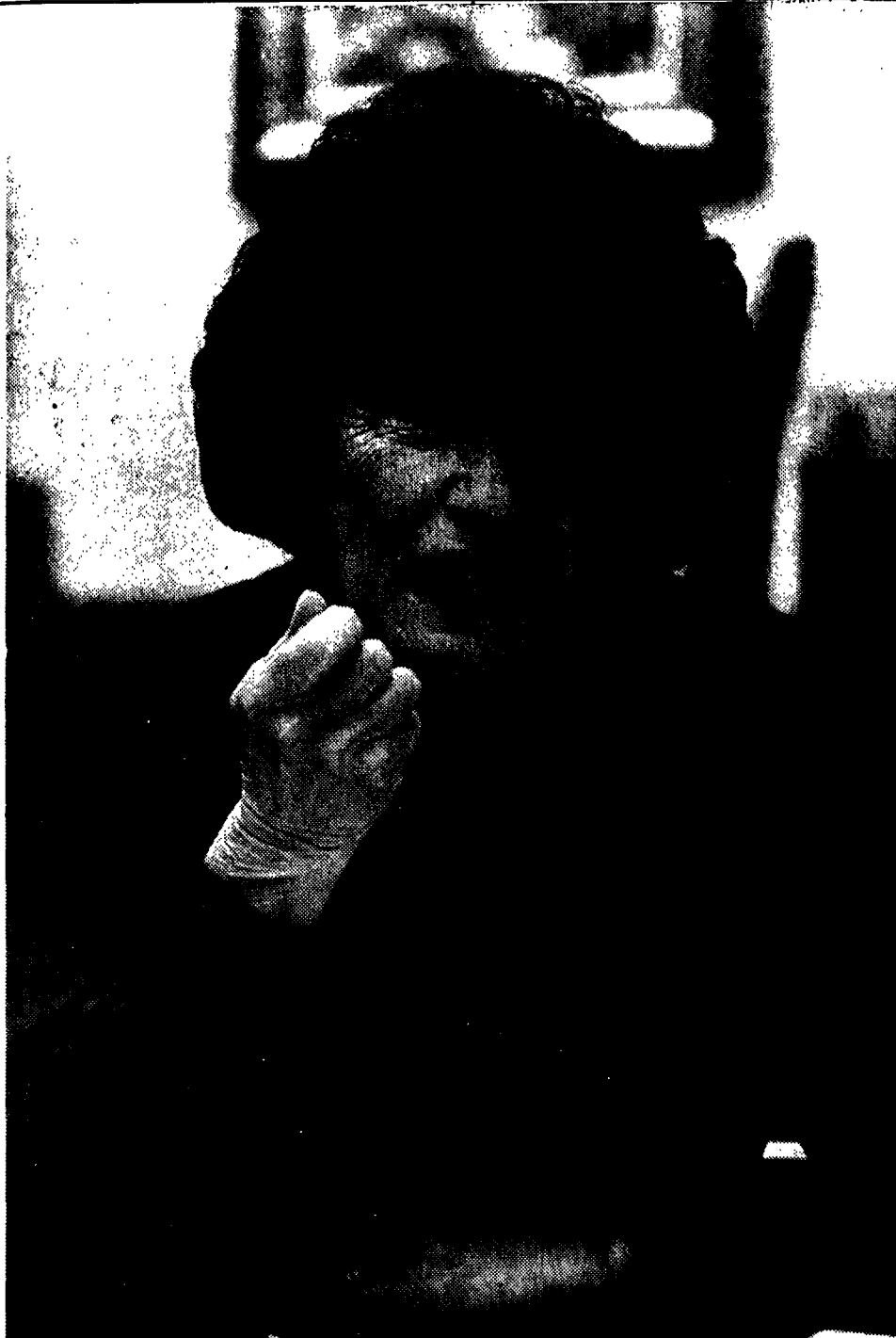
## « Mon indépendance d'esprit »

— **Les prises de position politique de votre mari vous ont-elles quelquefois gênée dans votre action ?**

— Non, les prises de position politique de mon mari en ce qui concerne le champ d'action de France-Libertés, c'est-à-dire les droits de l'homme, ne m'ont jamais gênée.

Son appel à la réduction, et dans certains cas à l'annulation de la dette du tiers monde va dans le sens de l'aide au développement que ma fondation soutient directement auprès des populations qui n'ont plus rien.

Il existe d'autres exemples : depuis que François est au pouvoir, la France est le pays qui, par tête d'habitant, donne le plus aux pays du tiers monde. Je cite aussi sa volonté d'engager les pays les plus riches à redonner 0,7 % de leur revenu national ; ses appels à l'aide internationale pour soutenir les efforts d'un pays comme le Bangladesh,



« Pourquoi les Français ne peuvent-ils s'entendre?... » (Photo Jean-Jacques Ceccarini/Le Figaro.)

Le regret de François est de n'avoir pu faire autant qu'il le souhaiterait sur le plan social et sur celui des inégalités. Mais je pense que le retour progressif à la prospérité générale lui permettra d'infléchir davantage la politique dans ce domaine.

— Une femme de président a-t-elle une influence politique sur son mari ?

— Depuis que je suis à l'Elysée, je reçois un courrier considérable, qui m'apporte les témoignages les plus diversifiés ; ce qui m'a conduite, pour y répondre, à organiser et sensibiliser mon secrétariat afin d'y donner suite dans l'esprit qui m'anime.

Ces témoignages touchent à la liberté, à la justice, aux problèmes sociaux. Bien sûr, il

m'arrive de lui en parler, d'en débattre avec lui, de conforter ou d'infléchir l'idée qu'il se faisait d'une situation ou d'une autre. Ai-je une influence ou pas ? Ce serait à lui de le dire.

Les témoignages que je rapporte du monde entier, les contacts humains directs que j'ai pu avoir l'ont peut-être éclairé sur des situations difficiles à cerner avec la seule information diplomatique conformiste ; je ne saurais le dire.

Je n'ai, en revanche, jamais donné de point de vue sur aucune nomination de ministres ou de qui que ce soit ; je me l'interdis, car je sais que ce serait malvenu.

— Peut-on encore mener une vraie vie de couple lorsqu'on est mariée au président de la République ?

Nous avons tous deux des journées très occupées, qui s'organisent autour de rendez-vous fixes : petits déjeuners quotidiens, vacances, fêtes de famille.

Les moments préservés pour la famille, les amis, sont indispensables pour rester soi-même, comme cela se passe pour tout couple.

— Aimerez-vous être ministre ? Et de quoi ?

— Ma vie a été bien remplie. J'ai épousé François Mitterrand alors qu'il assumait déjà de grandes responsabilités dans la Résistance, et qui a été très vite député et, quelques mois plus tard, ministre.

Tout en élevant nos enfants, j'ai donc été, dès vingt et un ans, femme de député et de ministre. Puis, par la suite, je l'ai été du premier secrétaire d'un grand parti, d'un présidentiable, et d'un président.

Briguer un quelconque mandat électif ou gouvernemental, la question ne s'est jamais posée, et je préfère mener mes actions par la voie d'une organisation non gouvernementale (ONG), en l'occurrence France-Libertés. J'ai l'impression d'œuvrer ainsi d'une manière plus constante pour l'aide aux plus défavorisés et pour le renforcement des libertés dans le monde.

## « Le triomphe de la liberté »

— Que signifie être socialiste en 1990 ?

— Pourquoi en 1990 ? En 1920 comme en 1936, en 1981, en 1990, c'est être ferme sur nos valeurs morales, refuser l'intolérance, tendre à l'égalité des chances, rejeter le racisme, toutes les formes de racisme, avoir le dédain des privilèges, exprimer l'horreur des exclusions, vouloir vivre ensemble. C'est ainsi aller à l'idéal en comprenant le réel.

Quiconque reconnaît ces principes fondamentaux et agit en conséquence peut se dire socialiste. C'est mon choix personnel.

— Quelles réflexions vous inspirent les événements qui se passent en Europe de l'Est ?

— Je suis comme tout le monde. Je regarde ces bouleversements en me demandant où ils vont nous conduire, avec la conviction renforcée que la liberté finit toujours par gagner sur l'oppression.

— Qu'est-ce qui vous séduit le plus chez François Mitterrand, président de la République ?

— Sa tolérance et sa générosité, alliées à son courage ; sa sérénité apparente devant l'adversité et les injustices à son endroit. Son sens de la solidarité. Même à ses dépens.

— Comment faire comprendre et admettre que la présidence de la République est avant tout un lieu de travail ?

Les différents locataires qui habitent l'Elysée y vivent selon leur conception de la vie ; en ce qui nous concerne, cette conception nous a amenés à partager nos centres d'intérêt, nos joies et nos peines, comme la plupart des familles françaises. Ce n'est ni le lieu ni la fonction (même si elle s'inscrit au plus haut niveau de la hiérarchie) qui peuvent changer nos rapports.



Newseek, may 21 1990

# The Turks Want In

As the Soviet empire breaks up and Islamic fervor spreads, the West can no longer snub its ally

BY SCOTT SULLIVAN

In the foyer of the political-science department at Istanbul University—once the home of an Ottoman bey—stands the 15-foot statue of a brooding, bearded patriarch. It has no title. But Muslim fundamentalists in the student body refer to it affectionately as "Ruhollah," in honor of Iran's late Ayatollah Khomeini. Left-wing students call the statue "Karl," after Karl Marx. Earlier this year, the debate over the statue's name produced brawls between Muslims and leftists. Whereupon the dean declared that the statue in fact represented Kemal Atatürk, founder of the Turkish state. "So now he is Ruhollah Karl Kemal," says Ilter Turan, a professor in the department. "And that's Turkey in a nutshell."

Turkey has always been an in-between place. Geographically, it lies mostly in Asia Minor, but has a toehold in Europe. Its regime is based on a rigid separation between church and state, but its politics revolve around religious issues. It boasts a substantial Westernized elite who shop for their clothes and ideas in Paris and London, while the mass of the population gets along on average incomes of \$1,400 a year. Turkey is still largely an agricultural society, but Istanbul has swollen to 8 million people, making it one of the biggest, busiest and most congested megalopolises in the world. Turkey's nationalism is blatant, ubiquitous and aggressive, but some Turkish politicians worry that the 70-year-old republic may disintegrate.

Since World War I, Turkey has seemed somewhat remote from the rest of Europe. But Europe can hardly ignore the Turks much longer. Two and a half million of them already live inside the European Community. Turkey's domestic population is more than 56 million and growing by about 2 million a year. In 2025 it will be higher than any other European country. Turkey's

economy has been booming for a decade, with growth rates similar to those of Hong Kong and Singapore. The Turkish Army is NATO's second largest. A small section of the country borders on the troubled Soviet republic of Azerbaijan, where hatred between Turkish and Armenian citizens continues to fester. Its southern neighbors include three of the world's most dangerous regimes: Syria, Iraq and Iran. Turkey has tense relations with all three countries. More than 70 million ethnic Turks live in Eastern Europe, the Soviet Union, Afghanistan and even the Xinjiang region of China. In terms of population, economic potential and geopolitical position, the Turks believe their country should be regarded as a major international player, a member of the Western club.

But the West continues to snub them. Last January the European Community in Brussels postponed Turkey's application for Community membership indefinitely. The EC cited Turkey's still underdeveloped economy and its deplorable record on human rights as reasons. But the Turks believe European motives run deeper than that. "In Europe," says Sefyi Tashan, director of the Foreign Policy Institute in Ankara, "many people see us as a new version of the Ottoman Empire, attacking this time in the form of guest workers and terrorists." The sudden collapse of communism in Eastern Europe intensifies Turkish anxiety. Investment and aid that should have come to Turkey, its leaders fear, will now be funneled to the former Soviet satellites.

**Nose dive:** Such external worries could hardly have come at a worse time. After a decade of steady growth, Turkey's economy took a nose dive last year. Growth plummeted from 6 percent to 1.1 percent, according to government figures; opposition economists claim it was zero. Inflation soared to more than 70 percent. The popularity of President Turgut Ozal sank to rock-bottom in opinion polls. His Motherland Party, which holds a solid majority in Parliament,



A belief in their country as a major international player  
*Azerbaijan*

totters on the verge of splitting up. In Turkey's desolate Southeast, a Syrian-backed rebellion by separatist Kurds is rapidly escalating into a full-scale civil war. Islamic fundamentalists, bankrolled by Iran and Saudi Arabia, are working steadily to undermine the secularist regime. And the blind urban terrorism that plagued Turkey in the late 1970s has returned. Once again, prominent journalists and politicians in Istanbul are traveling with bodyguards.

The Turkish mood is still vibrant, if jittery. The crowded streets and lanes of Istanbul bustle with activity. Tens of thousands of tiny shops sell everything from Japanese VCRs to handmade rugs, Italian couture to olives. Marbled office buildings soar over tottering slums from the Ottoman epoch. Ankara, the country's political capital on the central Anatolian plain, has mushroomed into a city of more than 3 million. Turkish color-television sets now sell well



ARAL-SIPA

aving flags and chanting slogans, Turks rally in support of their beleaguered ethnic cousins in the Soviet Republic of

in England. "When I was a boy," says Sakip Sabanci, chairman of the multibillion-dollar Sabanci Holding Company, "there was nothing in my village. Nothing, no cars, no fridges. But today everyone has a fridge, a TV set and a car. It has been a revolution."

But the superficial prosperity in Turkey's big cities and along its touristy southern coast masks another Turkey altogether. Almost half the population still scratches out a living on the land. More than 2.5 million Turkish citizens have emigrated to Germany, France, Belgium and other Western European countries to find a better life. The factory workers who provided the brawn for Turkey's long-running boom actually *lost* purchasing power in the 1980s as a result of runaway inflation. Their unions are demanding quadrupled wages over the next two years and threatening to paralyze the economy if they fail to get them. Some of the pain is relieved by a

thriving "black economy," which pays no taxes and appears in no statistics. But, because so many Turks pay no taxes, the burden is all the heavier on those who do.

Ozal, and many other Turks, see the country's current economic mess as evidence of "growing pains," the inevitable trauma Turkey must endure as it hurtles from the Middle Ages into the 21st century in the space of a few decades. Ozal claims he can squeeze inflation down to a bearable 50 percent by reducing Turkey's budget deficit and carefully controlling the money supply. He predicts he can bring growth back up to a robust 5 percent within a year by encouraging exports and productivity gains and by attracting new investment from Europe and Japan. European and American investment continue to increase rapidly but Japanese activity in Turkey remains very limited.

But Turkey's deeper problems will not

respond to economic remedies alone. The crusade of militant Islamic fundamentalism has reached Turkey and threatens to undermine its carefully woven social fabric. Turks who rarely practiced their religion before are turning up regularly at Friday prayers. The number of licensed religious teachers increased by half in the 1980s. Bedrettin Dalan, Istanbul's popular ex-mayor, estimates that about half the city's children are now attending religious, rather than public, schools. Fundamentalists have gained key posts in the Interior Ministry and the police. Last fall, when university classes opened, militant Islamic students attacked girls who refused to wear traditional head scarves to class.

**Turning West:** "Fundamentalism is undermining the country," says Osman Olcay, Turkey's former ambassador to NATO. "It is depriving us of our dignity." What it is certainly doing is challenging the secular-



DARIO MITTIDIERI—SELECT



A creed of Kemalism: Beneath a portrait of the republic's

Outside the cities, another Turkey altogether: Spinning wool in Anatolia

ist ideology bequeathed to Turkey by Kemal Atatürk when he founded the Turkish Republic in 1923. Kemal was a thoroughly Westernized military officer who believed that the only way to forge a nation from the heterogeneous fragments of the Ottoman Empire was to turn to the West. He introduced a Western alphabet to replace the Arabic characters then in use. He banned the veil and the fez. He subordinated Muslim preachers and teachers to state control and put them on state salaries.

Kemalism is still Turkey's national creed. Kemal's portrait in stiff military dress—or white tie and tails—hangs in ev-

ery office and public room in Turkey. Political leaders of all persuasions invoke Atatürk's word or example to justify their every action. The large Army he formed and trained still regards itself as the guardian of democracy, modernism and secularism. In fact, the Army has intervened in civilian politics three times in the past 30 years—in 1960, 1971 and 1980—to restore order and the democratic process when they seemed to be threatened by extremism. It is just about a decade since the armed forces, under General Kenan Evren, seized power the last time; they halted a guerrilla war between Marxist and right-

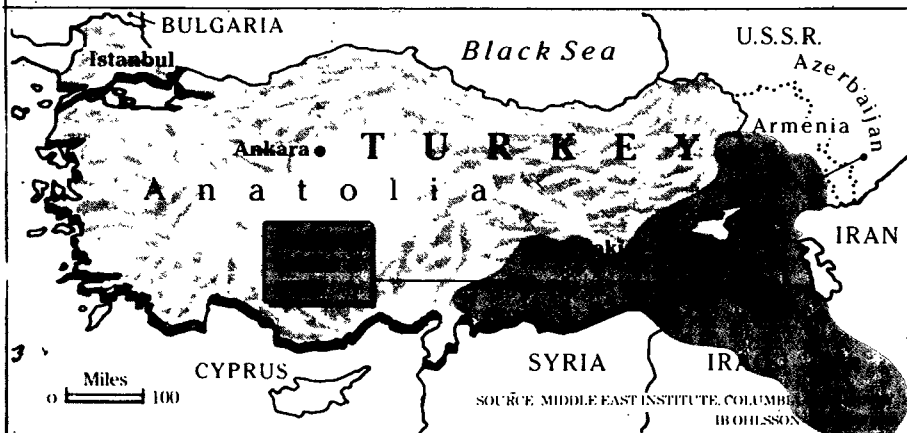
wing extremists that claimed more than 5,000 lives. Many Turks fear a fourth intervention is now possible.

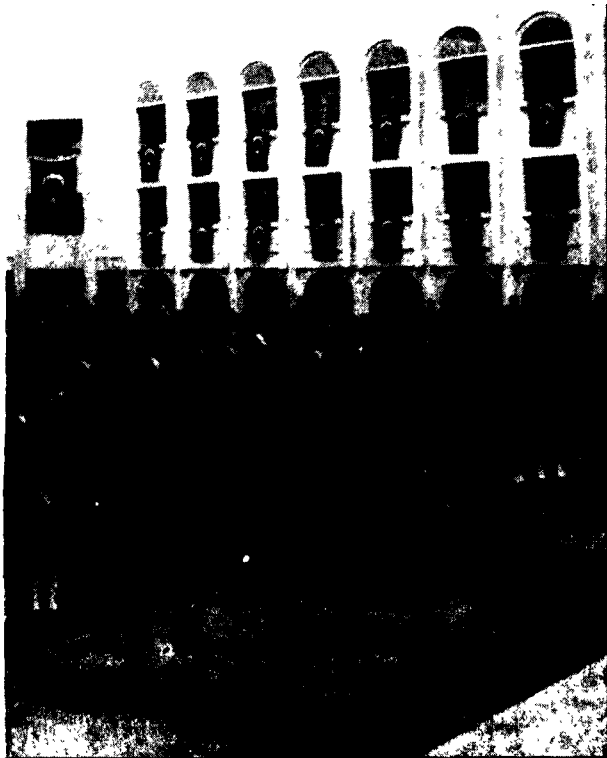
That view, however, ignores the country's extraordinary transformation over the past decade. Though it remains very poor by European standards, Turkey has emerged as a regional economic powerhouse. In a sense, modern Turkish history began in 1980, when Evren took over and named Ozal to head the interim regime's economic team. In that job, and later as prime minister, Ozal rescheduled Turkey's crushing debts, modernized the country's roads and installed a modern telephone in every one of the country's 60,000 villages. By stimulating export-oriented businesses, Ozal put Turkey's trade balance in the black. His lavish spending on infrastructure and social services stimulated domestic demand. More and more, Western-style consumerism took hold in traditionalist Turkey. Volvos and BMWs began to choke Istanbul's narrow streets.

**Iron hand:** Economic progress was achieved at a significant political cost. From 1980 to 1983, the Army ruled with an iron hand, arresting and sentencing thousands of suspects on political charges. The new Constitution kept a provision banning any party that sought to advance the cause of a religion or of communism. Turkey's policemen have always been known for their brutality, but military rule allowed the worst kind of human-rights violations. Suspects were regularly held for long periods without access to a lawyer. Torture ran rife, in ordinary criminal as well as political cases. Ozal's government claims that it is trying to

## The Fate of an In-Between Place

With a toehold in Europe, Turkey lies mostly in Asia Minor—where it shares a border with the Soviet Union and with three dangerous, volatile neighbors.





KADIR KIR—ASPECT PICTURE LIBRARY

Under, students assemble on a campus in Istanbul



F. MAYER—MAGNUM

'It has been a revolution': Sabanci with workers at his tire factory

clean up the human-rights mess, but reports of violations still reach Western groups like Amnesty International. Even as Turkey's economic vigor was attracting European investment, the country was alienating European liberals with its barbarous politics.

The economic bubble burst about 18 months ago. In the run-up to local elections in March 1989, Ozal went on a budget-busting spending spree. The consumer price index, already very high, went through the ceiling. For the first time in a decade, Turkish workers felt a steep decline in their living standards. The chronic contrast between the country's flourishing new-rich classes and its ordinary citizens came to seem intolerable. Ozal's party was trounced in the local elections, and began to come apart at the seams. It had, in fact, never been anything but an uneasy coalition among liberals and conservatives, secularists and Muslims, held together mainly by Ozal's personal charisma and success.

Last fall, Ozal shocked the country by running for president. Since he still commands an absolute majority in Parliament, which elects the president, he won easily. But his political opponents in the center-right True Path Party and the left-of-center Social Democratic Populist Party cried "Foul!" What Ozal had done, they argued, was technically legal but deeply undemocratic. After a drubbing at the polls, he had ignored the people's wishes and given himself a seven-year term in the country's highest office. Unperturbed by the criticism, Ozal appointed a party hack as prime minister and now runs the coun-

try from the luxurious presidential palace on a hill overlooking Ankara.

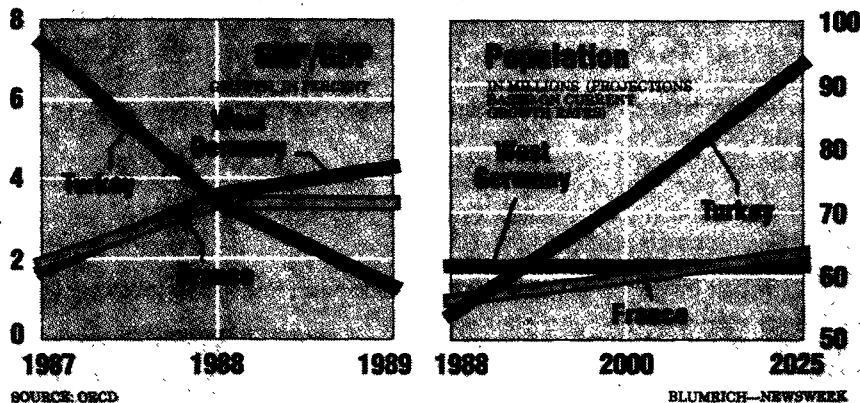
So far, neither of the principal opposition parties has been able to mount a telling attack on the president. Erdal Inonu, leader of the Social Democrats, admits that, if he were in office, he would apply the same deflationary strategy that Ozal is pursuing. Moreover, Inonu's party is deeply divided over the issue of the war in Turkish Kurdistan. Suleyman Demirel, leader of the True Path, calls for a fairer distribution of Turkey's income but proposes no specific reforms. The rising star who could one day eclipse Ozal is Bedrettin Dalan, Istanbul's

former mayor. He is building a new party based on secularist principles and hostile to the spread of fundamentalism, which will challenge all the established parties in legislative elections in 1992.

**Slap in the face:** Setbacks with neighbors and allies exacerbate the sense of political drift. Turkey's elites regard the European Community's rejection of their membership bid as a slap in the face. Even more insulting is a proposed U.S. congressional resolution, sponsored by Sen. Robert Dole, which would honor the memory of hundreds of thousands of Armenians killed in Turkey in the early 1900s. The resolution

## From Boom to a Sudden Bust

After a decade of steady growth, Turkey's economy took a nose dive last year—at a time when the country's birthrate has been soaring to new heights. In the process, President Turgut Ozal's popularity has sunk to rock bottom in the polls.





GUNAYDIN GUNES—SIPA

'You won't be able to raise grass in this region': Turkish troops on the attack in Cizre

## The Dirty War in Kurdistan

Murder, torture and abuse in a forgotten place

In Nusaybin, a small town on the Turkish-Syrian border, security forces kill 14 guerrillas of the Syrian-backed workers Party of Kurdistan (PKK). At the funeral for one of the dead, mourners clash with government forces, leaving one dead, 50 wounded and hundreds arrested. In the provincial capital of Diyarbakir, 40 miles to the north, more than 2,000 students demonstrate against the Turkish authorities until stick-swinging police scatter them. At Cizre, another town on the border, citizens attack soldiers, who kill four and arrest more than 150 others. Hours later a PKK raiding party kills nine government engineers.

Such was the pattern of events during a recent 10-day period in southeast Turkey's increasingly hot little war. Separatist guerrillas pick off isolated soldiers, police officers, government workers and "traitors" to the cause of Kurdish nationalism. Embattled security forces strike back in anger, killing bystanders as well as guerrillas. More than 60,000 troops patrol the region, hunting for PKK units smuggled across the Syrian border. Some villagers hide and feed the rebels voluntarily. Some are forced to do so. And others accept a \$400-a-month fee from the Ankara government to serve as village guards—and become prime targets of the terrorists' guns.

The unrest in Turkish "Kurdistan"—a nebulous territory that also embraces parts of Iran, Iraq and Syria—reflects the ancient quest of a powerless minority

to express its cultural traditions. In its present form, the Kurdish rebellion began five years ago. The PKK, then estimated by Turkish authorities at about 3,000 men, began its systematic attacks on Turkish targets in the southeast. Abdullah Ocalan, the group's autocratic leader, gained financial support from Kurds living in Western Europe. Iran and Syria also sweetened the pot in their bid to destabilize Turkey. Ocalan himself

The quest of a powerless minority: Kurdish women  
SILARON GUYNSUP



lives under heavy guard in Damascus. His troops, now numbering about 5,000, camp and train in the Syrian-controlled Bekaa Valley of Lebanon. In response to the multiplying PKK incursions in the late 1980s, Ankara has flooded the southern war zone with regular troops, plainclothes police and specially trained anti-guerrilla forces known to the Kurds as "black beetles."

**Beatings and rape:** Both sides fight dirty. PKK raiders kill village guards, burn farms and rape the wives and daughters of their enemies. The Army and police carry out wholesale arrests in villages suspected of rebel sympathies. Suspects are held for weeks without trial. Many are tortured with electrical shocks and repeated beatings. Last year even the most blasé Turks were horrified when the press revealed that soldiers had rounded up scores of citizens of Yesilyurt and forced them all—men, women and children—to eat human excrement. Ordinary Kurds express their sympathy with the PKK openly. After raids by the security forces, shopkeepers close their businesses in protest. Last month the government clamped down on news reports from the area. Any journalist who publishes an "inaccurate" report faces a stiff fine or imprisonment.

So far the war has claimed 5,000 lives. Very slowly, the politicians and intellectuals who run Turkey are beginning to question the premise that repression is their only possible course. Until recently the Kurds were always referred to as "mountain Turks"; now, at least, the word "Kurd" appears in news reports and parliamentary debates. Erdal Inonu's Social Democratic Party has proposed legislation that would make it slightly easier to use the Kurdish language in courts and schools.

But the majority view remains what it has been for 60 years: that concessions to the Kurds would lead to a breakup of the heterogeneous Turkish state. "Leave it to me," says Gen. Altay Tokat, commander of the Hakkari region, "and I will solve things immediately. You won't be able to raise grass in this region, let alone human beings." And Ocalan, the rebel leader, threatened in an interview last month to spread "systematic terror" throughout southeast Turkey. The prospect is for a long, very dirty war which neither side is likely to win.

SCOTT SULLIVAN in Diyarbakir

charges Turkey with responsibility for the massacres. It was defeated in the Senate in January after massive Turkish lobbying, but it could come up again. The very thought enrages almost every Turk. At the same time, the government in Ankara and the Turkish armed forces fear that the NATO alliance will lose its importance in the years to come. The Turks are staunch and enthusiastic members of NATO, and they have long regarded their membership in the alliance as proof of their status in "the West."

Paradoxically enough, the only neighboring country with which Turkey enjoys improving relations is its longtime enemy, the Soviet Union. Under the impetus of *perestroika*, Turkish-Russian trade grew last year to \$1 billion, and Turkish economists see it increasing to \$4 billion by the end of the century. Earlier this year, when the traditional strife between Armenians and ethnic-Turkish Azerbaijanis flared into open conflict, the Azerbaijanis asked for, and received, humanitarian aid from Turkey. Turkish officials insist that the country has no plans to meddle in Soviet affairs or to gain territory if Azerbaijan or any other Turkic republic secedes from the Soviet Union. But they do look forward to improved trade and cultural ties with their long-separated Soviet cousins. They hope for a gradual increase of Turkish diplomatic clout in the vast Turkic area, which includes Uzbekistan, Kazakhstan, Kirgizia and Turkmenia, as well as Azerbaijan. The overthrow of communism in Bulgaria has produced a sharp improvement of living conditions for the more than 1 million ethnic Turks who live in that country. Bulgaria's new government has renounced the communists' policy of forcing Turks to abjure their religion and change their Turkish-sounding names.

**Nagging disputes:** But the good news stops there. Turkey is still at daggers drawn with Greece over the divided island of Cyprus, over air and sea rights in the Aegean Sea and over the treatment of the Turkish minority in Western Thrace. The Turks had hoped that joining the Common Market, of which Greece is already a member, would help solve some of those disputes. But that is no longer a valid near-term option. Turkey's relations with Syria have degenerated since Damascus began openly supporting the Kurdish rebellion in the Southeast. Turkey and Iraq are locked in a battle over rights to the water that flows in the Tigris and Euphrates Rivers. Turkish trade with Iraq, which flourished through most of the 1980s, has shrunk dramatically in the last two years as a result of falling oil prices.

Of all Turkey's difficult neighbors, Iran offers the greatest challenge. Iran's fundamental philosophy since Khomeini took power calls for the submission of the state to religious leadership. It is a universal



COSTA SAKELLARIOU—JB PICTURES

An upsurge of Islamic fundamentalism: Muslims in Istanbul at prayer during Ramadan

claim and applies to Turkey as well as to any other Muslim nation. Many Turks dispute such claims. They point out that the Sunni branch of Islam that dominates in Turkey, unlike the Shi'ite branch in Iran, has never favored the domination of the state by religious authorities. And they argue that long experience with a Kemalist, republican form of government has inoculated Turkey against the more virulent strains of fundamentalism.

Yet the fundamentalists are thriving, and some argue that the black economy serves their cause. "By staying out of the banking system," says Tanju Ciller, an economist in Istanbul, "the fundamentalists have avoided paying huge interest rates. They have become rich on their religious principles." Ciller estimates that the black economy is even larger than the legal economy, and she argues that vast amounts of money earned in the underground economy are eventually siphoned off into fundamentalist causes. Many Turks dispute such claims. "We Muslims have a few fanatics, like any other group," says Ekmeleddin Ihsanoglu, director of Istanbul's Center for Islamic Culture. "But basically we accept the separation of church and state."

What is beyond dispute is that modern Turkey is still seeking its identity. The Ottoman Empire, from which it sprang, was in fact a loose confederation of tribes, held together as much by Islam as by the political power of the sultan. In the past 70 years Turkey has gone further than any other Muslim state toward creating a modern, secular democracy. But the accomplishment is still fragile. Even the most liberal Turks refuse to consider the possibility

that Turkish Kurds may one day enjoy a measure of autonomy. "If the Kurds split away," says Suleyman Demirel, "the Turkish state would crumble away."

The West must not let that happen. If Turkish democracy were to collapse—especially if Turkey were to be taken over by Khomeini-style Islamic fanatics—NATO would face a political-military disaster on its doorstep. A stable Turkey is essential to the precarious balance in the Middle East. The country must also remain strong enough to avoid being swept into the conflict in Azerbaijan. NATO needs to keep its promise of funds for the Turkish military. In its own interest the European Community should offer Turkey the most generous conceivable sort of association agreement, including participation in all training and technology-sharing schemes. The Turks should, for their part, be willing to accept such an agreement, and exploit it.

Turkey still has a good way to go before it can rank itself as a full-fledged European or Western country. Its economy is not yet strong enough to face the harsh competition in every branch that would come with full EC membership. And Europe is right to insist that the Turks eliminate their shameful human-rights violations. At the same time, Turkey desperately needs the assurance that the West cares about it and recognizes its painful efforts to achieve Western standards of prosperity and justice. The West should provide those assurances. As the Russian Empire breaks up and Islamic fundamentalism rages through the Middle East, a thriving, democratic Turkey is an ally the West cannot do without.

With SAMI KOHEN in Istanbul

Le Monde 31. 05. 1990

Le sommet arabe de Bagdad

# Maigre bilan pour une réunion marquée par la désunion

L'Irak est satisfait : le sommet arabe extraordinaire de Bagdad, qui devait s'achever mercredi 30 mai, a eu lieu et lui a, bien sûr, apporté son soutien - comme à la Libye - contre la campagne hostile dont il estime être l'objet de la part de l'Occident. Mais

c'est un maigre succès pour des assises dont l'enjeu déclaré - répondre au défi de l'émigration des juifs soviétiques et adapter le monde arabe à la nouvelle situation internationale - était d'une autre ampleur, sinon d'une autre nature. Les résolutions adoptées

à côté d'une déclaration finale d'une vingtaine de pages n'apportent guère d'éléments nouveaux ou concrets de nature à donner à un monde arabe toujours aussi désuni une voix plus crédible.

**BAGDAD**

*de notre envoyée spéciale*

Convoqué à la demande de l'OLP, qui voulait une position ferme, notamment sur l'émigration des juifs soviétiques avant le sommet des Deux Grands qui s'ouvre à Washington, ces assises n'ont pas, même sur ce point (qui, selon un participant, n'a guère fait l'objet que de quelques minutes de débat), permis d'élaborer autre chose que des demandes déjà formulées auprès de l'ONU, c'est-à-dire une garantie, appuyée par une commission internationale, que les nouveaux émigrants juifs ne s'installeraient pas dans les territoires occupés.

Les pays arabes ont appelé d'autre part les pays concernés à laisser aux émigrants juifs le libre choix de leur destination finale. Les chefs d'Etat ont d'ailleurs chargé leurs ministres des affaires étrangères, qui doivent se retrouver dans deux mois, d'un nouvel examen de cette question. Proposé par l'Irak, l'envoi d'un message à MM. Bush et Gorbatchev n'a pas

non plus été retenu, le principe même de celui-ci n'ayant pas fait l'objet d'un accord.

Ce sommet, au cours duquel la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient, - et notamment son soutien à Israël - a tenu la vedette, a en tout cas révélé les nouvelles fractures du monde arabe. En effet, outre l'absence de la Syrie, un clivage net est apparu entre l'Égypte, qui au cours de ces deux journées a joué le rôle de porte-parole des Etats-Unis, l'Irak et l'OLP, qui ont parlé d'une voix nettement plus ferme, sans toutefois réussir à obtenir autre chose que des résolutions générales qui n'engagent à rien.

Prudemment, comme à leur habitude, les pays du Golfe, qui ont été invités à plusieurs reprises et avec force à se montrer plus généreux, ont refusé de se laisser entraîner sur une pente trop « militante ». Demandé par M. Arafat, le principe des sanctions contre les pays qui favoriseraient par leur attitude l'émigration des juifs soviétiques dans les territoires occupés n'a pas été retenu.

L'aide réclamée sur un ton pathétique par le roi souverain hachémite a certes fait l'objet d'une résolution de principe, mais il n'est pas sûr que celui-ci ait obtenu à Bagdad plus que des promesses, négociées bilatéralement, ou une aide très limitée. La question du Liban, qui n'était pas officiellement inscrite à l'ordre du jour, a donné lieu à une résolution présentée par le roi Fahd d'Arabie saoudite (membre avec le roi du Maroc et le président Chadli Bendjedid - des absents de marque à Bagdad - du comité tripartite créé l'an dernier au sommet de Casablanca), réaffirmant un an après le qui avait créé cette institution, le soutien des pays arabes à l'accord de Taëf, à la légalité et à la poursuite des travaux du comité tripartite.

La création d'un fonds international d'aide au Liban sera d'autre part étudiée par le triumvirat arabe afin de mobiliser les contributions volontaires de la communauté internationale et de tenter ainsi de l'engager plus au côté des Arabes. La demande d'une aide à la reconstitution de deux brigades de l'ar-

mée libanaise a toutefois été refusée par l'Irak, toujours aussi réticente malgré les apparences, à l'accord de Taëf et qui continue à aider les deux protagonistes chrétiens, le général Aoun et M. Samir Geagea.

**FRANÇOISE CHIPAUX**

L'Humanité,  
22 mai 1990

► **UN MINISTRE TURC A PARIS.** Le chef de la diplomatie d'Ankara, Ali Bozer, aura ce mardi à Paris des entretiens avec son homologue français Roland Dumas et Edith Cresson, ministre chargée des Affaires européennes. Lui poseront-ils des questions sur le respect des libertés en Turquie et sur la répression au Kurdistan ?

L'Autre Journal, mai 1990.

# TURQUIE

## Une presse en deuil, des journalistes en danger

Défendre, où que ce soit dans le monde, tout journaliste qui serait empêché de dire ou de chercher la vérité : tel est l'objectif de Reporters sans frontières qui tiendra ici une rubrique régulière!

Comme chaque matin, le chauffeur d'*Hürriyet*, le plus grand quotidien turc, vient de ranger sa voiture dans la partie asiatique d'Istanbul, devant le domicile de Cetin Emec, rédacteur en chef éditorialiste du journal. Mais le 7 mars dernier, deux hommes en cagoule attendent également, l'arme au poing, dissimulés dans une autre voiture. Au moment où Cetin Emec prend place à côté de son chauffeur, les deux inconnus voient leurs chargeurs et disparaissent. Dans l'après-midi, une organisation islamiste inconnue, l'Union des commandos turco-islamistes, revendique l'attentat dans un appel anonyme au quotidien populaire indépendant *Sabah*. Un attentat perpétré « pour punir tout ce qui insulte l'islam ». A cinquante-cinq ans, Emec était l'un des journalistes les plus réputés de Turquie. Considéré comme un nationaliste de tendance conservatrice, il était connu pour ses chroniques modérées et ses prises de position pour la défense de la laïcité. Dans l'éditorial qu'il avait écrit pour ce mercredi 7 mars, il attaquait la Syrie, qu'il désignait comme responsable de la montée du terrorisme kurde en Turquie, et semblait prophétiser sa propre mort en rappelant celle

du professeur Aksoy, autre figure de la vie politique turque, assassiné le 31 janvier dernier.

Quatrième attentat politique de l'année en Turquie, la mort de Cetin Emec s'inscrit dans le cadre d'une vague de violences qui déferle sur le pays depuis les élections locales de mars 1989, à l'issue desquelles le parti au pouvoir n'a obtenu que 21 % des voix. Aucun des partis en présence ne semble en mesure de combler un vide politique qui profite aux fondamentalistes musulmans. Mais la montée en puissance d'un intégrisme islamique et les exactions de groupes terroristes ne constituent pas la seule menace pour les journalistes turcs. La pègre s'en prend également à la presse. Témoin, l'assassinat le 7 novembre 1989 de Sami Basaran, chroniqueur au quotidien *Gazete*. Il a été abattu sur l'ordre d'un chef du milieu qui lui avait accordé une interview au cours de laquelle il s'était plaint de l'image négative que donnait de lui la presse.

Autre risque du métier de journaliste, dans une Turquie qui frappe à la porte de la Communauté européenne : la violence d'Etat. Certains sujets sont tabous et légalement sanctionnés. Les autorités interdisent notamment tout ce qui relève, à leurs yeux, de la « propagande séparatiste », c'est-à-dire toute évocation de la question kurde. En Turquie, on ne parle d'ailleurs pas de Kurdistan mais de « l'Est ». La religion est également un sujet sensible. Quant au marxisme, toute référence y est proscrite par les articles 141 et 142 de la Constitution. Les dirigeants n'hésitent pas

à attaquer en diffamation les journalistes pour « insulte » ou « outrage » envers le président de la République.

Dans un tel contexte, plus de deux mille journalistes turcs ont été poursuivis en justice depuis 1983. Soixante-quinze d'entre eux sont toujours emprisonnés pour avoir osé aborder ces questions délicates. Derniers exemples de harcèlements en date :

- L'éditorialiste du quotidien *Günes* a été relâché sous caution le 9 mars dernier. Les autorités lui reprochaient d'avoir publié des documents officiels à propos d'une rencontre entre le président Turgut Ozal et George Bush. L'édition incriminée a été saisie.
- Le directeur de l'hebdomadaire maoïste *2000 Dogru* a été arrêté le 13 mars dernier. Les livraisons du 4 au 11 mars de cette publication ont été saisies parce qu'elles

Cetin Emec, rédacteur en chef d'*Hürriyet*, assassiné par une organisation islamiste.





évoquaient des « solutions au problème kurde ».

• L'ancien rédacteur en chef de la version turque du mensuel *Playboy* a été condamné par contumace à... 1096 ans de prison le 15 mars dernier. Son crime ? Ne pas avoir payé une lourde amende infligée en 1987 pour publication d'écrits « impudiques ».

Au même moment s'ouvrait le procès d'une journaliste du quotidien *Tercüman*, poursuivie pour « insulte » pour avoir écrit dans un article que le président de la République et certains députés ne tenaient pas leurs promesses électorales.

Les journalistes turcs vivent donc une menace permanente, coincés juridiquement par la

Constitution et le Code pénal. Ils préfèrent généralement s'autocensurer plutôt que de courir le risque d'être condamnés pour « propagande marxiste ou antigouvernementale » dès qu'ils énoncent un fait ou une exaction des militaires ou des policiers, notamment au Kurdistan. Leur situation est aggravée par la concentration des plus grands journaux du pays entre les mains d'un riche homme d'affaires chypriote, Asil Nadir, lequel apparaît pour ses concurrents comme « l'homme du Premier ministre ».

Après l'attentat contre Cetin Emec, trente et une organisations de journalistes ont publié un communiqué conjoint condam-

nant son assassinat. En signe de deuil, elles ont décidé la parution en noir des logos des quotidiens, traditionnellement en rouge. Des centaines de journalistes ont manifesté le 8 mars à Istanbul et à Ankara, où ils ont marché sur le Parlement pour remettre une motion au président de la République.

REPORTERS  
SANS FRONTIERES

1. Reporters sans frontières publie chaque mois une lettre d'information. Les abonnements peuvent être souscrits auprès de RSF, 17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier. Le prix de l'abonnement normal est de 250 FF, abonnement de soutien à partir de 500 FF.

exile, may, 1990



PHOTO HOWARD J. DAVIES

■ The Turkish military has reacted brutally to the uprising in Turkish Kurdistan. The uprising centres around the towns of Cizre and Nusaybin on the Syrian border. Mardin and Diyarbakir refugee camps are nearby. Amnesty reports that up to 500 Kurds have been detained without trial.

Scherko Bekas

## Kurdische Miniaturen - Landschaft und Freiheitskampf

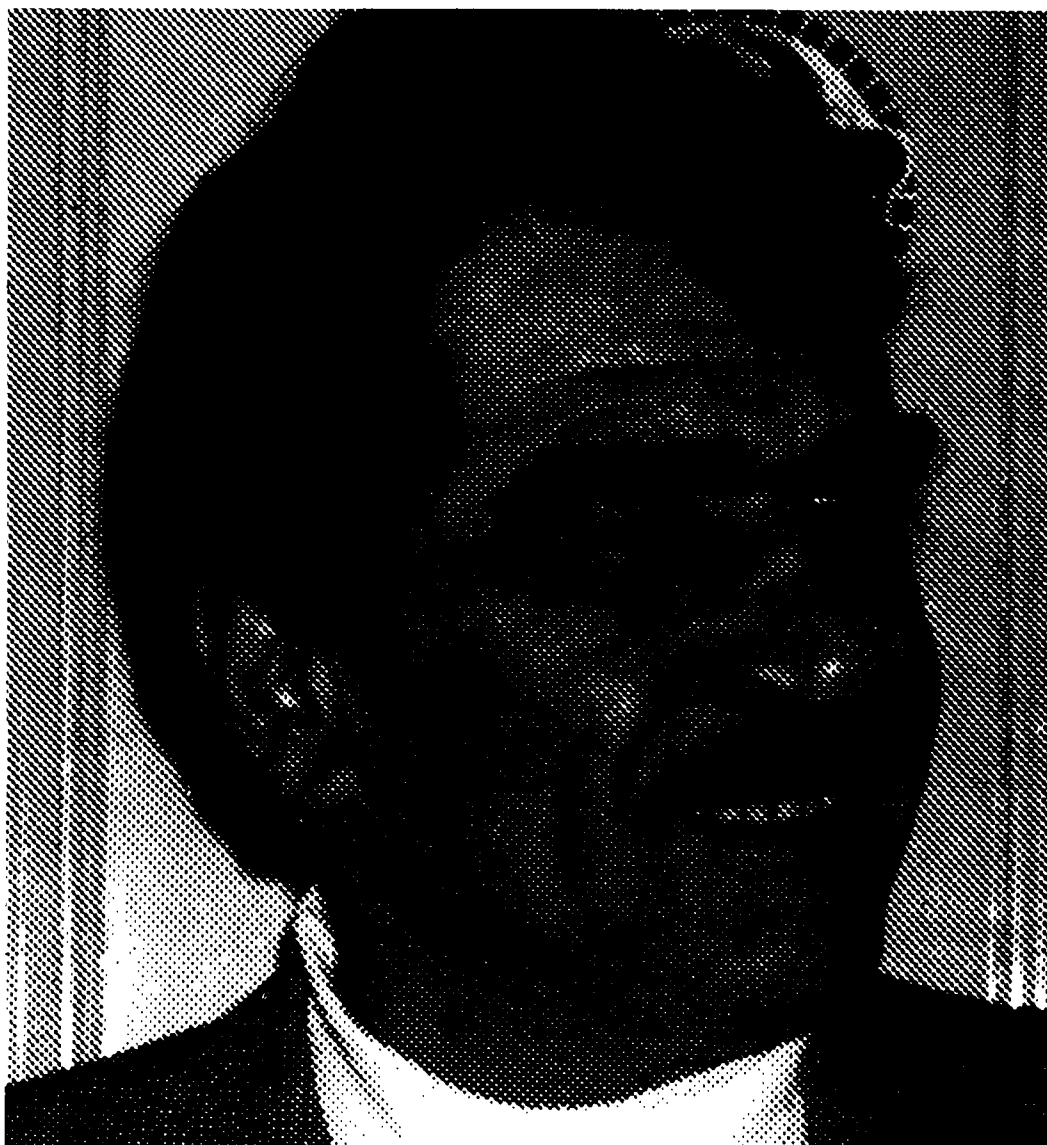
Der im Mai 1940 in Sulaymania (Kurdistan des Irak) geborene Dichter Scherko Bekas ist heute noch populärer als sein berühmter Vater Fa'iq Bekas, der ebenfalls Dichter war. Er lebt seit 1986 im schwedischen Exil und ist eine der wichtigsten Integrationsfiguren für die Kurden in der Heimat wie in der Diaspora. Als revolutionärer Dichter genießt Scherko Bekas hohes Ansehen, weil er in seinen Balladen und Gedichten nicht nur die raue Schönheit Kurdistans und den gerechten Kampf der Kurden für ihre Selbstbestimmung besingt, sondern in

den 70er und 80er Jahren auch selbst am Freiheitskampf teilgenommen hat.

Der kurdischen Sprache hat er neue Ausdrucksmöglichkeiten erschlossen; mehrere renommierte Preise hat er dafür bekommen. 1987 verlieh ihm der schwedische PEN Club den Tucholsky Preis, 1988 wurde er mit dem „Preis für junge Dichtung der 3. Welt“ geehrt und im selben Jahr auch Ehrenbürger der Stadt Florenz. „Gesammelte Gedichte“ erschienen 1989 in italienischer Sprache, ebenfalls 1989 „Kleine Spiegel“ in Syrien (in arabi-

scher Übersetzung). Verstreut tauchen einzelne Texte in allen europäischen Sprachen auf. Insgesamt hat er seit den 60er Jahren etwa ein Dutzend Gedichtbände veröffentlicht. Im nachfolgenden Gedicht bedient sich Bekas einer schlichten Naturmetaphorik, die er in einen ruhigen Sprachrhythmus einbindet. Die meisterhafte Beherrschung dieser Stilmittel hat ihn bei seinen Landsleuten berühmt gemacht.

*Dr. Saïda (Einleitung und Übersetzung)*



Scherko Bekas.

Foto aus: *The Middle East*, Juni 1988, Nr. 164

### Unsere Gefallenen

Wenn du mir  
die Zahl der Blätter  
im Wald nennen kannst,  
Wenn du mir  
die Zahl der Fische  
im vor deinen Augen  
dahinfließenden Strom  
nennen kannst,  
Wenn du mir  
die Zahl der Vögel  
nennen kannst, die von  
Norden nach Süden  
und von Süden  
nach Norden ziehen:  
Dann werde ich dir  
einen nach dem anderen  
die Gefallenen und  
Märtyrer  
meines schönen  
Kurdistan benennen.

Hella Schlumberger

# "Grüße von den Münchner Waldtrapps..."

Die zwei Gesichter der Türkei

Im Dezember 1989 organisierte der „Menschenrechtsverein von Ankara“ eine „Woche der kulturellen Rechte“. Unter den deutschen Gästen war auch die Schriftstellerin Hella Schlumberger. Seit Jahren befaßt sie sich mit Kurdistan und den Kurden, hat das Land mehrfach bereist und – auch in ihren Büchern „Durch's freie Kurdistan“ (1980) und „Kurdische Reise“ (1989) – Menschenrechtsverletzungen angeprangert. Am 29.12.1989 macht Hella Schlumberger eine Eintragung ins Gästebuch des Vogelparks bei Birecik; am 10. Januar 1990 wird sie verhaftet. Politischer und publizistischer Druck auf Ankara führen nach 12 Tagen Untersuchungshaft zum Freispruch. Doch damit gibt sich die Schriftstellerin nicht zufrieden: Sie will die Türkei auf Haftenschädigung verklagen und damit erreichen, daß „weiter über das Tabuthema 'Kurdistan' in der Türkei gesprochen wird und auch andere ehemalige Gefangene, die oft jahrelang eingesperrt und dann ohne Verfahren freigelassen oder freigesprochen wurden, eine Entschädigung verlangen können.“ Notfalls will sie auch den Europäischen Gerichtshof bemühen.

Hella Schlumberger arbeitet zur Zeit an einem weiteren Buch über Kurdistan, das den poetischen Arbeitstitel „Saraykapi“ trägt, „Tor zum Serail“. Auch über die jüngsten Erfahrungen, die sie im folgenden Beitrag referiert, wird sie in diesem Buch berichten. „Saraykapi“ ist das Frauengefängnis von Diyarbakir. (red.)



In der Türkei habe ich zwei Realitäten erlebt. Die erste Realität war die, daß zum ersten Mal vom Menschenrechtsverein in Ankara aus eine Kulturwoche stattfinden konnte, wo geredet werden konnte: über Repressionen in der Kultur, in der Politik, gegen Anwälte, gegen Minderheiten. Der Begriff „Kurden“ stand nicht auf dem Programm; das zeigt die Angst vor diesem tabuisierten Wort. Unsere Delegation war eine Woche da, und ich empfand diese Zeit immerhin als eine kleine Öffnung der Türkei hin zur Demokratie, von der sie

doch so gern redet. Wir sahen das nach Westen gerichtete Gesicht, das Lächeln, das Sich-Demokratisch-Geben. Gut, es gab ein paar Schikanen... Natürlich waren immer Sicherheitsleute da, zivile vor allem. Es mußte der Tagungsraum in die hinterste Ecke des Jugendparks verlegt werden, kurz vorher. Es wurde die Filmwoche abgebrochen, weil der Film von Horst Bienek lief („Die Zelle“) und sie meinten, daß der eventuell pro-kommunistisch sei (was natürlich grundverkehrt war).

Wir haben also lange mit Politikern und Künstlern, Anwälten und Studenten diskutiert. Dann fuhr die Delegation zurück – und ich brach auf, um Recherchen in Kurdistan zu machen, vor allem darüber, was sich seit dem letzten Putsch, 1980, in Kurdistan getan hat – in Bezug auf Unterdrückung. Nicht, wie in den Zeitungen stand, „um die Sozialstruktur der Kurden zu untersuchen“, sondern es ging mir um die alltägliche, außergewöhnliche Unterdrückung, um die Methoden des Terrors.

## Im Vogelpark

Dann war ich auch in Birecik – zwischen Gaziantep und Sanliurfa gelegen, nördlich der syrischen Grenze – in diesem Schnepfenpark. Kelaynak heißen die Vögel, eine seltene Schnepfenart, vergleichbar den heiligen Ibis in Ägypten. Früher befand sich hier die letzte freilebende Kelaynak-Kolonie; heute werden ungefähr 100 Vögel in zwei Käfigen gehalten, damit sie nicht die von Insektiziden vergifteten Insekten fressen, bevor sie wieder als Zugvögel nach Ägypten ziehen. Ich wollte ein-

fach die Kelaynaks sehen, weil ich die zahmen Waldtrapps aus der Volière des Münchner Zoos Hellabrunn kannte. Dann kam der Wärter des Vogelparks; ein Alphabet, und drängte mir das Gästebuch auf. Ich kann nicht sagen, warum ich das so schrieb. Es gibt Situationen, die man nicht erklären kann. Es war nicht provokant gemeint gewesen, es war nicht leichtsinnig... Es war, wie wenn man einem Kind über den Kopf streicht und hinterher sagen soll, weshalb man es gemacht hat... Ich mußte es schreiben. Natürlich stehe ich dazu. Ich schrieb Grüße von den Münchner Wald-

trapps aus HELLABRUNN. „Nieder mit der Volière. Es lebe eine freie Türkei (nicht wie es hieß: eine große Türkei) mit einem gleichberechtigten KURDISTAN.“ Das „mit“ hat mir wieder herausgeholfen aus dem Knast; „separatistische Propaganda“ konnten sie so nicht konstruieren. Das Wort „Kurde“ war seit Atatürk in der Türkei so gut wie tabu; das Wort „Kurdistan“ ist es heute noch. Aber seit dem Kurdenkongreß vom Oktober 1989 in Paris, unter der Schirmherrschaft von Danielle Mitterrand, kommt auch die Türkei an dem Wort „Kurde“ nicht mehr vorbei: Nach dem Kongreß wurden nämlich sie-



17.1.1990: Erste Verhandlung vor dem Staatssicherheitsgericht.

Alle Fotos: Milliyet

ben kurdische SHP-Abgeordnete (Sozialdemokratische Volkspartei) als „Separatisten“ aus der Partei ausgeschlossen, weitere Kurden sind freiwillig gegangen, weil sie dieses Tabu in einer Mitgliedspartei der Sozialistischen Internationale nicht akzeptieren wollen. Sie sind dabei, eine neue Partei zu gründen. Welche Brisanz diese Partei mit Schwerpunkt auf der kurdischen Problematik, die im Namen nicht auftaucht, hat, zeigt die Reaktion der türkischen Regierung. Den kurdischen Abgeordneten soll die Immunität genommen werden, was heißt: sie sollen festgenommen und eingesperrt werden, wie es am 12.3.1990 Ismail Besikçi erging. Der türkische Soziologie-Professor, der bereits mehr als zehn Jahre wegen seiner wissenschaftlichen Publikationen über Kurden inhaftiert war, wurde nun aufgrund seines neuen Buches „Multilaterale Kolonie Kurdistan“ schon wieder eingesperrt.

### „Das gibt wahrscheinlich Probleme...“

Wie ich das empfunden habe, plötzlich in den Knast zu kommen? Das hat auch seine lächerlichen, komischen und surrealen Aspekte, neben den knallharten politischen. Ich schrieb den Spruch, las ihn meinem kurdischen Gastgeber, dem Vorsitzenden des Menschenrechtsvereins in Urfa, der sehr gut Deutsch kann, vor. „Oh Hella“, sagte er, „da gibt es dumme Leute, die das nicht verstehen. Das gibt wahrscheinlich Probleme — nicht für dich

aber für mich.“ Da schlug ich vor: „Reißen wir's raus!“ Aber dann kam wieder der Stolz des Kurden heraus, und er sagte: „Nein, laß mal, so schlimm wird's nicht werden!“ Wir gingen raus und nach uns kamen zwei Geheimdienstleute herein, die uns verfolgt hatten.

Der Wächter wird ihnen die Eintragung gezeigt haben, an der ein Wort in Großbuchstaben aufiel: KURDISTAN, während „Türkei“ normal geschrieben war. Das empfanden die wohl als äußerst gefährlich und subversiv, liefen zu ihrem Polizeichef, kamen dann zwei Stunden später in die Fahrschule meines Gastgebers und sagten, ich müßte zur Polizei mitkommen, „ein paar Fragen beantworten“. Da sagte ich: „Wenn er Fragen hat, soll er doch herkommen, ich bin hier.“ Sie haben dann den Paß fotokopiert und ihn zurückgebracht. Vom nächsten Tag an suchten sie mich per Telex in der ganzen Türkei, fanden mich aber erst zwölf Tage später: in Siirt, südlich des Van-Sees.

Es folgte eine Art Entführung: zwei Mafiosi-Gesichter, in einem Zivilauto mit Polizeifunk und Istanbul Nummer, wo man sofort weiß, daß es Geheimdienst ist, mußten mich nach Bireçik zum Staatsanwalt bringen, zwecks „Vorführung“. Acht Stunden via Batman, Diyarbakir, Urfa nach Bireçik.

Staatsanwalt Yesiltepe („Grünhügel“) in Bireçik war ein kleiner Mann, und neu im Amt war er auch. „Haben Sie das geschrieben?“ fragte er, auf das Gästebuch deutend. „Ja“, sagte ich. „Finden Sie das schlecht?“ Dann sagte er: „Aber da steht KURDISTAN.“ „Ja“, sagte ich. Dann nahm er die Karte der Türkei von der Wand, die Halsadern schwellen an, er wurde ganz rot im Gesicht und schrie: „Wo ist hier Kurdistan? Sehen Sie irgendwo ein Kurdi-

stan?.. Ich habe die Karte studiert und entdeckte natürlich nirgends auch nur eine Spur von Kurdistan — was im Iran und Irak durchaus auf Karten steht. Nur die Türkei beharrt als einzige auf diesem Tabu. „Für uns Deutsche,“ sagte ich, „ist seit über hundert Jahren durch Karl Mays ‚Durch's wilde Kurdistan‘ das Land ein Begriff.“ Und zwar für das zusammenhängende Siedlungsgebiet der Kurden, das könne schon deshalb kein Angriff gegen die kemalistische Türkei sein, da dieses Buch zur Zeit des Osmanischen Reiches erschienen sei. Das war nämlich die Anklage: Separatistische Propaganda, gegen die Einheit der (kemalistischen) Türkei gerichtet.

Dann ging alles ziemlich schnell. Er fragte: „Wollten Sie etwas Böses gegen die Türkei sagen?“ Ich sagte: Nein, es sei doch ein sehr schönes Land mit einer uralten Kultur und vielen netten Menschen. Da sagte er: „Ja, dann muß ich Sie dem Untersuchungsrichter vorführen.“ Er ließ sich noch einmal die ganze Eintragung übersetzen und fragte genauso: ob ich mit der Eintragung etwas Böses gegen die Türkei sagen wollte und schob mir einen Zettel zu. Ich bestand auf einer Übersetzung, aber da hatte der Sekretär schon für mich unterschrieben. „Nein“, sagte ich, und er: „Dann sind Sie verhaftet.“

### Ein falsches Drehbuch

Jetzt dachte ich, da hat jemand das Drehbuch verwechselt. Ich hatte vorher das Gefühl, ich bin in der Türkei und sehe einen Dokumentar-



23.1.1990: Freispruch!

film, über den ich berichte. Aber in Siirt riß der plötzlich ab — das ist bereits Kampfgebiet zwischen PKK-Guerilla und Polizei, Armee und Dorfschützern — und ein Kriminalfilm begann, in dem ich die Hauptrolle spielen mußte, ohne mich darum beworben zu haben. Am Anfang sagten noch alle kurdischen Freunde: „Das klärt sich auf. Du redest mit dem Staatsanwalt und sagst ihm, du willst die Türkei nicht beleidigen, damit hat sich's.“ Großer Irrtum — damit hatte sich's nicht.

Dann kam die erste Nacht — verhaftet. Nicht, wie sie sagten, im Gästehaus des Bürgermeisters in Birecik, sondern in der Kaserne der Jandarmas. Da kamen die paar Stunden Angst, die man hat, wenn der Chef sich verabschiedet und dich den zwei Jungkillern freigibt, die dich bewachen, wo man nicht weiß, was passiert, weil normalerweise in dieser Nacht alles passiert: Folter, Vergewaltigung. In diesem Bewußtsein habe ich versucht, die Situation irgendwie aktiv zu unterlaufen, habe demonstrativ den Ofen geheizt, Zeitung gelesen und insgesamt das Bild einer selbstbewußten Europäerin abgegeben, was die Soldaten nicht gewohnt waren. Die vier Stunden habe ich überstanden, es ist mir nichts passiert. Wir, die zwei Soldaten mit Gewehren und ich, fuhrten dann in einem normalen Bus durch die Vollmondnacht nach Diyarbakir.

Das ist ein seltsames Gefühl: Du steigst in einen normalen Überlandbus, mit dem du vorher oft gefahren bist, aber von zwei Bewaffneten eskortiert. Dang siehst du die Blicke der Leute. Sie sind traurig und sehr kurz, damit man nicht annimmt, die hätten etwas mit dir zu tun, weil du ja ab jetzt als „gefährlich“ giltst.

Dann kam ich irgendwie ganz schnell ins Gefängnis nach Diyarbakir, wo der Direktor mich mit „Hos geldiniz!“ (Herzlich willkommen) begrüßte. „Sie werden ein paar Tage unser Gast sein.“ Nachmittags kam mein Anwalt, ein Freund aus dem Menschenrechtsverein in Diyarbakir. Mit ihm hätte ich eigentlich noch ein Interview abzuschließen gehabt. Stattdessen wurde er mein Anwalt, den ich nur im Freien durch das Gitterfenster der Hoftür sprechen konnte. Kein Gedanke daran, wie man eventuell die Verteidigung aufbauen würde — dazu ließen uns die Jandarmas keine Zeit. Von den schlechten Armeeübersetzern ganz zu schweigen, die in Deutschland wegen „Brüchen“ eingesperrt waren, auf Kautions freigelassen wurden und in die Türkei zur Gendarmerie flüchteten. „Hier ist alles anders“, sagten sie zu mir, „hier hast du keine Rechte.“

## Haftbedingungen

Das Gefängnis in Diyarbakir ist Vollzugs- und Untersuchungsgefängnis zugleich. Ich kam also in die Gemeinschaftszelle, acht auf zehneinhalb Meter, mit fünfzehn Frauen und vier Babies. Später kamen noch zwei Prostituierte dazu. Diese Zelle, wo immer mal wieder das Holz ausging, weil die Jandarmas nicht genug Holz brachten und wir uns in die Betten zurückzogen und froren, wo es im Klo kein Wasser gab und das Ganze ein einziger Mikrobenpfuhl war... Wir konnten kochen, das war der große Luxus. Aber das, was an Wasser, Fett und Kochresten von den drei Gasflammen auf den

Boden fiel, wurde einfach mit einem Gummischieber über den löchrigen Betonboden unter der Tür hinausgeschoben. An der gleichen Stelle, wo die Frauen beim Morgengebet ihre rituellen Waschungen machten. Das Dreckwasser lief auf die Treppe, gefror nachts, taute mittags auf, dann kam der nächste Dreck drüber. Es wurde Salz drauf geworfen, damit man nicht rutschte. Alle waren wir krank, husteten, vor allem die Babies, nahmen wahllos irgendwelche Medikamente ein, die uns der Arzt, der Frauen nicht die Hand gab, weil sie unrein sind, verschrieben hatte.

Es war im Grunde nicht auszuhalten, aber ich hatte die Hoffnung, doch bald wieder herauszukommen. Also: Es ist normal in der Türkei, daß man für das Wort „Kurdistan“ in den Knast kommt, es ist nicht normal, daß man nach kurzer Zeit, nach zwölf Tagen wie ich, herauskommt. Das war der Druck von außen auf die sich rechtsstaatlich gebende Seite der Türkei, die in die EG aufgenommen werden will. Die andere Seite des Januskopfes, die in den Osten schaut, zeigt das wahre Gesicht: eine blutriefende Militärdiktatur, die vor nichts zurückschreckt, Umsiedeln, Abholzen, Enteignen, Morden... die Terror und Angst verbreitet und dadurch die PKK (Kurdische Arbeiterpartei) immer stärker macht. Die Sympathien für die PKK wuchsen. Die Kurden sagen: „Sie hat uns unseren Stolz zurückgegeben. Wir kämpfen, statt uns umbringen zu lassen.“

## Wege aus der Gewalt?

Ich persönlich halte es jedoch für wichtig und für unsere Aufgabe vom Ausland her, alles zu unterstützen, was sich zwischen den Polen von bewaffnetem Staatsterror und bewaffnetem Widerstand in den kurdischen Gebieten oder sonstwo regt: die kurdischen Organisationen im Ausland, in ihren mehr und mehr gemeinsamen Aktionen und Publikationen, den kurdischen PEN (einen türkischen gibt es noch nicht), oder die neue Partei der ehemaligen SHP-Abgeordneten, kurdische Akademien, Institute oder Menschenrechtsorganisationen wie die „Gesellschaft für bedrohte Völker“, die in einer das kurdische Thema weitgehend ignorierenden Medienlandschaft mutig informieren.

Oder „medico international“, das für die 30.000 kurdischen Flüchtlinge aus dem Irak, die in drei Lagern in der Türkei eingesperrt vor sich hinsiechen, Gelder sammeln und direkt dem Lagerkomitee zukommen lassen, während Bonner Hilfssendungen über offizielle türkische Kanäle laufen und gar nicht erst dort ankommen, wo sie hinsollen: im Lager. Da geht es um Millionensummen.

Was ich meine: in einer sich rapide verändernden politischen Landschaft dürfen wir nicht aufhören, den Völkermord an den Kurden zu benennen und für das größte Volk der Welt ohne eigenen Staat, 25 Millionen Menschen, die Selbstbestimmung zu fordern.

Das Volk sind sie — und was sollen Autonomieversprechungen, die doch nie eingehalten werden, wie die Geschichte zeigt (Atatürk, Saddam Hussein, Khomeini)?

Zu dieser Überzeugung haben mich meine zweimonatigen Recherchen und Gespräche mit Kurden in der Türkei, Gefängnis inklusive, gebracht.

Dem Artikel liegt ein Tonbandmitschnitt zugrunde (red.)

## NAHER OSTEN

### Türkei: Prominenter Soziologe erneut verhaftet

Wie der „Solidaritätsverein für Demokratie und Menschenrechte in der Türkei“ (TÜDAY) mitteilt, wurde Ismail Besikçi am 12. März 1990 erneut verhaftet. Seit 1971 verbrachte der bekannte türkische Menschenrechtler und Professor der Soziologie über 15 Jahre im Gefängnis. Vorgeworfen wurde ihm ein ums andere Mal „separatistische Propaganda“. Besikçi ist ein renommierter Kurdistan-Experte und äußert sich auch politisch unmißverständlich im Sinne der kurdischen Selbstbestimmung.

Anlaß der jüngsten Verhaftung ist sein neues Buch „Multilaterale Kolonie Kurdistan“ (vier Staaten teilen sich das heutige Siedlungsgebiet), in dem er erneut für einen kurdischen Staat eintritt.

Wegen ähnlicher „Vergehen“ wurden jüngst Tunca Arslan, Redakteur der Zeitschrift „2000'e Dogru“, sowie Yalcin Küçük verhaftet, wobei letzterer bereits zu einer mehrjährigen Haftstrafe verurteilt wurde. Ausführliches Hintergrundmaterial mit Protest- und Solidaritätsadressen hält TÜDAY bereit: Hohenzollernring 32, D-5000 Köln 1; Tel.: 0221/254314).

### Kurdische Flüchtlinge/Irak setzt Nervengas ein

Nach Angaben von der „Gesellschaft für bedrohte Völker“ namentlich bekannten Informanten werden irakische Kurden, die nach Giftgaseinsätzen im Sommer und Herbst 1988 in die Türkei flüchten mußten, in vielen Fällen gruppenweise in den Irak abgeschoben und dort mit hoher Wahrscheinlichkeit hingerichtet. Die Türkei mißachtet mit dieser Abschiebep Praxis die, auch von ihr unterzeichnete Genfer Flüchtlingskonvention.

Darüber hinaus ist jetzt in den kurdischen Lagern im Südosten der Türkei der zweite Fall einer Massenvergiftung bekanntgeworden. Ende Januar 1990 wurden 500 Insassen des Lagers bei Diyarbakir mit schweren Vergiftungserscheinungen in ein Militärhospital eingeliefert. Sie litten an Krämpfen, Atembeschwerden und Lähmungen. Nach offiziellen türkischen Angaben beruht die Vergiftung auf dem Verzehr von „verschimmeltem Brot“.

Ein ähnlicher Vergiftungsfall ereignete sich im Juni 1989: 2.070 Flüchtlinge mußten behandelt werden. Auch hier war offiziell „verschimmeltes Brot“ die Ursache. Dazu veröffentlichte Dr. Alastair Hay, Chemische Pathologie der Universität Leeds, im Januar 1990 in der Fachzeitschrift „The Lancet“ Untersuchungsergebnisse. Britische Biochemiker hatten zunächst von der Türkei (in irreführender Absicht) mitgelieferte Brotproben untersucht, aber keinerlei toxische Stoffe gefunden, die mit den Symptomen in Einklang zu bringen gewesen wären. Dagegen legten heimlich aus dem Mil-



Ismail Besikçi, erneut in Haft.

Foto aus: Dengé Komkar, Frankfurt

tärhospital geschmuggelte Blutproben den Verdacht nahe, daß das Nervengift Sarin eingesetzt worden war. Da mit der Brotuntersuchung bereits wertvolle Zeit vergangen war, konnten in dem Blut nur noch die Folgeaktionen, nicht aber das schnell abbaubare Gift selbst nachgewiesen werden.

Nach kurdischer Darstellung, die einige Wahrscheinlichkeit für sich hat, sind irakische Agenten für die Vergiftungen verantwortlich. Die türkischen Behörden ließen bislang keine unabhängigen Instanzen zur Untersuchung des jüngsten Vergiftungsfalles zu und arbeiten so den Verbrechen des irakischen Geheimdienstes in die Hände. Dies verwundert nicht, wenn man sich beispielsweise das 1984 geschlossene Geheimabkommen der beiden Staaten vergegenwärtigt: Der türkischen Luftwaffe war es gestattet, bis zu 30 Kilometer tief in irakischen Luftraum einzudringen, wenn es der Kampf gegen „kurdische Terroristen“ erforderte.

Im Untersuchungsbericht der britischen Biochemiker heißt es abschließend: „Die vorgefundenen Indizien verbieten es, auf die Einwirkung eines gewöhnlichen, kommerziell erhältlichen Stoffes zu schließen. Falls es sich um eine, wie wir stark vermuten, absichtlich herbeigeführte Vergiftung handelt, muß dies ernste Folgen für die internationale Gemeinschaft haben.“

Eigener Bericht sowie Quelle:  
Neue Zürcher Zeitung vom 8.2.1990

### Kurdistan/ Dorfpartnerschaft gesucht

Die Journalistin Hella Schlumberger bereiste zum Jahreswechsel das Kurdistan der Türkei (vgl. ihren Artikel in diesem Heft) und lernte dabei auch die Dorfbewohner von Yesilyurt kennen. Nach schlimmsten Demütigungen durch türkisches Militär gingen die Dorfbewohner vor Gericht und klagten. Sie bekamen recht. Der Menschenrechtsverein (Ankara) würdigte den Mut der Kurden mit einer Preisverleihung. Folgende Notiz übergaben sie der deutschen Journalistin mit Bitte um Publikation:

„Die Menschen wünschen sich nichts mehr als ein menschenwürdiges Leben und daß die Zukunft humaner gestaltet wird. Unser Volk ist aller Rechte beraubt und wünscht, in Würde und Freiheit zu leben wie andere Völker auch.

Wir hoffen, daß Sie in Ihrem Land für uns werben und uns helfen, ein Partnerdorf zu finden. Ich wünsche Ihnen ein gutes neues Jahr. M.Serif Müstak“

Wer daran interessiert ist, eine Dorfpartnerschaft mit Yesilyurt aufzubauen, wende sich, wenn möglich auf Kurmandji oder Türkisch, an M.Serif Müstak, Nusaybin caddesi, Kerem Otel, Kerem Market, Yesilyurt (Cinibir) Köyü, Cizre-Mardin.

Nr. 153 21. Jahrgang 1990 D.M. 6.- Sfr. 6.- ÖS. 45.- L. Bfrs. 125.- Fr. 20.- hfl. 7.-

# prophetom

Zeitschrift für bedrohte Völker

ISSN 0720-5036

# Iraq Renews Its Threat Against Israel

By Alan Cowell  
New York Times Service

BAGHDAD — President Saddam Hussein of Iraq took a hard line against Israel and the United States as Arab leaders opened a summit meeting here Monday.

Mr. Hussein, apparently in an effort to carve out a new role as a leader among Arabs, again told Israel that he would respond to any deployment of weapons of mass destruction against his country by using similar weapons against Israel.

The comments, reflecting what officials here call Iraq's profound suspicion that Israel is preparing a pre-emptive strike against Baghdad's growing military strength, set a bellicose and anti-American tone for the gathering, reversing efforts by Egypt and Saudi Arabia to mute inflammatory rhetoric.

The Iraqi leader identified the United States as the sponsor of Israeli policies.

Referring to Israel as "the Zionist entity," a usage now abandoned by many Arab countries, he said it "would not be able to implement its expansionist policies at the expense of the Arabs were it not for the economic and military assistance of the United States."

"The United States cannot maintain such a policy while professing friendship toward the Arabs," he said.

Egypt and Saudi Arabia, Arab and Western diplomats said, have sought to avoid an open rift with the United States so as to avert new



Frederic Neema/Reuters

President Saddam Hussein of Iraq at the opening of the Arab League meeting in Baghdad.

obstacles in Washington's stalled effort to promote a Palestinian-Israeli dialogue.

The Iraqi leader said: "The United States bears major responsibility,

even the primary responsibility, for the Israeli aggression directed against the Palestinian people."

He apparently was referring to Israeli efforts to crush the Palestinian revolt that has been under way in the occupied West Bank and Gaza Strip for almost 30 months.

The two-day Baghdad meeting, called by Mr. Hussein and the Palestine Liberation Organization chairman, Yasser Arafat, is supposed to focus on Soviet Jewish immigration to Israel.

It is also to consider Iraq's attempt to marshal support against what Baghdad sees as a Western campaign to thwart its acquisition of advanced weaponry.

But the impact of the gathering has been diluted by the absence of five Arab leaders — those of Oman, Syria, Lebanon, Algeria and Morocco.

Of those countries, the most prominent in Arab diplomacy is Syria. It is the strongest Arab military power sharing a border with Israel and has long cast itself as the custodian of militant Arab politics.

But Syria and Iraq are estranged by long-standing disputes. The Libyan leader, Colonel Moammar Gadhafi, flew to Damascus on Sunday to try to persuade President Hafez Assad to attend, but failed to do so. His stay in the Syrian capital forced a delay in the opening of the meeting Monday.

The meeting is widely regarded by Western and Arab diplomats as part of an effort by President Hus-

sein to carve out a new role as a leader among Arabs, following what Iraq says was its victory in the war with Iran.

The gathering thus offers the Iraqi leader a platform to appeal directly to many Arabs frustrated by the slow pace of peace efforts, over the heads of their leaders.

"If attacked and hit, we will strike back forcefully," Mr. Hussein declared Monday.

Last month, the Iraqi leader announced that his country had developed a chemical weapons capability and would use it to "burn half of Israel" if Israel attacked with nuclear weapons.

The warning drew widespread Arab support, but diplomats here said it did not imply an Iraqi threat to strike first.

In advance of the Baghdad meeting, Egypt, the only Arab country formally at peace with Israel, said it had secured guarantees from both Iraq and Israel that they would not launch a first strike.

But when he addressed the gathering, President Hosni Mubarak, the most prominent U.S. ally in the Arab world, seemed at odds with the militant tone of the gathering.

While King Hussein of Jordan called Soviet Jewish immigration to Israel "aggression against all Arab countries," Mr. Mubarak said: "We should not deal with the issue of Soviet Jewish immigration from the logic of fear. This issue should not necessarily be a source of conflict and confrontation."

International  
Herald  
Tribune

Tuesday, May 29, 1990

liberté, 4 mai 1990

Le Kurdistan de Turquie coupé du monde

# PEUPLE EN DANGER DE MORT

*Trois cent mille soldats turcs quadrillent la région  
Le soulèvement populaire durement réprimé : des dizaines de morts et de blessés, des milliers d'arrestations*

*De notre envoyée spéciale  
en Turquie.*

Que se passe-t-il au Kurdistan de Turquie ? Il est d'autant plus difficile de répondre à cette question que depuis le 10 avril, l'ensemble des départements de cette région sont soumis à l'état d'urgence et à un black-out total de la part de l'administration turque. Depuis plus d'un mois, le Kurdistan de Turquie est le théâtre de manifestations qui ont débüté à l'approche de la fête de Newroz, le nouvel an kurde, et de la commémoration du bombardement de la ville d'Halabja, au Kurdistan, d'Irak par des armes chimiques, il y a deux ans.

Réprimées, ces manifestations ont pris dans certaines villes l'allure d'un véritable soulèvement, notamment dans les régions de Siirt, Hakkari et Mardin : grève de commerçants, manifestations de rue, routes barrées par des pneus enflammés, affrontements avec l'armée. Le bilan, autant qu'on puisse le connaître, s'élève à plusieurs morts et blessés, des milliers d'arrestations, et des décisions extrêmement graves ont finalement été prises par le gouvernement turc pour tenter de mater ce soulèvement.

Sur proposition du Conseil de sécurité national, le gouvernement, réuni le 10 avril sous la présidence du chef de l'Etat, Turgut Ozal, a publié un décret-loi d'état d'urgence (n° 413) prévoyant des mesures d'autant plus graves qu'elles ont été immédiatement appliquées, sans que l'Assemblée nationale



*Un peuple bâillonné : les Kurdes veulent vivre enfin libres. (Photo Sipa.)*



ait eu à se prononcer. Les pleins pouvoirs ont été donnés à l'armée, dont les effectifs ont été renforcés au point que plus des trois quarts de l'armée turque, soit plus de 300.000 hommes, sont désormais déployés au Kurdistan.

Les pouvoirs du super-préfet installé à Diyarbakir ont été considérablement renforcés. Il peut désormais proposer au ministre de l'Intérieur l'interdiction d'imprimer ou de diffuser n'importe quelle publication s'il juge que son contenu peut « troubler l'ordre » ou

« emouvoir les habitants » de sa région. Déjà, une trentaine d'hebdomadaires ont été victimes de telles mesures.

Le préfet peut ordonner la déportation hors de la région kurde de toute personne susceptible de « troubler l'ordre public » ou de « mener des activités subversives ». Ces personnes sont assignées à résidence dans un lieu fixé par le ministre de l'Intérieur jusqu'à la fin de l'état d'urgence.

Le préfet peut également ordonner le changement de résidence des habitants

de la région. Des fonctionnaires ont été recrutés par milliers à cet effet par le ministère de l'Intérieur.

Les activités syndicales, le droit de grève et le lock-out peuvent être suspendus à tout moment, et ils l'ont déjà été à plusieurs reprises ces dernières semaines au Kurdistan.

Enfin, une censure totale est imposée à l'ensemble de la presse turque, qu'elle soit nationale ou régionale, sur les événements du Kurdistan. Seules peuvent être diffusées les informations officielles données par le ministère de l'Intérieur.

## Lois scélérates anticomunistes en Turquie

# EN ATTENDANT OZAL

De notre envoyée spéciale.

Le gouvernement turc se réunissait mercredi soir avec à son ordre du jour l'examen de deux projets de loi modifiant les articles 141 et 142 du code pénal. Ceux-là même qui permettent l'interdiction du Parti communiste et de toute organisation visant à « modifier le régime économique et social de la Turquie ».

Une réunion attendue puisque de la décision qui en sortirait devait dépendre la suite du procès intenté à Kulu et Sargin, les dirigeants du Parti communiste unifié de Turquie, emprisonnés depuis deux ans et demi, et à des milliers d'autres personnes inculpées pour leurs

opinions, souvent privées du droit d'exercer leur métier (c'est notamment le cas de milliers d'enseignants), de quitter le pays ou d'y revenir.

Promise par le président Ozal lui-même la semaine dernière pour faire cesser la grève de la faim que menaient les dirigeants communistes, la réunion du gouvernement n'a abouti sur rien. Le cabinet a jugé urgent d'attendre. Le ministre de la Justice, Otlan Sulgunu, a indiqué que le président Ozal annoncerait lui-même la décision à son retour à Ankara la semaine prochaine. Une déclaration qui alimente les commentaires après les divisions provoquées dans le gouvernement par le poison des articles 141 et 142, dont on promet depuis des mois l'abolition ou la modification.

Reste que cette absence de décision laisse peu d'espoir de libération rapide à Kulu et Sargin : ils comparaitront ce vendredi pour la trente-deuxième fois devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Cent avocats se sont inscrits pour leur défense et trente personnalités, venues de différents pays du monde, doivent assister à cette audience.

F.G.R.

Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle dure depuis trois semaines dans le silence et l'indifférence du reste du monde. On a même vu récemment certains chefs de gouvernement occidentaux, ceux de l'Australie et de la Grande-Bretagne notamment, aller

## ADRESSE AU PEUPLE IRAKIEN

Des organisations politiques irakiennes ont adressé un appel au peuple irakien et à la communauté internationale pour le respect des droits de l'homme et le retour à un régime démocratique en Irak.

Cet appel est signé par des personnalités des milieux politiques et culturels irakiens ainsi que par des dirigeants du Parti communiste irakien, du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, du Parti socialiste irakien, de l'Union patriotique kurde, du Rassemblement démocratique irakien et de l'Organisation de défense des droits de l'homme irakienne.

Les signataires exigent notamment la libération de tous les prisonniers politiques, le respect des droits du peuple kurde et indiquent : « Le peuple irakien a souffert et souffre toujours de l'oppression : libertés fondamentales bafouées, absence des droits de l'homme les plus élémentaires, emprisonnement et détention des citoyens sans décisions de justice, exécution secrète de religieux, d'intellectuels et d'opposants politiques détenus par les autorités, liquidation de

en Turquie congratuler Turgut Ozal comme si de rien n'était. Et Roland Dumas lui-même ne se félicitait-il pas il y a quelques jours à Paris de ce qu'il appelait les « efforts » accomplis par le régime d'Ankara en matière de démocratie ?

Françoise Germain-Robin

certaines opposants (...) Le mépris des droits de l'homme par les autorités irakiennes a atteint un tel point qu'elles ont utilisé les armes chimiques les plus horribles et les plus meurtrières contre les citoyens irakiens, au nord et au sud du pays. Tous ces événements ont eu lieu au vu et au su du monde entier sur ordre, et selon les directives, de celui qui détient le pouvoir, un pouvoir absolu. Dans le but de mettre fin à cette situation, des personnalités irakiennes, d'horizons politiques et culturels divers, ont pris l'initiative de lancer un appel demandant le respect des droits de l'homme en Irak, de faire connaître ces revendications à l'opinion publique irakienne et internationale, et d'en appeler aux organisations internationales, aux parlements, et à l'Ouest, et particulièrement au secrétaire général des Nations unies, à la Commission des droits de l'homme à Amnesty international, et au secrétariat général de la Ligue des pays arabes, afin que ces organisations et ces institutions jouent leur rôle dans le soutien au peuple irakien. »